



GROUPEMENT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES
NOTRE EUROPE

Président : Jacques Delors

REUNIFIER L'EUROPE

OU

L'EUROPE EN QUÊTE D'IDENTITE(S)

Séminaire organisé par le Groupement d'Études et de Recherches
« Notre Europe » et le
Centre Hellénique d'Études Européennes « EKEM »
les 13 et 14 novembre 1998 à Athènes

Compte-rendu de Jean-Louis Arnaud

Association présidée par Jacques Delors
44, rue Notre-Dame des Victoires - 75002 Paris - FRANCE
Tél. : (33) 01 53 00 94 40/41 - Fax : (33) 01 53 00 94 44
E.Mail : notreeurope@notre-europe.asso.fr

DISPONIBLE EN FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND ET GREC
AVAILABLE IN FRENCH, ENGLISH, GERMAN AND GREEK
IN FRANZÖSISCH, ENGLISCH, DEUTSCH UND GRIECHISCH ERHÄLTlich

Notre Europe

Notre Europe est un groupement indépendant d'études et de recherches sur l'Europe, son passé, ses civilisations, sa marche vers l'unité et ses perspectives d'avenir. L'association a été créée à l'automne 1996. Elle se compose d'une petite équipe de cinq chercheurs originaires de divers pays.

« Notre Europe » participe au débat public de deux manières : en publiant des études sous sa responsabilité et en sollicitant des chercheurs et des intellectuels extérieurs pour contribuer à la réflexion sur les questions européennes. Ces documents sont destinés à un nombre limité de décideurs, politiques, socio-professionnels, académiques et diplomates dans les différents pays de l'Union européenne.

L'association organise également des rencontres et des séminaires en collaboration avec d'autres institutions ou des organes de presse.

Conformément aux statuts de l'Association, se réunit également, au moins trois fois par an, le « Comité Européen d'Orientation », composé de personnalités issues des différents pays européens et de diverses origines politiques et professionnelles.

Il est un lieu de réflexion, d'animation du débat et de proposition, à travers notamment l'adoption de propositions rendues publiques, telles que l'appel à « politiser le débat européen ».

EKEM

Fondé en 1988, le Centre hellénique d'études européennes (EKEM) a pour but d'établir un lien entre le gouvernement, le monde universitaire et le secteur privé en Grèce pour formuler et mettre en œuvre une politique européenne cohérente. Institut de recherche et plate-forme de dialogue en matière de coopération européenne, EKEM est également un organe de liaison entre la Grèce et les autres pays européens. L'intervention d'EKEM dans le débat public, sa contribution effective à la formulation de politiques et ses actions de sensibilisation du public aux questions européennes sont fondées sur les principes d'indépendance et de pluralisme. La recherche et la promotion du dialogue scientifique, objectifs fondamentaux d'EKEM, apportent un soutien académique aux politiques grecques d'ajustement dans le processus d'intégration européenne et permettent des initiatives qui renforcent la position de la Grèce dans l'Union européenne. EKEM porte également un intérêt particulier à la région des Balkans et de la mer noire. Le centre organise des débats publics, des ateliers scientifiques et des conférences internationales et publie de nombreux documents.

AVANT-PROPOS

A l'heure où ont débuté les négociations d'élargissement de l'Union européenne avec les pays d'Europe du centre et de l'est, une vaste offensive sur les perceptions de l'Europe et de ses identités paraît, plus que jamais, s'imposer. Comment faire vivre, dans un esprit pluraliste, notre diversité pour nous enrichir mutuellement et forger un destin commun ? Existe-t-il de ce point de vue, un « modèle européen » qui nous singularise du reste du monde ? Telles sont quelques-unes des questions qui se posent aujourd'hui. C'est pourquoi le Groupement d'études et de recherches « Notre Europe » et le Centre Hellénique d'Études Européennes (EKEM) avaient choisi d'organiser, les 13 et 14 novembre 1998 à Athènes, un séminaire consacré aux diverses facettes politiques, sociologiques et culturelles de l'identité européenne. Il a rassemblé une trentaine de personnalités issues des milieux politiques, intellectuels et académiques de l'Europe occidentale, centrale et orientale. Les discussions, vous le constaterez à la lecture de ce compte rendu, ont été vives, voire passionnées. Tant mieux. Car c'est aussi par la pratique d'un dialogue franc et ouvert que se forme une conscience politique commune, laquelle suppose toujours la mise en tension d'une pluralité d'intérêts, d'opinions, de points de vue et de cultures. Pour exister comme projet politique, la construction européenne a plus besoin de confronter d'une manière civilisée ses divergences que de synthèses artificielles ou de consensus mous. Cette tâche se révèle d'une grande complexité, à l'heure où les Balkans vivent une nouvelle tragédie. Ils auront besoin, pour construire une paix durable, de retrouver dans leur passé, des valeurs communes, et de réapprendre à vivre ensemble dans la compréhension mutuelle et le respect de l'autre. N'est-ce pas la finalité même de la construction européenne, depuis son commencement ?

Jacques Delors
Paris, mai 1999

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

1 - Un vent polémique

2 - L' écran des nations

3 - Le besoin de modèle économique

4 - L'insaisissable société civile

5 - Pourquoi vivre ensemble ?

Conclusion

Annexe 1 - L'Europe des Européens

Annexe 2 - L'Europe, une histoire

Annexe 3 - Discours de Jacques Delors

Annexe 4 - Discours de Costas Simitis

PARTICIPANTS

- Arnaldo BAGNASCO** **Professeur de sociologie à l'Université de Turin.
(ITALIE)**
- Jean-Louis BOURLANGES** **Membre du Parlement européen; Président de la
section française du Mouvement européen.
(FRANCE).**
- Norman DAVIES** **Professeur d'histoire à l'Université de Londres.
(ROYAUME-UNI)**
- Jacques DELORS** **Président du Groupement d'Études et de Recherches
« Notre Europe »; ancien Président de la Commission
européenne.
(FRANCE)**
- Nikiforos DIAMANDOUROS** **Professeur de politique comparée à l'Université
d'Athènes; Ombudsman de Grèce.
(GRECE)**
- Ronald DORE** **Chercheur au « Center for Economic Performance »
à la London School of Economics.
(ROYAUME-UNI)**
- Ivan GABAL** **Directeur de Gabal Analysis and Consulting
(REPUBLIQUE TCHEQUE)**
- Elemer HANKISS** **Professeur de sciences politiques à l'Université de
Budapest.
(HONGRIE)**
- Josef JARAB** **Sénateur; Président et Recteur de l'Université Centre
Européenne.
(REPUBLIQUE TCHEQUE)**

- Jerzy JEDLICKI** Professeur d'histoire à l'Académie des sciences.
(POLOGNE)
- Pierre KENDE** Président de l'Institut pour l'histoire de la révolution
de 1956.
(HONGRIE)
- Jack LANG** Président de la commission des affaires étrangères de
l'Assemblée Nationale; ancien Ministre de la Culture,
de la Communication et de l'Éducation Nationale.
(FRANCE)
- Henri MENDRAS** Directeur de recherche au CNRS, responsable de
l'Observatoire sociologique du changement.
(FRANCE)
- Yves MÉNY** Directeur du Centre Robert Schuman à l'Institut
Universitaire Européen de Florence (FRANCE)
- Nikos MOUZÉLIS** Professeur de sociologie à la London School of
Economics.
(GRECE)
- Filippo Maria PANDOLFI** Ancien Vice-Président de la Commission européenne;
ancien Ministre des Finances, du Trésor, de
l'Industrie et de l'Agriculture.
(ITALIE)
- Christian PRÉDA** Journaliste; enseignant à l'Université de Bucarest
(ROUMANIE)
- Dimitrij RUPEL** Ambassadeur auprès des Etats-Unis et du Mexique;
Professeur de sciences sociales; ancien Ministre des
Affaires Étrangères.
(SLOVÉNIE)
- Jacques RUPNIK** Directeur de recherche au
Centre d'études et de recherches internationales.
(FRANCE)
- Dusan SIDJANSKI** Professeur de sciences politiques à l'Université de Genève.

(SUISSE)

Wolfgang STREECK **Directeur du Max Planck Institute for the Study of Societies.
(ALLEMAGNE).**

Jerzy SZACKI **Professeur de sociologie à l'Université de Varsovie
(POLOGNE)**

István SZENT-IVANY **Président de la commission des affaires étrangères du
Parlement.
(HONGRIE)**

Stéfan TAFROV **Ambassadeur en France; ancien Ministre des Affaires
Étrangères.
(BULGARIE)**

Constantin TSOUKALAS **Professeur de sociologie à l'Université d'Athènes.
(GRECE)**

**Constantinos
VGENOPOULOS** **Président et Directeur Général du Centre Hellénique
d'Études Européennes.
(GRECE)**

Introduction

En quête d'identité commune, les Européens s'arrêtent inmanquablement sur leurs différences et sur la diversité des climats et des ethnies, des langues et des religions, des régimes juridiques ou politiques, des modes de vie et des mœurs en tout genre qui caractérisent la péninsule Europe. En un mot, sur tout ce qui a fait leur richesse et leur gloire, en même temps que leur histoire commune et - bien souvent - leur commun malheur.

L'obstacle est-il insurmontable, ou bien suffit-il, comme le suggère discrètement le titre du séminaire organisé par l'association " Notre Europe " et par le Centre hellénique d'études européennes " EKEM ", de laisser tout un chacun libre d'ajouter un " s " au mot identité, malgré tout ce que ce pluriel a de contradictoire ? C'est ce qu'on va voir dans ce compte-rendu du débat qui a réuni pendant deux jours à Athènes vingt six intellectuels et gens de terrain représentant douze pays européens, parmi lesquels six - Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, République tchèque et Slovénie - attendent, avec plus ou moins d'impatience, de pouvoir entrer dans l'Union.

Un sujet explosif

En ouvrant le débat, le ministre grec des Affaires étrangères, Theodoros Pangalos, se félicitera que la " Grande Europe " soit représentée à ce séminaire, " celle qui dépasse les limites étroites de l'Union européenne actuelle et qui reflète la dynamique de l'Europe dans son ensemble, " dira-t-il, avant de souhaiter que les Quinze fassent preuve de " plus de sincérité et d'ouverture vis à vis des pays candidats... et qu'ils mesurent le coût de l'élargissement ainsi que l'ampleur des changements qui doivent être faits pour avancer dans cette direction. " Pangalos croit en particulier qu'il convient de poser ouvertement la question d'institutions fédérales et ne pas se limiter à discuter " d'arithmétique institutionnelle sur le fonctionnement du Conseil ou de la Commission. "

" Le sujet que nous allons traiter est parmi les plus explosifs ", enchaînera Jacques Delors avant de poser la question : - Est-ce que le slogan - l'union dans la diversité - a encore un sens à l'heure de la mondialisation ? " Est-ce que la globalisation d'un côté et la construction européenne de l'autre ne vont pas effacer nos personnalités avec nos diversités ? " dira-t-il tout en invitant les participants à plonger dans le temps et dans l'espace, dans l'histoire comme dans la géographie, pour traiter de ce problème de l'identité dans toutes ses dimensions.

Traditionnellement, on oppose l'Est et l'Ouest de l'Europe (ou plus largement encore l'Orient et l'Occident), mais aussi le Nord et le Sud. Combien y a-t-il eu d'Europes depuis que ses nations se sont formées au cours du dernier millénaire ? Combien y en a-t-il encore ? Ces questions serviront de toile de fond au débat.

A ceux qui se déclarent partisans de ne pas trop regarder en arrière, mais d'aller de l'avant, il sera rappelé qu'aucun peuple ne peut penser à son avenir s'il a oublié son passé, selon une formule chère à Bronislaw Geremek, le ministre des affaires étrangères de Pologne qui devait clore le séminaire, mais a dû renoncer à se déplacer à Athènes. Delors insistera sur le prix qu'il convient d'attacher à la connaissance du passé et à l'évolution de nos sociétés. Dans cet exercice, les intellectuels sont " irremplaçables ", dit-il, en les invitant à s'impliquer davantage, pour tirer constamment les enseignements du passé. " Si l'on veut jeter les bases d'une compréhension mutuelle, il y a du travail à faire, ajoutera-t-il, et c'est la raison d'être de ce séminaire qui peut déboucher sur un réseau européen d'intellectuels qui drainerait en quelque sorte toute l'Europe. "

Que faire ensemble ?

A ceux qui soutiennent que, si identité il y a, c'est dans le projet européen qu'il faut la chercher, il sera rappelé que la construction européenne n'est pas, en elle-même, un objectif ou une finalité. " L'important, c'est de savoir ce que nous voulons faire, " dira Delors en pressant en particulier les participants venus du centre ou de l'Est de l'Europe de répondre explicitement à cette question. On sait ce que les Six entendaient faire ensemble en fondant quelques années après la fin de la IIème Guerre mondiale une Communauté européenne : en finir avec les guerres qui avaient ruiné l'Europe, soutenir la démocratie et relancer leurs économies. Au fil des élargissements, les objectifs communs sont de moins en moins clairs. L'entrée de la Grande Bretagne, du Danemark et de l'Irlande modifiait déjà la toute première donne. Que dire de celle plus récente de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, et de leur souci de " neutralité " ?

Avec les treize candidats qui frappent aujourd'hui à la porte, la question des objectifs communs fait presque figure de préalable. Est-ce l'OTAN qui les intéresse en priorité, ou l'Union économique et monétaire ? Est-ce un modèle américain de développement économique et social qui les attire ou - s'il existe - un modèle de type européen ? Ces questions sont d'autant plus sensibles qu'elles plongent leurs racines dans un passé à la fois ancien et récent où des frontières d'une nature ou d'une autre ont cloisonné l'Europe.

Jusqu'où va la détermination des candidats et jusqu'où va la solidarité des Quinze ? Les premiers ont-ils voix au chapitre pour discuter de l'avenir européen avant même de souscrire à toutes les obligations qui sont celles des pays déjà membres ? Ou ces derniers sont-ils les seuls à pouvoir réformer les institutions communautaires afin de les adapter aux exigences

d'une plus grande Europe ? Qu'attendent les uns et les autres de leur présence à tous dans l'Union ? Quel prix sont-ils prêts à payer et quels avantages sont-ils en droit d'attendre ? On mesure, au seul énoncé de ces questions, la capacité explosive du thème identitaire.

Le premier " boum " ne va pas tarder à se faire entendre. Et cela dès les exposés liminaires d'Henri Mendras et de Norman Davies, destinés à introduire le sujet et à stimuler le débat. L'effet de stimulation va jouer au-delà de toute attente car en séparant l'Europe occidentale de " l'Autre Europe ", et en proposant un modèle vite interprété comme un choix et un jugement de valeur, Mendras va allumer la mèche de la polémique. Cette bataille fera l'objet de notre premier chapitre.

A quel aspect de leur personnalité les Européens attachent-ils leur identité ? A leur philosophie politique (basée sur les concepts de nation, de souveraineté, de démocratie), à leur système économique ou à leur société civile ? Les trois tables rondes proposées aux participants pour structurer le débat feront l'objet des trois chapitres suivants :

- L'écran des nations.
- Le besoin d'un modèle économique.
- L'insaisissable société civile.

Nous terminerons par un dernier chapitre consacré aux attentes exprimées par les représentants de l'Europe " médiane " - la formule est de Mendras - en réponse à la question pressante de Jacques Delors : - Que faire ensemble ?

*

1 - Un vent polémique

Mieux comprendre les différences, c'est l'objectif que le sociologue français Henri Mendras, auteur de "*L'Europe des Européens*¹", déclare s'être fixé en proposant un "modèle" qui exprime le caractère particulier des sociétés d'Europe occidentale et qui soit opposable à un autre modèle valable pour l'Europe médiane ou orientale. Ces modèles, précisera-t-il, ont été construits sur un contraste entre la France et la Russie.

"Ce n'est pas une description, mais bien un modèle," insiste-t-il, en expliquant qu'il attend du débat une contestation et un enrichissement, non seulement de la part de Norman Davies qui doit lui donner la réplique (et qui venant de l'autre côté de la Manche, n'est plus, à ses yeux, tout à fait en Europe), mais surtout de la part de l'Europe médiane fortement représentée dans ce séminaire. La contestation - on le verra - dépassera largement son attente.

Pour Mendras, la coupure entre les deux Europes se situe très exactement à la frontière du Rideau de fer de 1948, à deux "erreurs" historiques près, l'Allemagne de l'Est et la Bohême qui font partie de l'Europe occidentale. Pour caractériser la civilisation de cette Europe occidentale, le sociologue français retient quatre éléments fondamentaux : l'individualisme, l'Etat-nation, le capitalisme industriel et la légitimité majoritaire de la démocratie. Ce qui n'exclut pas des diversifications historiques, nationales et même régionales - tant il est vrai que l'individualisme anglais est différent de l'individualisme français, comme de l'individualisme allemand ou italien - mais, pour lui, chacun de ces traits fait contraste avec la situation dans l'autre Europe.

Absolument scandaleux

Mendras fait remonter l'individualisme occidental à l'Evangile, solidement maintenu et renforcé par le droit romain dont la singularité a été d'établir la propriété, en particulier celle de la terre, comme relevant d'un seul maître. "Voilà, note-t-il, qui est absolument scandaleux pour la plupart des autres sociétés où l'on estime que la terre appartient à Dieu, à la rigueur à la communauté, mais jamais à un seul homme."

Quant à l'Etat-nation, il prend des formes différentes en Grande-Bretagne, en France, en Hollande ou en Allemagne. Au Danemark, il présente cette caractéristique singulière de s'appuyer sur une religion et une Eglise nationales et sur une tradition de défense contre l'Europe continentale. Mais, par opposition au reste de l'Europe - celle des empires - l'Europe occidentale est bien celle des Etats nations.

¹ Voir annexe N° 1 un résumé de cet ouvrage paru chez Gallimard, collection "Folio" en 1997.

L'idée de nation, dit-il, et celle de frontière naturelle sont étroitement liées à celle d'une paysannerie stable et sédentaire. Aussi passionnés qu'ils soient pour l'idée de nation, les peuples de l'Europe de l'Est, affirme-t-il, n'ont pas réussi à la faire leur, en raison de la diversité des ethnies et d'une implantation géographique en forme de mosaïque.

Mendras note soigneusement les différences entre le capitalisme colbertien, centralisé et étatique à la française, le capitalisme profondément individualiste des Anglais, le capitalisme social des Allemands et le capitalisme réticulaire de l'Italie du Nord. Mais il relève surtout qu'à l'Ouest de l'Europe, on a distingué depuis longtemps l'économique du politique et du religieux, ne serait-ce que " pour rendre à César ce qui est à César ", tandis que l'Autre Europe n'a jamais opéré semblable séparation.

Enfin il souligne que la règle majoritaire - la légitimité à 50,1% - n'a jamais été acceptée ailleurs qu'en Europe occidentale (sinon, par extension, aux Etats-Unis). Dans l'organisation paysanne du *mir* russe, tant qu'un chef de famille se refusait à une décision collective, celle-ci n'était pas prise. L'Autre Europe n'a jamais connu que l'unanimité, dit-il. Elle n'a pas cessé d'être tiraillée entre unanimité et anarchie et, avant 1939, toutes ses démocraties, à l'exception de la Tchécoslovaquie, ont cédé la place à des gouvernements autoritaires.

S'interroge-t-on sur l'identité ou les identités de l'Europe ? Mendras, à la lumière de ses analyses, observe qu'on a sans doute le sentiment, au niveau général, d'aller vers une société plus homogène, alors qu'en descendant dans le détail, on s'aperçoit que les contrastes et les diversités s'accroissent. Il signale en particulier les différences entre modèles familiaux qui se sont considérablement accrues en l'espace d'une génération. Il y a 30 ans, tous les pays affichaient une moyenne de 2,5 enfants par famille. Aujourd'hui la famille de deux enfants est le lot commun de l'Europe du Nord et de la France, mais, en Allemagne du Sud, comme dans le Nord de l'Italie et en Espagne, l'enfant unique est devenu la règle." En se construisant, conclut-il, l'identité européenne ne peut que renforcer la diversité des identités régionales et ethniques et peut-être même des identités nationales. "

Allergique aux modèles

L'historien britannique, Norman Davies, auteur de "*Europe. A history*"², utilise une grille de lecture tout à fait différente: " Je suis allergique aux modèles stéréotypés et pseudo-scientifiques qu'on utilise en simplifiant à l'excès, à des fins de généralisation, pour parler de la civilisation européenne, " dit-il, en annonçant qu'il appuie sa propre démonstration sur trois principes fondamentaux :

- le besoin d'un idéal européen, d'une mystique qui situe les affaires européennes au delà des questions de sociologie, ou, plus simplement encore, du prix du beurre,

² Voir Annexe 2, un résumé de l'introduction de cet ouvrage, paru en 1997 chez Pimlico.

- les différentes traditions aussi bien de l'ex-Occident que de l'ex-Europe orientale,
- le caractère pluraliste de la civilisation européenne.

Davies reproche d'abord à Mendras d'avoir construit son modèle à partir de la France à l'Ouest et surtout de la seule Russie à l'Est et il s'indigne de le voir généraliser les remarques que lui inspire l'organisation du " *mir* " russe en les étendant à toute la moitié orientale de l'Europe. Il signale que le droit romain n'a jamais été utilisé en Grande Bretagne, mais qu'il a en revanche inspiré la tradition juridique de la Pologne où, par ailleurs, la paysannerie n'a jamais eu de tradition collectiviste. Cette dernière remarque étant valable pour d'autres pays de l'Europe centrale ou orientale, notamment dans une partie de l'ancienne Yougoslavie.

Davies relève qu'il y avait de l'industrie en Pologne, ainsi que dans le bassin du Don, en Ukraine, dès le début du 20ème siècle, mais en revanche, qu'il n'y en avait pas dans une bonne partie de l'Europe occidentale, comme au Portugal, en Irlande ou en Lozère ! Il s'en prend aux remarques de Mendras sur l'absence de tradition démocratique en Europe orientale et sur les régimes autoritaires qui y ont fleuri pendant l'entre-deux guerres : il cite l'installation d'un régime militaire en Irlande du fait du gouvernement britannique, l'arrivée de Mussolini au pouvoir en Italie dès 1922, celle du général Primo de Rivera en Espagne, la dictature de Salazar au Portugal et Hitler, à partir de 1933 en Allemagne ! " Si les Européens de l'Est ont commis une faute, ironise-t-il, ne serait-ce pas celle d'avoir suivi le mauvais exemple des meilleurs parmi les Européens de l'Ouest ? "

Cinq ou six Europes

Davies s'oppose à la division géographique et culturelle établie par Mendras. Le legs européen, estime-t-il, apparaît davantage composé de cinq ou six cercles superposés et entrelacés. Pendant plus de cinq siècles, remarque-t-il, un des problèmes essentiels dans la définition de l'Europe s'est focalisé sur l'inclusion ou l'exclusion de la Russie. Ses voisins occidentaux n'ont cessé de chercher des raisons de l'exclure tandis que les Russes ne savaient pas trop eux-mêmes s'ils se voulaient dedans ou dehors. Il observe surtout que les références européennes de la Grande-Bretagne ne sont pas moins ambiguës que celles de la Russie. " Comme les Russes, dit-il, les Britanniques étaient clairement européens, mais avec des intérêts prioritairement non-européens. "

Dans la division traditionnelle entre l'Est et l'Ouest, il décèle une tendance à dénigrer l'Est. Pour lui, une expression comme " l'Autre Europe " ou le terme de " Balkans " y contribuent et cette attitude dépréciative des Européens de l'Ouest à l'égard de leurs voisins n'est pas sans lui rappeler le dédain dont ils font montre à l'égard de l'Islam et du monde arabe.

Pour Davies, la quête d'une identité européenne est plus fructueuse si l'on cherche du côté de la culture plutôt que du côté économique ou social, même s'il reconnaît que les trois éléments font partie d'un tout. " Le sentiment d'appartenir à l'Europe n'exclut pas, dit-il, le

patriotisme national. Nous avons des identités à plusieurs couches et on peut être à la fois un bon Grec ou un bon Français et un bon Européen. "

Historien autant que sociologue ou politologue, Ronald Dore, qui appartient à la *London School of Economics*, s'efforce de réduire le fossé qui sépare Mendras de Davies : " J'ai l'impression que le différend entre les deux orateurs n'a pas tellement à voir avec la discipline et la maîtrise des faits. C'est plutôt affaire de sympathies pour telle ou telle forme d'identité, " dira-t-il, en défendant une technique de généralisation à laquelle un sociologue ne saurait échapper et que lui-même pratique, comme on le verra à l'exposé de ses propres vues sur la nation, l'Etat et la démocratie.

La xénophobie indivisible

D'autres intervenants critiqueront Mendras avec moins de bienveillance. Et d'abord le sociologue grec Constantin Tsoukalas, professeur à l'université d'Athènes qui se demande si la logique de Mendras ne conduit pas à exclure la Grèce de l'Union européenne : " pourtant elle est dedans et nous espérons qu'elle y restera comme participant à part entière ", dit-il, avant de plaider pour la suppression de toutes les formes et toutes les manifestations de xénophobie quelles qu'en soient les victimes, européennes ou non-européennes.

" La xénophobie est indivisible ", affirme-t-il, et si en France par exemple, il y a de la xénophobie à l'encontre des Algériens, il y en aura aussi contre les Grecs, les Russes ou contre d'autres. " Si nous laissons l'Europe à ses politiques, ses langues, ses religions, le jeu est perdu d'avance ", conclut-il en appelant à " une conscience européenne commune, à une identité politique commune, qui trouve les raisons politiques et sociales d'être ensemble. "

Le juriste et politologue français Yves Mény, qui dirige le Centre Robert Schuman à l'Institut européen universitaire de Florence, répugne à opposer l'Europe de l'Ouest, ou à la dissocier de l'Europe de l'Est et il se dit " troublé " par le caractère non évolutif du modèle proposé par Mendras, dont il déplore " l'absence de temporalité. " A ses yeux, l'individualisme, l'Etat-nation, le capitalisme industriel, le principe majoritaire n'appartiennent en propre ni à l'Ouest, ni à l'Est : " Ce sont des principes auxquels l'ensemble des Etats de la planète sont aujourd'hui confrontés, selon un tempo et selon des formes culturelles spécifiques, " dit-il, en affirmant que le modèle serait " moins agressif " si on réintroduisait " la dimension d'universalité. "

Pour lui, le danger, qui n'est pas causé par Henri Mendras, mais qui peut résulter de l'exploitation de son modèle, c'est de voir passer le modèle de la phase analytique à la phase prescriptible. " Et rien n'est plus facile, ajoute-t-il, que le passage de cette frontière. Une opposition entre Est et Ouest peut être salutaire pour mieux comprendre chacune des sociétés, elle peut être dangereuse si elle se transforme insidieusement en prescription sur ce que nous sommes et ce que sont les autres. "

Alors que nous essayons de construire une communauté démocratique sur un territoire dont les contours sont encore mal définis, Mény propose, plutôt que de " dissocier ", de " jeter des ponts " : " Vous opposez les Etats-nations aux empires, fait-il observer à Mendras, mais vous oubliez au passage les villes marchandes qui constituent, au centre de l'Europe, une zone de construction civique et un espace de commerce qui a survécu jusqu'au 20ème siècle et qui n'appartient ni à l'Europe occidentale, ni à l'Europe orientale. "

Majorité et unanimité

Mény suit le parcours du principe de légitimité majoritaire depuis la Grande-Bretagne, où il a fait son apparition, jusqu'en France où il se répand après la Révolution, non sans difficulté car il s'oppose à deux principes d'unanimité bien français, l'un - monarchique - basé sur l'unité du peuple sous l'autorité du roi, l'autre - révolutionnaire - qui refuse la liberté aux ennemis de la liberté. D'où la difficulté pour les partis politiques de s'implanter en France, puisque, dans une optique unanimiste, le parti, c'est la division.

Du côté de l'Eglise catholique et des marxistes, Mény signale d'autres formes d'hostilité au principe majoritaire qui envahira cependant peu à peu le continent pour atteindre l'Europe du Sud il y a quelques décennies seulement. " Il n'y a ni obstacle, ni inconvénient, dit-il, à ce qu'il s'étende à l'Europe de l'Est ou à d'autres parties du monde de la même façon. "

Le principe majoritaire a lui-même évolué, observe-t-il. Aux Pays-Bas, par exemple " où c'est en réalité le consensus qui fonctionne", mais, d'une certaine façon en Italie aussi et, certainement dans la Communauté européenne où la décision est prise au consensus beaucoup plus qu'à la majorité.

Professeur de politique comparée à l'Université d'Athènes et Ombudsman de Grèce, Nikiforos Diamandouros approuve cette forme d'analyse qui s'inscrit dans le temps et met en valeur évolutions et transitions. " Les dichotomies sont bonnes lorsqu'elles simplifient, mais elles sont mauvaises parce qu'elles simplifient à l'excès ", dit-il, avant de rappeler que la dichotomie Nord-Sud, en commençant par l'Antiquité en Méditerranée, a précédé et longtemps prévalu sur la problématique Est-Ouest.

Sénateur de la République tchèque, Josef Jarab redoute, lui aussi, les dichotomies et ne veut pas s'en remettre aux sympathies ou à l'absence de sympathies des uns et des autres pour analyser le fonctionnement de nos sociétés. Son constat est sévère : " Ce que nous entendons ici, dit-il, traduit le manque de connaissance d'autrui et un déficit d'éducation des Européens sur l'Europe, dans son ensemble... Cinquante ans de division imposée par la Guerre froide en sont responsables. " Pour lui, il n'y a de remède que dans un effort concerté d'éducation qui dépasse le moment scolaire et s'étende aux médias et à la pratique politique. Dans ce processus d'éducation, il parle d'introduire " la tolérance active ", c'est à dire " la volonté

d'apprendre non seulement sur moi-même, mais sur l'autre et la volonté de reconnaître les différences pour les respecter et en tirer les leçons. "

A Nikos Mouzelis, sociologue et professeur à la London School of Economics, les dichotomies ne font pas peur. " Il y en a de bonnes et il y en a de mauvaises, on ne peut pas les éviter, " dit-il, en prenant la défense de Mendras. Aborder les différences qui existent en Europe - et d'abord les identifier - lui paraît d'autant plus essentiel. Distinguer entre description et prescription lui semble tout aussi important. Que l'on parle d'une " autre " Europe, observe-t-il, ne signifie pas qu'elle doive rester en dehors et que l'on compare les économies balkaniques et leur développement en cours aux économies occidentales, ne veut pas dire que l'on pousse la Grèce hors de l'Union. On ne reconnaît pas la démocratie à la seule règle majoritaire. En Europe occidentale, le développement du capitalisme a précédé l'apparition de régimes politiques fondés sur les partis. Ailleurs en Europe, l'ouverture politique aura précédé l'industrialisation. Ces évolutions obéissent à des rythmes différents que Mouzelis invite à ne pas ignorer.

Le phare des Balkans

Nés tous deux en 1958, Stefan Tafrov et Istvan Szent-Ivany sont les benjamins du séminaire. Tafrov, ancien journaliste et vice-ministre des Affaires étrangères de 1991 à 1992, est actuellement ambassadeur à Paris. En tant que Bulgare, il se sent doublement discriminé, avec le sentiment d'appartenir non seulement à " l'Autre Europe ", mais à une " autre Autre Europe ", celle du Sud-Est et des Balkans " qui souffrent, dit-il, de maints préjugés ". Ce qui le console cependant, c'est de se trouver en Grèce qu'il décrit comme " un pays phare qui a réussi à démontrer l'appartenance de cette région à l'Europe tout court. " Il reproche à Mendras " des inexactitudes de fait ". Il relève que la paysannerie du Sud-Est européen n'a que très peu à voir avec la paysannerie russe et évoque l'individualisme bulgare " très particulier qui n'a rien à envier à l'individualisme anglais. "

Pour lui, les Européens sont " en train de rater une chance historique, en n'intégrant pas dans une réflexion commune l'expérience unique des hommes et des femmes qui, sous la domination soviétique, tels Vaclav Havel, se sont battus contre le communisme et ont dû repenser, non seulement intellectuellement, mais quelquefois au prix de souffrances physiques, la relation du citoyen à la politique et à la chose publique. "

Tafrov se dit lui-même étonné de la maturité démocratique de ses compatriotes dans des circonstances " pas toujours faciles ". Une raison pour ne pas douter de l'enracinement des institutions démocratiques. Le règlement des problèmes de minorités nationales dans son propre pays, ainsi qu'en Roumanie lui paraît également prometteur. " La Bulgarie, dit-il, est un des petits pays de la région qui a résolu un problème ethnique de manière civilisée en intégrant les citoyens bulgares d'origine turque dans la vie nationale en bricolant un espace de

citoyenneté politique dans un Etat normalement uni-national. " Il attire l'attention sur la politique de réconciliation menée par la Bulgarie avec ses voisins, avec la Grèce en particulier, avec laquelle elle s'est auparavant souvent trouvée en guerre et il compare cette situation avec celle de la France et de l'Allemagne. Il demande enfin qu'on dépasse l'économie ou même la politique pour parler du "rêve" européen et conclut : " La transition du communisme à la démocratie est une excellente occasion pour l'Europe toute entière d'ajouter quelques éléments à ce rêve-là. "

Ethnologue de formation, Szent-Ivany est président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement hongrois. Il conteste le choix de l'Etat-nation fait par Mendras comme l'un des éléments fondamentaux de son modèle ouest-européen. C'est une invention assez récente, affirme-t-il, qui ne remonte qu'à trois ou quatre siècles et qui n'est pas très convaincante, au moins en ce qui concerne certains pays occidentaux comme la Grande Bretagne - puisqu'elle abrite plusieurs nations, des Gallois, des Irlandais et des Ecossais à côté des Anglais - ainsi que l'Espagne. " L'héritage de la Guerre froide est beaucoup plus lourd qu'on ne le pense et le plus important est de démanteler les barrières mentales ", dit-il, en affirmant que, quoique issue du même empire austro-hongrois, l'Autriche est aujourd'hui beaucoup plus proche de l'Europe occidentale que de la Hongrie ou des Républiques tchèque ou slovaque. Avec Delors, il pense que le rôle des intellectuels est essentiel et que c'est à eux de faire la démonstration que la division injuste entre l'Est et l'Ouest est dépassée et que nous entrons maintenant dans une ère nouvelle.

Ni inégalité ni exclusion

Invité par Delors à se défendre, Mendras, très touché par certaines critiques, expliquera d'abord que le mot " différence " n'est pas un terme dérogatoire et qu'il n'emporte ni inégalité, ni exclusion. " Unité et diversité sont les deux faces d'une même réalité ", dit-il, en affirmant que la frontière, dont il fait état, n'est là que comme un des matériaux trouvés au départ à partir desquels il a construit son analyse et non comme une conséquence de cette même analyse.

" Je suis prêt à accepter que toute l'Europe médiane réponde à mon modèle et n'ai absolument pas la prétention de dire que les Occidentaux sont individualistes et que les autres ne le sont pas, " dit Mendras, avant d'ajouter : " Construire un modèle, c'est toujours faire violence à la réalité et le problème est de savoir si mon outil est utile. " Et de contester que ce modèle soit, comme on le lui a reproché, statique. " Il est au contraire éminemment dynamique et accepte des rythmes différents d'évolution. En Europe occidentale, il est, au moins en partie, en train de se détruire. Et si en le construisant, nous comprenons mieux ce que nous sommes en train de détruire et, par conséquent, ce que nous allons construire de différent, alors, nous faisons un progrès. "

2 - L' écran des nations

Quel rôle jouent la Nation, la souveraineté et la démocratie dans la typologie des sociétés européennes ? Ces thèmes sont abordés par Ronald Dore avec un pragmatisme tout britannique, sous forme d'une série de remarques :

- on peut procéder, observe-t-il, par voie de généralisation statique et classer les Etats-nations selon tel ou tel critère, par exemple le traumatisme d'avoir exécuté un monarque, ou le fait d'être né d'une lutte de libération contre un envahisseur, comme la Grèce ou la Pologne. On retiendra la nécessité d'une langue commune ou le besoin d'une même religion. On signalera les différentes significations du nationalisme, doctrine politique, droit à l'autodétermination, sentiment national. On mesurera sa force à l'attachement aux symboles que sont le drapeau ou l'hymne national. On notera que le mot de nationalisme est souvent utilisé pour blâmer et celui de patriotisme pour louer. Ne dit-on pas : " Je suis un patriote, il est un nationaliste et le troisième est chauviniste " ?

On s'arrêtera sur le cas du Japon : " peu d'Etats rassemblent comme lui autant d'éléments susceptibles d'engendrer un sentiment d'identité nationale, " dit Dore qui énumère : l'insularité, une langue commune, une culture littéraire séparée des cultures avoisinantes pendant des millénaires, 120 ans de concentration sur un objectif national unique - rattraper les pays les plus industrialisés - et une conscience raciale qui combine des sentiments d'infériorité et de supériorité.

Nationalisme et chemins de fer

- Si on procède par voie de généralisation dynamique, on s'attachera aux étapes de l'évolution et du développement : d'abord un pouvoir militaire qui taille des frontières mais, aussi longtemps que l'esprit de paroisse l'emporte, la majorité de la population n'a pas le sentiment d'appartenir à une nation. Les choses commencent à changer avec la croissance économique et la mobilité. C'est ainsi qu'on arrive au 19ème siècle et à " cette Europe où le sens de l'identité nationale se développe en même temps que les réseaux ferroviaires, avec la mobilité des populations, l'accès à l'éducation, l'instruction militaire... "

C'est le passage d'une culture de soumission à une culture de participation : " Une demande croissante d'égalitarisme accompagne la croissance économique et la mobilité de l'individu détruit les liens de dépendance, comme le décrit Tocqueville en comparant la France et les Etats-Unis, " note Dore, avant d'indiquer que les dictatures peuvent être

considérées comme une forme de participation, " parce qu'elles imposent aux dirigeants une réponse populiste. "

De là, on passera à l'étape contemporaine des changements technologiques et à cette situation où l'Etat-nation est menacé à la fois par le haut et par le bas. Par la mondialisation d'un côté et par la désintégration des nationalismes de l'autre. " On constate, dit Dore, une demande égalitaire de participation qui dépasse les possibilités de l'Etat-nation et se concentre beaucoup plus sur les identités régionales. "

Essaye-t-on de créer en Europe un Etat supra-national ? Avec Dore, on posera alors la question : - Le jour viendra-t-il où les cœurs français ou allemands battront plus vite en voyant sur un stade une équipe européenne qu'en voyant aujourd'hui leur équipe nationale ? " Cela dépendra en partie, répond-il, de facteurs extérieurs et, concrètement, dans le secteur économique, de la concurrence entre la zone Euro et la zone dollar. Cela dépendra aussi de ce qui se passera en Russie suivant que son potentiel militaire sera ou non considéré comme une menace extérieure et conduira les Européens à une plus grande unité. "

La langue du souverain

Ce processus, ajoute Dore, peut être entravé du fait que la langue commune des Européens est celle que lui-même utilise, c'est à dire l'anglais, " celle, dit-il, du souverain du monde, autrement dit des Etats-Unis, qui sont la source des doctrines économiques et politiques d'aujourd'hui. " - Un point de vue que contesteront - ou tout au moins nuanceront - plusieurs intervenants. Ainsi Dusan Sidjanski, qui a fondé et dirigé le département des Sciences politiques de l'Université de Genève, et pour qui les remarques d'ordre culturel ne sont pas innocentes. " Langue de communication commune, dira-t-il de l'anglais, peut-être, mais pas langue de culture commune, ni langue maternelle. " De son côté, l'historien hongrois Pierre Kende n'est " pas tout à fait d'accord " avec la remarque de Dore, mais il dit l'accepter, en spécifiant qu'utiliser l'anglais ne signifie pas qu'on s'identifie à l'Europe, mais à un ensemble plus vaste, que ce soit l'OTAN ou le monde occidental, ou encore la communauté internationale dans son ensemble.

Ancien vice-président de la Commission, Filippo Pandolfi, qui fut aussi ministre des Finances, de l'Industrie et de l'Agriculture de plusieurs gouvernements italiens, se déclarera en revanche " très opposé à l'idée d'une langue universelle car la réalité culturelle de l'Europe lui impose de préserver les identités linguistiques qui sont la richesse des nations et la sagesse lui recommande aussi d'avoir des langues véhiculaires, " dira-t-il en rappelant qu'à Rome, à l'époque de Trajan, il y avait beaucoup plus de gens qui parlaient grec que latin.

- Faut-il voir dans le néo-libéralisme une forme de retour en arrière ? demande encore Dore, en précisant que le mouvement, qui prospère aux Etats-Unis et en Grande Bretagne depuis quinze ans, ne se propose pas seulement d'abandonner toute forme de gestion

socialiste, mais de réduire le domaine de l'initiative publique. Il observe que le lien entre liberté du marché et démocratie a certains fondements intellectuels : " Le consommateur est souverain, dit-il, et tous partagent le même pouvoir. " Mais il observe aussi que " si tous les consommateurs sont égaux, certains sont plus riches que d'autres et que, s'il est vrai que tous les électeurs sont égaux, certains ont des capacités d'intervention beaucoup plus fortes que d'autres. " Et de constater qu'après la débâcle de la livre sterling en 1992, on a pu remettre en question les doctrines du libre-échange et parler de réintroduire un contrôle du mouvement des capitaux.

Vieilles nations jeunes Etats

Pour les pays de l'Autre Europe, l'avènement de la démocratie et de la souveraineté sont indissociables de la fin du système totalitaire en 1989 et pour eux, le retour de la souveraineté populaire se confond avec celui de la souveraineté nationale. Ce sera la première remarque de l'historien français Jacques Rupnik, professeur et chercheur à la Fondation des Sciences politiques de Paris, qui rappelle comment entre octobre et novembre 89, juste après la chute du Mur de Berlin, les Allemands de l'Est sont passés du slogan : " *Wir sind das Volk* " (nous sommes le peuple) à celui de " *Wir sind ein Volk* " (nous sommes un peuple). " Ce glissement sémantique du peuple à la nation, de la question de la démocratie à celle de la réunification, montre bien, dit-il, comment en 89 ces deux dimensions étaient liées. "

Dans l'espace Centre-Est européen, nous trouvons de vieilles nations et de jeunes Etats, explique Rupnik pour qui l'Etat-nation y apparaît comme le cadre privilégié, sinon exclusif, de la démocratie et qui voit dans la discontinuité un des traits majeurs de l'histoire de ces pays. C'est le cas de la Hongrie au 16ème siècle, de la Bohême au 17ème, après la bataille de la Montagne blanche, de la Pologne enfin avec les partages de la fin du 18ème. Et pour le Sud-Est - Roumanie, Bulgarie, Serbie, il faut remonter au 14ème !

Autre problème, celui des minorités nationales et de leur intégration : " Les frontières ethniques et les frontières politiques ne correspondent pas et, de la Transylvanie au Kosovo, les exemples de souveraineté contestée ne manquent pas, " dit Rupnik qui invite cependant à ne pas tomber dans le stéréotype trop facile qui opposerait des Etats-nations bien établis dans la durée à l'Ouest et la fragmentation à l'Est. Il rappelle le titre de ce colloque, qui s'est tenu à Paris au début de 92 " L'Europe et les tribus ", qui suggérait une grille de lecture simpliste : d'un côté, une Europe en marche vers l'avenir supranational et sans frontière, celle de Maastricht. De l'autre, les tribus de l'Est régressant vers des idéologies du début du 19ème siècle. L'intégration pour les uns, la désintégration pour les autres.

Non sans raison, Rupnik estime que le terme même de " tribu " suggère que ces pays du Centre- Est ne sont pas des nations à part entière et ne participent pas de la même histoire

que l'Ouest. " C'est oublier aussi, ajoute-t-il, que la crise de l'Etat-Nation n'est pas une spécificité de l'Europe centrale, mais qu'elle traverse l'Europe toute entière. " (voir la Belgique, l'Italie de la Padanie, le Pays basque, l'Irlande et la Corse). C'est oublier enfin que l'Europe centrale est devenue beaucoup plus homogène qu'elle ne l'était entre les deux guerres : pour la première fois de son histoire, la Pologne est un Etat-nation homogène - Il est vrai qu'Hitler et Staline sont passés par là ! - La Bohème n'a plus ni population allemande, ni population juive. Les Tchèques et les Slovaques se sont séparés, tandis que l'Europe occidentale, à travers l'immigration, découvre les problèmes du multi-culturalisme et la difficulté de concilier identités et citoyennetés multiples.

Une recette pour un désastre

" Le vrai problème, dit Rupnik, n'est pas dans la multiplicité ou la taille des Etats, mais dans leur nature... En Europe du Centre-Est, a prévalu une conception culturelle ou ethno-linguistique de la nation. Comme on avait des nations sans Etat, l'identité culturelle et linguistique primait sur le politique ou le précédait. Ces pays se rapprochent beaucoup plus du modèle allemand de la nation. Mais lorsqu'ils construisent un Etat, ils ont plutôt tendance à se tourner vers un modèle centralisé, jacobin et français. " Un espace où plusieurs ethnies et plusieurs cultures cohabitent appelle une forme de pouvoir fédérale et décentralisée, estime-t-il en voyant dans le mélange Nation à l'allemande et Etat à la française " une recette pour un désastre."

Deuxième groupe de remarques : au sortir de la tutelle soviétique et de la doctrine de la souveraineté limitée, ces pays répugnent à remettre en cause une souveraineté aussi difficilement recouvrée. A ce sujet, Rupnik observe :

- que ces pays veulent entrer dans l'Europe en tant qu'Etats et sont très réticents devant toute forme d'intégration régionale,
- que les délégations ou les abandons de pouvoir se font en revanche sans problème lorsqu'il s'agit de l'OTAN.

Sur les dix premières années de transition démocratique - la formation d'institutions démocratiques, l'alternance, le système de partis, l'Etat de droit - Rupnik signale, en guise de bilan provisoire, que les choses ont, dans l'ensemble, mieux fonctionné en Europe du Centre que dans l'Est ou le Sud-Est. Y aurait-il un lien entre une transition relativement bien réussie et la relative homogénéité ethnique de ces Etats d'Europe centrale ? Ou bien faut-il y voir le bénéfice d'un héritage de l'Etat de droit qui remonterait à leur commune période autrichienne, un " effet Habsbourg ", en quelque sorte ? Dans le cas de la Pologne catholique où la pratique religieuse reste forte, faut-il voir un lien entre ce catholicisme et la percée du libéralisme économique et politique ? Rupnik se limite à signaler ces hypothèses en se défendant de renoncer à poser certaines questions au nom du " politiquement correct. "

Multi-culturel ou multi-national

Sociologue et ambassadeur de Slovénie à Washington, Dimitrij Rupel s'intéresse à la combinaison des deux formes d'intégration qui sollicitent en même temps les pays du vieux continent : celle d'un espace proprement européen, avec l'élargissement de l'Union, mais aussi celle de l'espace américain, ou atlantique, avec l'idée d'une structure transatlantique. " Ce sont deux principes qui se rencontrent et deux mondes différents, " dit-il, en ajoutant que " les Etats-Unis sont une nation faite d'Etats et que la future Europe sera peut-être un jour un Etat fait de nations. "

Pour l'instant ce qui retient l'attention de Rupel, c'est le fait que ce sont les Américains qui gèrent en fait quelques uns des problèmes les plus délicats des Européens. Voir la Bosnie ou le Kosovo. " Les accords de Dayton, dit-il, sont fondés sur un concept américain de multiculturalisme plutôt que sur un concept européen de société multi-nationale. "

Et il poursuit : " Nous parlons intégration, mais aussi désintégration. Ce qui devrait nous préoccuper, c'est le problème de l'intégration forcée et celui de la gestion de la diversité, le droit à la vie nationale, qui est la substance et la conséquence de l'auto-détermination, droit qui n'est pas reconnu au Kosovo, entouré de Serbes agissant dans le cadre de leur République fédérale de Yougoslavie, issue directement de la République socialiste de Yougoslavie. "

Et d'expliquer que ce n'est pas parce qu'elle était un Etat multi-national que l'ex-Yougoslavie s'est écroulée, mais parce que cet Etat était mal géré. Pour lui, ce n'est pas la désintégration intérieure qui a amené cet effacement ou celui de l'Union soviétique, mais la volonté d'intégration forcée et le refus de reconnaître le droit à l'auto-détermination. Rupel plaide pour qu'on intensifie une réflexion " pluri-culturelle " et pour que les Européens utilisent leur expérience de la diversité dans la gestion des crises en Europe.

Reconnaître l'autre

Dusan Sidjanski estime lui aussi que l'Union européenne a son rôle à jouer dans une crise comme celle du Kosovo où on retrouve tous les thèmes de discussion du séminaire, avec leurs contradictions : la relation entre majorité et minorité, la volonté d'identité, mais celle aussi d'exclure l'autre. " Ni les uns, ni les autres ne peuvent survivre dans l'indépendance totale, " dit-il en appelant l'Union à faire valoir les éléments d'interdépendance qui sont très forts. Et d'insister sur le problème de la tolérance et de la reconnaissance, " sur la capacité, dit-il, de reconnaître l'autre comme une personne aussi valable que nous nous considérons nous-mêmes. "

Sur le thème diversité-unité, Sidjanski voudrait poser avec force la question - Quels sont les éléments qui nous unissent ? Pour lui, elle est aussi fondamentale que celle de la

diversité. " On a pu constater dans l'histoire immédiate, dit-il, que l'évolution nous dépasse et que nous n'avions pas prévu ce qui est arrivé. " De quoi nous inciter à être prêts pour accueillir des nouveautés. Lui-même ne voit pas dans l'Union européenne un futur Etat. " Communauté, ou Union, conclut-il, ce sont des innovations et cela doit permettre de rapprocher et d'unir l'ensemble de l'Europe. "

La territorialité n'est-elle pas une condition préalable à toute démocratie et peut-on avoir une démocratie si on n'a pas défini au préalable l'Etat territorial dans lequel fonctionnera la règle démocratique, demande Nikiforos Diamandouros qui s'intéresse cependant, lui aussi, à des formes nouvelles de transition vers la modernité, rejoignant ainsi son compatriote Constantin Tsoukalas, pour qui les catégories anciennes ne sont plus de saison. C'est sur de nouvelles bases qu'il faudrait fonder la démocratie, dit Tsoukalas qui propose de dépasser le couple Etat/Nation en affirmant que " politiquement, notre époque doit être post-nationale et post-souveraine. "

Sociologue de formation, le tchèque Ivan Galab a été le chef du département d'analyse politique du président Vaclav Havel en 1991. Il dirige actuellement un cabinet de conseil. " L'objet essentiel de notre analyse, dit-il, ce n'est pas seulement le développement historique, mais l'impact de ce développement sur la capacité de nos pays à provoquer le changement et à mettre en place ce qu'il faut sans menacer la stabilité et le confort de ceux qui font déjà partie du mouvement d'intégration européenne. Pour l'instant, du point de vue méthodologique, le plus important, ce n'est pas le niveau des économies tchèque ou hongroise, mais la capacité qu'ont ces sociétés d'absorber le changement. "

" Nous vivons des moments différents de nos vies, avec de grands changements, conclut-il. Il faut voir que les capacités d'absorption sont différentes et que les pays d'Europe centrale et orientale devront absorber deux fois plus, au minimum, que ceux d'Europe occidentale car quarante années au moins nous séparent. "

Le soluble et l'insoluble

Où s'arrête l'Europe ? Son extension demeure incertaine : la Pologne n'a-t-elle pas vocation à faire partie de l'Union, mais l'Ukraine beaucoup moins ? Estimant que cette question de frontière est sans solution, Jean-Louis Bourlanges, député européen et président du Mouvement européen en France, juge la question de l'identité de l'Europe tout aussi insoluble, " ce qui ne doit pas, dit-il, nous dispenser de poser la question de l'identité de l'Union européenne qui, sans être très facile, est plus à notre portée. "

Cette identité, il la définit comme " la rencontre entre un ensemble de conditions géo-historico-politiques et une réponse à caractère politique institutionnel en voie de constitution. " Dans quel milieu l'Union se développe-t-elle et quels sont les caractères qui la distinguent de son environnement ? Bourlanges en propose quatre :

- Un rapport péninsulaire au monde, la péninsule Europe étant dans une situation géographique où tout ce qui se passe dans le monde la concerne, l'atteint ou la menace. " Il y a une vulnérabilité fondamentale de l'Europe qui contraste avec l'insularité américaine, " dit-il, " ce qui devrait donner à l'Union européenne une diplomatie et une action à caractère planétaire, valorisant les rapports de coopération plutôt que les rapports de confrontation. "

- Un rapport horrifié à la violence. C'est le " Plus jamais ça ! " après les destructions de deux guerres mondiales, " avec l'ambiguïté de tous les pacifismes qui consiste à ne pas vouloir la guerre et à ne pas résister avec suffisamment de force à ceux qui la veulent. "

- Un rapport ambivalent à la Nation, " parce que les Etats-nations sont à la fois constitutifs de l'Union et destructeurs de son unité. " Quand on parle de citoyenneté européenne et de devoir de civilité, ce sont d'abord les Etats qui doivent se comporter en citoyens et se garder de tout comportement incivil, " dit Bourlanges en citant le diplomate français Gilles Andréani.

- Un rapport désenchanté à la politique, " ce qui veut dire, précise-t-il, que l'ordre temporel et l'ordre spirituel sont séparés, mais aussi que ce n'est pas la politique qui est créatrice de sens, mais que c'est à elle de créer un cadre à l'intérieur duquel chaque homme, chaque famille, chaque entité donne un sens à sa vie. "

" Notre identité, conclut Bourlanges, ce n'est donc pas derrière nous qu'il faut la chercher, mais devant. C'est un chantier en construction. Le projet européen ne peut pas sortir des frontières, mais ce sont les frontières de l'Union qui sortiront du projet car c'est en fonction de ce projet que se définira son architecture géographique. "

La grande rivalité

Oui, la Nation est bien la grande rivale de l'Europe, observe à son tour l'historien hongrois Pierre Kende. " Non que les nations européennes soient incapables de se fédérer - elles en sont parfaitement capables, dit-il, - mais parce qu'elles sont devenues le grand foyer d'identification politique privilégié. "

Kende voit dans chaque nation " une petite universalité, un univers clos sur lui-même, qui représente pour ses citoyens l'humanité dans son ensemble." Il préfère parler d'identification à l'Europe plutôt que d'identité de l'Europe " puisque, dit-il, cette identité-là est insaisissable et qu'il y a beaucoup trop d'identités européennes pour qu'on puisse bâtir là dessus quelque chose de solide; " Le problème est donc de savoir s'il est possible de transférer l'identification à la nation à un ensemble plus vaste, en l'occurrence l'Europe. Mais, dans la mesure où ses frontières ne sont pas claires et nettes - et à la différence des nations qui la composent - l'Europe est ouverte. Ce n'est pas un univers clos. " Elle apparaît au contraire comme un sous-ensemble d'un ensemble mondial plus vaste et c'est la raison fondamentale pour laquelle il est si difficile de dire où elle se termine et où doit s'arrêter son élargissement, " dit Kende qui ne cache pas son pessimisme car l'Europe n'étant pas limitée, il ne voit pas

comment qui que ce soit peut demander à ses habitants " de s'identifier avec un ensemble qui n'est pas un véritable tout. "

Cartons rouges

" Où commence et où s'arrête l'Europe ? " s'interroge à son tour Jack Lang, l'ancien ministre de la Culture, aujourd'hui président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, qui déclare : " nous avons envie d'une Europe qui soit large mais nous voulons prendre en même temps certaines précautions. " L'important, pour lui, c'est moins une définition géographique stricte que l'appartenance à un système de civilisation et de valeurs. Ce qui lui fait dire, en évoquant le cas de la Turquie, à cheval entre l'Asie et l'Europe : " Tant que la démocratie n'y a pas été pleinement établie, ce pays ne peut être pleinement candidat à l'entrée dans l'Union européenne. "

Lang estime que l'Europe géographique et historique devra coïncider avec l'Europe politique et il reproche aux chefs de gouvernement de l'Union d'avoir clairement laissé entendre il y a quelques années que les pays du Centre et de l'Est candidats à l'adhésion pourraient entrer dès l'an 2000 ou 2001, et de leur claquer aujourd'hui la porte au nez en disant : - Non, pas avant 2005, 2006 ou 2007 ! Il regrette aussi que l'idée française de confédération européenne, lancée à Prague en 1990, à l'occasion d'un voyage de François Mitterrand, ait échoué - Parce que mal préparée, signalera Delors au passage - car, pour Lang, cette organisation à la fois politique, culturelle et éthique, aurait permis aux uns et aux autres, dans une phase intermédiaire, de se connaître et de faire l'apprentissage du travail en commun. " Quoique le nom de Gorbatchev ne soit plus à la mode, ajoute-t-il, je persiste à penser que l'idée de Maison commune qu'il avait lancée en son temps demeure d'actualité. "

Quant à la diversité de l'Europe, pour Lang, ce n'est pas un obstacle. " C'est le génie, c'est l'âme de l'Europe, dit-il. C'est ce qui fait qu'aucun autre continent ne recèle, sur un si petit territoire, autant de trésors, autant de langues, autant d'arts de vivre. L'unité européenne doit être au service de cette pluralité à préserver. "

Dans le combat pour faire avancer la diversité, l'ancien professeur de droit public qu'est Lang demande qu'on ne sous-estime pas la place de la construction juridique : " La construction européenne a été une volonté de l'esprit, dit-il, certains ont même reproché à cette construction de s'être faite souvent par le haut. Il n'en reste pas moins que c'est la super-structure juridique qui a donné son sens aux choses. " Et, prenant l'exemple de la France, où l'Etat a existé avant la nation, il ajoute : les institutions européennes doivent aller de l'avant pour faciliter l'émergence de cette conscience européenne commune. " " Notre devoir collectif, c'est de relancer, à la fois au sommet et à la base, cette Europe qui piétine et qui ronronne, " poursuit-il.. Au sommet, où toute la machinerie institutionnelle aujourd'hui grippée a besoin d'un coup de jeune. A la base, " où il nous faut donner un nouveau souffle, une nouvelle

vision, pour construire non seulement une communauté d'intérêts, mais aussi une communauté de l'imaginaire et de l'espérance. "

Hymne à la jeunesse

Lang est convaincu que c'est avec la jeunesse qu'on fera avancer les choses. " Trop de gouvernements, dit-il, sont coupés des jeunes de leur pays qui ne sont pas hostiles à la construction européenne, mais qui ne sont pas enthousiasmés par cette Europe un peu grise, atone ou lointaine et parfois un peu hautaine. Il faut non seulement donner à cette Europe un visage, mais surtout mobiliser les capacités de création et d'invention des jeunes. " Il voudrait qu'en 99, on jette les bases d'une Europe de la jeunesse, de la culture et de l'éducation et déplore l'indifférence des dirigeants pour ces thèmes. " Le principal obstacle est là, affirme-t-il, et non pas dans des menaces venues d'Outre-Atlantique. "

" L'Europe sera une Europe de l'esprit et de la jeunesse ou ne sera pas, " dit-il encore. Pour lui, cela passe par des projets culturels et éducatifs qui associent les jeunes des différents pays d'Europe, notamment la création d'universités européennes, le plurilinguisme et l'apprentissage obligatoire de deux langues étrangères, et il plaide pour qu'en 1999, année du renouvellement du Parlement et de la Commission, se tienne un sommet qui porterait exclusivement sur l'éducation, la culture et la recherche et que pourrait précéder " une vaste réunion d'intellectuels, d'historiens et de jeunes. "

Il y a dix ans, la discontinuité a fait son irruption dans l'Histoire. " Heureuse discontinuité que n'avaient anticipée ni les politologues, ni les hommes politiques, ni les services de renseignement, " observe Filippo Pandolfi avant d'en examiner les effets sur l'identité - ou les identités - européennes. Des problèmes immenses ont été posés - la réunification de l'Allemagne, la balkanisation de la partie la plus faible du Sud-est de l'Europe, le passage direct de l'économie centrale planifiée à l'économie de marché. Mais ce qui retient l'attention de Pandolfi, c'est le fait que la Communauté européenne, née en 1950 sous l'impulsion de Robert Schuman, a dû endosser pour la première fois une responsabilité à dimension continentale qui met à l'épreuve son modèle institutionnel.

Pandolfi y voit une invitation à développer cette forme de " fédéralisme fonctionnel " caractéristique de la structure atypique que l'Union a héritée de la Communauté et dont il analyse les trois dimensions : horizontale d'abord, avec les compétences explicitement attribuées à l'Union par l'actuel article 5 du Traité ; évolutive ensuite, selon la pratique qui autorise de nouvelles politiques - environnement, technologie, culture - en vertu de l'article 235 ; modulaire enfin à travers le Titre 7 du traité d'Amsterdam qui prévoit la " coopération renforcée. "

3 - Le besoin de modèle économique

L'organisation économique et sociale des pays d'Europe occidentale obéit-elle à des principes suffisamment proches les uns des autres pour qu'on puisse parler en cette matière d'identité européenne ? Premier intervenant de cette table ronde, le sociologue allemand Wolfgang Streeck, qui dirige l'Institut Max Planck pour l'étude des sociétés à Cologne, fait précéder son analyse de quelques remarques sur le concept d'identité. " Toutes les identités sont fondées sur des similitudes, mais impliquent en même temps des différences, dit-il. Nous avons des frontières qui signalent ces différences entre le système et son environnement. Inclusion d'un côté, exclusion de l'autre. "

" Tout dépend, explique-t-il, des similitudes que l'on retient pour définir une certaine identité qui, sur d'autres paramètres, sur lesquels on ne mettra pas l'accent, accusera en même temps de grandes variations. Sur certaines variables, nous décidons, à un moment donné, qu'il y a appartenance ou non appartenance. Après tout, la distinction est le plus souvent graduelle ; très rarement catégorique. "

Une grande diversité

" Lorsque nous nous demandons s'il y a dans l'ensemble des pays d'Europe occidentale une identité socio-économique, dit Streeck, nous constatons une grande diversité intérieure, par exemple entre l'Autriche et la Grande-Bretagne. Il n'est pas toujours facile de repérer où se termine le système européen et, en ce qui concerne les Britanniques, nous ne voyons pas toujours la différence avec les Américains. "

Cette question d'un ordre spécifique à l'Europe occidentale est très importante pour construire une identité européenne, ne serait-ce que parce que les pays de l'Est et du Centre peuvent s'en inspirer pour organiser leur système socio-économique. C'est ce que souligne Streeck avant de s'essayer à dresser un inventaire des caractéristiques que l'on peut prêter à cet ordre.

- Le rôle de l'Etat d'abord. Les Européens ont accepté l'idée que l'Etat ne soit plus un donneur d'ordres ni un planificateur, mais qu'il facilite le fonctionnement de l'économie et la soutienne en faisant respecter les règles de la concurrence, avec un appareil juridique qui aide les acteurs du marché à réaliser pleinement leurs possibilités. Un Etat qui coopère sans intervenir de façon unilatérale. Dans plusieurs pays, l'Etat peut tendre à faire partie de la société civile. Plutôt que de diriger la société, il en devient une des ressources.

- Le marché ensuite. A l'inverse du modèle anglo-américain, dit Streeck, nous voudrions un marché institutionnalisé qui ne se situe pas à un niveau supérieur où l'action politique n'a pas le droit d'intervenir. Une économie qui obéit à une certaine réglementation dans laquelle une société civile organisée, des groupes importants de la société, les partenaires sociaux jouent leur rôle. Un ordre socio-économique qui fasse une place à la négociation menée par les syndicats et les associations professionnelles, qui mobilise la solidarité des groupes sociaux, encourage leur capacité à se gouverner, mette en place des services publics et reconnaisse à l'Etat ses fonctions.

La part du rêve

" Nous aimerions, ajoute Streeck, que cet ordre combine le privé et le public en maintenant un domaine public où ensemble particuliers, groupes sociaux et gouvernement se préoccupent des services publics, par exemple, de l'éducation et de la formation, ou de l'accès aux infrastructures pour lesquelles les entreprises privées sont prêtes à payer des impôts ou des taxes élevées puisqu'elles y trouvent les moyens de fonctionner. "

Streeck reconnaît que cette vision n'est pas tout à fait réaliste et qu'il reste beaucoup à faire à l'Europe pour parvenir à cet ordre :

- " Il y a une monnaie unique, dit-il, mais pas encore de société civile organisée, si ce n'est de façon rudimentaire. Par rapport à ce qui se passe dans les Etats-nations, les rapports au niveau européen entre syndicats, patronat et même gouvernements sont encore très sous-développés; "

- Pris individuellement, les pays d'Europe occidentale se font une image différente de cet ordre socio-économique. Les pays de l'Union monétaire convergent sur certains points, en fixant à 3% le niveau du déficit budgétaire à ne pas dépasser, mais divergent sur les négociations collectives, le rôle des partenaires sociaux ou les techniques de formation.

- Dans de nombreux pays, les syndicats accusent une perte d'influence et la cohésion sociale du patronat diminue plutôt qu'elle ne se renforce. En revanche on assiste partout à un effort pour imaginer de nouvelles dispositions qui aident à résister aux pressions croissantes des marchés.

L'Europe est-elle en mesure de prévenir l'érosion de ses institutions traditionnelles ? Arrivera-t-elle à édifier un système qui lui convienne au niveau européen ? " La question reste ouverte, déclare Streeck en guise de conclusion, mais la réponse dépend dans une large mesure de décisions politiques. "

Dans ce modèle inspiré du modèle allemand, Delors voit " un élément très important de spécificité européenne, par opposition au modèle américain. " Ce qui le caractérise, note-t-il, " c'est d'être fondé sur un marché ouvert, tout en faisant l'objet d'une certaine régulation, avec un Etat partenaire et actif, en même temps qu'attentif aux besoins des partenaires

sociaux, syndicats et organisations patronales qui, en dépit de l'érosion des systèmes de relations industrielles continueraient de jouer un rôle important dans la régulation de l'économie et dans le système social. "

Pandolfi fera observer que l'établissement de l'Union économique et monétaire renforce la compétitivité présente et à venir de l'Europe et modifie sensiblement la situation par rapport à ce qu'elle était il y a quelques années. Il attire aussi l'attention sur le rapprochement des modèles sociaux européens, même si les différences persistent : entre des prélèvements fiscaux représentant 45% du PNB au Danemark et 37% en Grande-Bretagne, la fourchette était énorme, dit-il, mais elle a été réduite de moitié.

Un barbare en Europe

Chargé de présenter le point de vue de l'Europe médiane sur l'ordre économique et social, Elemer Hankiss, qui enseigne les sciences politiques à la Faculté de Budapest, va attaquer à la hongroise et en fanfare. " Je suis un barbare d'une tribu de l'Est, venu du royaume austro-hongrois ", claironne-t-il en annonçant que ces barbares-là sont plus européens que les Européens eux-mêmes, que les royaumes chrétiens de Pologne et de Hongrie, qui ont duré plus de 1000 ans, sont plus anciens que les royaumes - ou les Etats - belge, hollandais, italien ou allemand, que ce corridor entre l'Ouest et l'Est, d'où il vient, faisait déjà partie de l'Empire de Charlemagne et que la civilisation et la culture de cette région (où il situe pêle-mêle les Souabes, les Bohémiens, les Hongrois, les Croates et les Bosniaques) sont vraiment européennes.

Entre les Européens de l'Ouest et ceux du Centre-Est, Hankiss laisse entendre que ce qui manque le plus c'est le dialogue, sans lequel aucune identité ne peut se forger. " Si une partie admoneste et donne des leçons à l'autre qui écoute timidement sans réagir, il n'y aura jamais de communication réelle entre les deux, " dit-il, en invitant à s'écouter et s'entre-écouter beaucoup plus.

" J'ai tous les droits d'être critique, poursuit-il car, s'il est vrai que l'Europe et l'Union européenne nous ont déjà aidés - et nous leur en sommes reconnaissants - je voudrais rappeler que les anciens Romains étaient plus sages que les Européens d'aujourd'hui, parce qu'ils écoutaient ce que les barbares avaient à leur dire et qu'ils apprenaient d'eux beaucoup de choses, par exemple de nouvelles techniques pour monter à cheval ou comment fabriquer des arcs de meilleure qualité. Ils leur ont emprunté beaucoup d'idées, sans compter les dieux qu'ils ont importés, ce qui les a enrichis. L'Union européenne, elle, n'a importé aucune idée - ou si peu ! - en tout cas aucun dieu, même s'il est vrai que nous n'en avons pas à offrir ! "

Les Etats-Unis seraient-ils la Rome d'aujourd'hui ? On le croirait à entendre les propos d'Hankiss qui les dit plus sages dans ce domaine que les Européens, puisqu'ils importent et s'enrichissent des idées et des dieux de tous les coins du monde.

Faisant l'inventaire des problèmes et des besoins des pays passés du communisme au capitalisme et à la démocratie, Hankiss note :

- Face à l'Etat, les Européens de l'Est ont une attitude ambiguë faite de haine et d'amour. Ils le détestent parce qu'il les a opprimés pendant des siècles mais l'aiment parce qu'ils dépendent de lui de plus en plus. En Europe centrale, la chose est plus équilibrée mais les problèmes sont les mêmes et les Européens occidentaux pourraient nous aider, dit-il, à voir ensemble l'attitude qu'il faudrait adopter face à l'Etat, notamment comment développer l'Etat de droit et le renforcer sans violer les libertés personnelles.

- On prétend que la démocratie n'a sa place que dans les pays dont le PNB par habitant dépasse 10.000 dollars. Sornettes, dit Hankiss pour qui l'affaire est dans le sac avec 5 ou 6.000 dollars. " Si l'Europe ne nous entourait pas, reconnaît-il, la tâche serait plus difficile mais, dans un contexte européen nous pouvons être aussi démocratiques que les Espagnols ou que les Grecs. "

- Question du niveau d'exercice de la démocratie : " Pour nos pays, comme pour ceux d'Europe occidentale, dit-il, la question est de relier la démocratie locale à la régionale, cette dernière à la nationale et la démocratie nationale aux niveaux européen et mondial. La coopération des institutions entre tous ces niveaux ne fonctionne pas très bien, ni à l'Ouest, ni à l'Est. Il nous faut donc discuter et apprendre ensemble. "

Privatiser le Parthénon

" Chez nous, le prestige de la propriété est immense, dit Hankiss. Tous veulent être propriétaires. En Hongrie, 76% des gens préfèrent le capitalisme à tout autre modèle. Nous sommes le pays dont le taux de privatisation est le plus élevé. Si nous étions en Grèce, nous aurions privatisé le Parthénon !

- La transition a été rapide, mais son coût social élevé, " plus élevé qu'il aurait dû l'être, dit-il, avec une certaine désintégration de notre société et de nos institutions sociales. " Du point de vue économique, l'Europe de l'Est est encore loin de l'Occident mais ce vide va être comblé : " Notre système éducatif est un des meilleurs en Europe et notre culture aussi riche que celle de l'Europe de l'Ouest. Pas de problème de ce côté-là, " affirme Hankiss qui insiste en revanche sur un dangereux retard dans le domaine de la sécurité sociale, où le besoin d'aide est urgent.

L'Europe sait-elle que la civilisation dont elle est si fière a dramatiquement changé ? Hankiss en doute fort lorsqu'il constate que les Européens construisent leur avenir comme si leur civilisation était la même qu'il y a 50 ans. " Elle a changé pour revêtir dans certains cas une forme tout à fait opposée, " dit-il en rappelant que pendant 2.000 ans, nous avons appris à l'église, à l'école et à la maison qu'il fallait aimer son voisin et son prochain - un des éléments

de base de la culture judéo-chrétienne. Et qu'entend-on maintenant ? - Aime toi toi-même ! Protège toi ! Ne te sacrifie pas pour les autres ! N'obéis pas, mais révolte toi !

Une société de l'innocence

" Nous voilà donc confrontés à des règles opposées à celles qu'on nous a inculquées depuis 2.000 ans, dit-il. Est-ce la société de consommation ? L'influence américaine ? Je ne sais pas, mais nous ne pouvons ignorer ce fait nouveau en le traitant de superficiel et en prétendant que notre civilisation, qui s'est construite sur la notion de culpabilité, sur la Rédemption et le pardon, n'en est pas affectée. Nous avançons à présent vers une société de l'innocence. Peut-être est-ce pour le mieux. En tout cas, c'est différent. "

Faut-il parler d'identité européenne ? " Il est facile de s'identifier à Venise, à Beethoven ou à Florence, observe Hankiss. Il est facile de s'identifier à l'Europe, mais très difficile d'avoir une vision ouest-européenne du monde et d'apprendre à vivre dans le contexte d'une civilisation qui change. " Et sur cette lancée il poursuit : " Il faut réapprendre comment se comporter de manière cultivée et civilisée dans ce nouveau contexte. La culture apporte des réponses aux questions de l'existence de l'homme. D'où venons-nous ? Où allons-nous ? Qu'est-ce qui est bien ? Qu'est-ce qui est mal ? Qui suis-je ? - Actuellement, nous n'avons pas de réponses à ces questions. Les anciennes ont été détruites. Les nouvelles ne sont pas encore prêtes. "

" De façon superficielle, des bribes nous viennent des feuilletons télévisés, du cinéma, des opérettes mais les nouvelles réponses n'ont pas encore été formulées par la communauté des nations européennes ", dit encore Hankiss qui conclut : " C'est là dessus que nous devons nous pencher et travailler ensemble, avec les jeunes, dans les écoles et les médias. C'est tout aussi important que ce que nous allons faire en ce qui concerne les institutions économiques et sociales de notre commune Europe. "

La carpe et le gâteau

Du côté de Jack Lang, ces propos n'allaient pas tomber dans l'oreille d'un sourd : " Passionnant ! " s'exclame-t-il. " Voilà qui nous invite à y voir plus clair. Nous ne posons pas assez les questions en terme d'imaginaire. Qu'est-ce que l'imaginaire d'un jeune Italien, d'un jeune Allemand, d'un jeune Français de 15, 10 ou 12 ans ? Quelles sont ses représentations ? Quels sont les mythes qui traversent son esprit ? les espoirs, les angoisses ? "

" Mon intuition, enchaîne Lang, est que la culture moyenne d'un jeune de 15 ans est faite aujourd'hui à la fois d'images standardisées plus ou moins américaines - mais pas des meilleures - et d'une espèce de culture locale populiste et chauvine. Malheureusement, l'ouverture vers les autres et vers le monde n'est pas suffisamment présente dans le système

d'éducation. Il faut absolument que nous puissions trouver des remèdes à cette forme d'acculturation. Ce n'est pas, comme on dit en français, la cerise au-dessus du gâteau ou, comme disent les Allemands, le persil dans la gueule de la carpe... C'est le gâteau et c'est la carpe ! C'est une question centrale ! "

Lorsqu'il parlera un peu plus tard de cette invasion pacifique de la culture et des loisirs de type américain, l'historien Jerzy Jedlicki, qui enseigne à l'Institut d'Histoire de l'Académie des sciences de Pologne, fera preuve d'une certaine bienveillance. " Tous les peuples de la planète souhaitent être envahis et ils ouvrent volontairement leurs portes, " dit-il, en rappelant que l'isolement politique n'avait pas empêché la diffusion de modèles culturels étrangers à la périphérie de l'Europe - et cela bien avant 1989. Ces tendances ne peuvent qu'être renforcées avec l'ouverture des frontières et l'afflux de la technologie occidentale, observe-t-il, tout en appréciant le succès d'une culture ouverte à tous grâce à la technologie moderne.

Un cinéma qui meurt

Mais devant cette culture de masse, très populaire auprès des jeunes, les traditions folkloriques de l'Europe orientale et ses cultures, déjà affaiblies par l'industrialisation socialiste, ont pratiquement disparu. Et pour toujours, dépassées qu'elles sont par des discothèques ou des films qui existent partout ailleurs. Certes, en faisant ce constat, Jedlicki déplore que les écoles de cinéma polonaise, tchèque ou hongroise soient en train de mourir car la partie n'est pas égale avec les films américains et les télévisions. Et que dire du théâtre, " qui était une fierté nationale, mais avait déjà perdu de la vitesse sous la domination communiste " et de l'édition et de la poésie ?

" Dans ce domaine, faut-il laisser les forces du marché jouer librement ou faut-il soutenir la vitalité des cultures nationales ? Mais jusqu'où si elles ne sont pas en mesure de vivre de façon indépendante ? " demande Jedlicki qui verrait volontiers des fondations privées, les collectivités locales, mais aussi l'Union européenne intervenir avec des fonds spécifiques. " L'Europe, conclut-il de façon abrupte, doit être une union de communautés créatives et pas seulement un sac de pommes de terre ! "

D'accord avec Hankiss pour reconnaître qu'un certain égocentrisme s'est développé dans la société contemporaine, Dusan Sidjanski demande qu'on n'oublie pas le développement des " associations volontaires " et de leurs réseaux qui signale une évolution dans l'autre sens.

A Wolfgang Streeck, Sidjanski fait observer d'autre part que parmi les fonctions de l'Etat il y en a une de promotion que les pouvoirs publics assument maintenant et qui mérite d'être signalée. En ce qui concerne l'Union européenne, il mentionne les fonctions d'innovation et de coordination qui reposent beaucoup plus, dit-il, sur la participation et l'association des uns et des autres que sur la capacité d'obliger qui caractérise la puissance publique au sens traditionnel.

Dans la diversité des systèmes de protection sociale européens, signalée par Streeck, Yves Mény voit quelque chose de positif et de stimulant qu'il serait regrettable d'évacuer. Il reconnaît que ce système connaît " un certain épuisement, au moins dans ses formes, même si ce n'est pas dans sa légitimité. " A ses yeux, l'intervention massive de l'Etat dans l'économie a été justifiée pour compenser les dérèglements du marché dans les années trente et après la guerre. " Aujourd'hui, dit-il, les raisons d'intervenir sont peut-être moins fortes et surtout, elles peuvent suivre des modalités différentes. De ce point de vue, le défi néo-libéral, malgré les problèmes qu'il a suscités, a eu le mérite d'obliger à repenser la répartition entre le secteur public et le secteur privé. " Il remarque qu'en France, où l'on se dit très attaché à ce qu'on appelle le service public, la plupart des services quotidiens offerts à la population - ramassage des ordures, distribution de l'eau - sont assurés sous le contrôle (parfois relatif) des autorités locales, mais par des firmes privées. Il y a, constate-t-il, " une sorte de *mix* public-privé. "

Le triangle d'or

Mény, qui se joint aux propos de Lang sur la jeunesse, note que les Français sont plus nombreux qu'autrefois à étudier et passer des examens dans des universités européennes non françaises et il s'en réjouit. Il regrette, en revanche, que ceux d'entre eux qui choisissent ensuite une carrière universitaire trouvent plus facilement des débouchés dans " le triangle d'or " Oxford, Londres et Cambridge. " Sur ce point, déplore-t-il, le continent européen est beaucoup moins ouvert, hélas, que la Grande-Bretagne et il est paradoxal qu'il soit plus facile pour un étudiant français, espagnol ou allemand de trouver du travail dans l'une de ces trois universités plutôt que dans son propre pays. "

Le sociologue italien Arnaldo Bagnasco remarque que peu de jeunes diplômés européens, en France et en Allemagne notamment, s'aventurent dans la création d'entreprises innovantes et il regrette cette " absence de culture d'entreprise " qui fait que " les jeunes-gens veulent entrer dans des circuits déjà bien rodés, que ce soit l'Etat ou les grandes entreprises. "

Quelle part de responsabilité individuelle faudra-t-il insérer dans la réforme des systèmes de sécurité sociale ? Streeck répond en signalant que les socio-démocrates sont confrontés partout - en Europe et ailleurs - avec cette question et qu'il leur faut expliquer à leur électorat qu'il y a une part de risques qui doit revenir à la société. Mais pour lui, " le plus gros problème reste celui de défendre le niveau d'égalité traditionnel des systèmes européens, ce qui fait, dit-il, toute la différence avec les Etats-Unis. " Il estime que, les pays étant différents, les réponses doivent être recherchées au niveau national, mais que l'Europe, en matière d'information et de coordination, peut apporter sa contribution. Il n'exclut pas toutefois que " dans dix ou quinze ans, nos sociétés connaissent des inégalités semblables à celles de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis. Entre la base et le sommet, le fossé s'est déjà élargi, constate-t-il, et il ne tend pas à se réduire. "

" Peut-on lutter avec les seules forces du marché et de l'investissement contre le dynamisme américain ? " demande de son côté le journaliste français Jean Daniel³. " Dans l'affirmative, peut-on éviter de s'américaniser pour s'opposer aux logiques inexorables de l'hégémonie américaine ? Et si l'on ne peut éviter l'américanisation, à quoi sert l'Europe ? ajoute-t-il. Autrement dit, l'identité européenne ne consisterait-elle pas, à la fin des fins, et sans qu'on ose se l'avouer, à la constitution d'une sorte de province autonome à l'intérieur de la *pax americana* et de son empire ? "

Le dynamisme anglo-saxon

Le passage à l'économie de marché en Europe du Centre ne s'est pas fait sous l'égide du modèle européen, avertit Rupnik. " Au contraire, tout ce qui vient d'être décrit ici était perçu comme un modèle fatigué, en panne, avec une croissance zéro et un chômage supérieur à 10%, tandis que l'attrait du dynamisme anglo-saxon était formidable. "

C'est ce qu'on a vu en Pologne et en Tchécoslovaquie notamment où, pour des ministres comme Balserovicz ou Vaclav Klaus, les références étaient Milton Friedman et l'école de Chicago, insiste Rupnik qui achève d'enfoncer son clou en citant l'exemple de la Roumanie et de la Bulgarie : " Faire de la pseudo réforme, ou pas de réforme, s'est avéré plus coûteux sur le plan économique et social que la thérapie de choc, " dit-il, avant d'observer que la Pologne n'a connu ni grèves, ni soulèvement social, mais que depuis plus de cinq ans, elle affiche la croissance la plus rapide de toute l'Europe et une des plus élevées dans le monde.

En revanche, en ce qui concerne la transition vers la démocratie, Rupnik note que les mêmes pays n'ont eu que l'embarras du choix entre les modèles américain, britannique, français ou encore allemand. Par contre, pour la réforme de l'Etat providence, pas de recette toute faite. " Ils sont en train de réinventer l'Etat-providence en même temps que nous ", dit-il en voyant là " un terrain de coopération et d'interaction évident. "

Bourlanges, lui aussi, prévoit que l'Est, comme nous, aura à inventer des mécanismes qui concilient les valeurs du marché et la solidarité collective. Il croit que l'ultra-libéralisme idéologique qui a saisi ces pays à une période de leur transition était conditionné " par le manichéisme évident de gens qui pour se dégager d'un ordre collectif adoptaient l'ordre contraire et essayaient de libéraliser l'économie sans se poser, au même moment, la question de l'Etat-providence et de la solidarité.

Cela dit, Bourlanges a le sentiment que, si rupture il y a entre deux moitiés de l'Europe, c'est entre le Nord et le Sud qu'il faut la situer, puisqu'à l'Est, tout est encore à inventer et que le choix reste ouvert : d'un côté, au Nord, un modèle de type social-démocrate, combinant un Etat qui sert d'intermédiaire entre les acteurs sociaux capables de passer entre eux des accords respectés - concrètement, le modèle néerlandais. De l'autre, le Sud où les mécanismes

³ Directeur du Nouvel Observateur, Jean Daniel, retenu à Paris, a envoyé un message au séminaire.

européens invitant à la négociation sont bloqués parce que le patronat y voit une " machine infernale " qui priverait les pays du Sud du seul avantage de compétitivité qu'ils ont.

Le modèle européen peut-il conserver longtemps sa spécificité par rapport au reste du monde ? Bourlanges en doute : mondialisation oblige, pense-t-il, en pronostiquant une certaine forme d'équilibre entre liberté individuelle et solidarité publique, mais il croit que nous nous rapprocherons inévitablement des modèles globaux car il imagine mal un système européen fonctionnant " dans une sorte d'insularité culturelle, sympathique, dit-il, mais fragile. "

La soi-disant

Padanie

Mény s'inquiète lui aussi quand il voit certains territoires se mobiliser, pour développer leurs avantages comparatifs. " Il y a mille et une façons de le faire, dit-il. On peut être meilleur sur le plan technologique, on peut être plus inventif. On peut aussi être moins cher et l'une des possibilités est précisément d'abaisser les coûts sociaux en faisant du dumping social. C'est un peu l'aboutissement de la stratégie thatchérienne qui a rendu, dans un premier temps, la Grande-Bretagne si attrayante pour les investissements étrangers. C'est aussi ce qui est sous-jacent dans la révolte de la soi-disant Padanie, avec des chefs d'entreprise qui s'estiment lésés dans leur compétitivité européenne, veulent faire bande à part, et se séparer du Mezzogiorno. "

Voilà où le problème de l'identité rejoint celui des avantages comparatifs de compétitivité. " En l'espace de quelques années, on a réussi à créer une identité padane qui est une pure construction de l'esprit, inventée par un leader entreprenant, " dit Mény. Dans cette façon de détourner la politique sociale pour acquérir un avantage sur son voisin, il voit un dangereux défi au modèle social européen et cite le cas du Nord-Est de l'Italie, qui travaille de plus en plus avec la Slovénie voisine, où le coût de la main-d'œuvre est infiniment plus bas et il dénonce un engrenage destructeur - ou en tout cas très critique - de notre système d'Etat-providence.

- Le comportement des régions est devenu une force motrice, qui doit être apprécié au même titre que celui des Etats, observe Delors qui invite à ne pas oublier non plus le rôle des villes, qui a été, dit-il, très sous-estimé par les spécialistes de l'aménagement du territoire.

- " Il faudrait savoir, dira alors Mény, si en Europe les Etats, les régions ou les villes sont capables d'accepter socialement, ou idéologiquement, des phénomènes analogues à ceux que connaissent depuis longtemps les Etats-Unis où, entre deux recensements, il arrive qu'on enregistre des variations de population qui atteignent plusieurs centaines de milliers de personnes et qui n'ont d'équivalent dans aucun de nos pays. "

- " Oui, dit Delors, mais la ville européenne n'est pas seulement un centre d'influence économique. Elle est unique au monde car c'est un ensemble et un art de vivre qui lui

conserver son attrait même en période de déclin économique. " Cette spécificité urbaine - on va le voir - sera retenue comme un fort révélateur d'identité au cours de la troisième table ronde.

4 - L'insaisissable société civile

Curieusement, ce qu'on appelle la société civile n'a pas d'existence à elle seule, mais seulement par rapport à l'Etat. C'est ainsi que la présente Arnaldo Bagnasco, qui introduit le sujet de la dernière table ronde en la définissant comme " l'ensemble des relations et des institutions sociales qui ne sont pas directement dépendantes de la politique ou de l'Etat. " Si on parle souvent d'un " retour " de la société civile, remarque-t-il, c'est avec l'idée qu'en abandonnant du terrain, la politique donne de l'espace à la société civile ce qui suppose que l'Etat l'avait étouffée en occupant trop de place mais ne laisse pas d'être paradoxal, puisqu'au moment où l'espace qui lui est attribué augmente, elle se révèle plus faible.

C'est aux Etats-Unis surtout où elle occupait les positions les plus fortes, que le débat va bon train, note Bagnasco en rappelant cette formule de Tocqueville : Que trouve-t-on en face d'une entreprise d'une certaine importance ? En France, c'est l'Etat, en Angleterre, un seigneur et aux Etats-Unis, une association. C'est donc l'état de santé de cette société civile en Europe où, traditionnellement, la politique pèse lourdement sur l'organisation sociale, que Bagnasco va analyser.

Le jeu des familles

Sous l'angle de la famille, Bagnasco observe que la vague d'homogénéisation touche son sommet dans les années soixante (avec une famille nucléaire forte, une faible participation des femmes au marché du travail, un taux de mariage élevé à un âge précoce, peu de divorces et peu de naissances hors mariage), mais que par la suite, les modèles se diversifient en Europe. Dans les pays de la Méditerranée - Grèce, Italie, Espagne et Portugal - où la tradition familiale est la plus forte, on enregistre une forte présence des femmes sur le marché du travail et les plus bas taux de naissance de l'Europe. Plus au nord - en Belgique et en Allemagne - où crèches et jardins d'enfants sont relativement rares, les mères sont encore très présentes auprès de leurs enfants, dont le nombre reste souvent limité à un seul. En Grande Bretagne et dans les pays du Nord, le taux de natalité remonte. Plutôt que d'une crise de la famille au sens fort, Bagnasco diagnostique une phase d'expérimentation dans laquelle se développent des tendances nouvelles avec un renforcement du lien familial dans les domaines de la sociabilité, du soutien, voire même de l'héritage.

Sur le terrain de la religion, les statistiques révèlent qu'en Hollande 54% de la population n'assistent jamais à un office, au Royaume-Uni, 36%. A l'autre bout de l'échelle :

l'Allemagne avec 21%, l'Italie 12,5% (un peu moins que les 13,5% des Etats-Unis). La religion qui a toujours été en Europe une source d'identité forte, surtout lorsqu'elle se combine avec l'Etat, tend à devenir une affaire purement privée, note Bagnasco qui se demande si ce mouvement de sécularisation indiscutable est contredit par d'autres constatations telles que les rassemblements de foules que suscitent les voyages du Pape ou la dimension religieuse de certaines activités de volontariat. Il y verrait plutôt le signe que la religion, sous sa forme institutionnelle traditionnelle, a éclaté, libérant ainsi ses quatre dimensions - culture, éthique, sentiment, vision du monde - qui se prètent à présent, dit-il, à des combinaisons différentes, par exemple participer sans croire ou croire sans participer.

Un peu dans le même sens, Diamandouros observera que " laïcisation ne signifie pas nécessairement marginalisation, ou extinction progressive de la religion, mais reformulation et réorganisation de la présence religieuse au sein de la société civile. "

" Avec l'effet de laïcisation, la religion perd sa capacité de définir des identités, mais moins par exemple les idéologies politiques, " note encore Bagnasco qui ne croit pas que, " par réaction, on retombe dans de nouveaux fondamentalismes qui chercheraient à rebâtir l'unité institutionnelle du phénomène religieux de façon autoritaire. "

La fascination des villes

En Europe, les villes sont omniprésentes. Ni les changements politiques, ni les réorganisations territoriales n'ont bouleversé leur trame tout au long de leur histoire. L'espace moyen entre deux villes y est de 16 km., tandis qu'il est de 29 en Asie, de 53 en Amérique, de 55 en Afrique et de 114 en Océanie. Comme d'autres continents, l'Europe connaît des phénomènes d'hypertrophie et de pathologie urbaine, mais elle a un système bien structuré de villes petites et moyennes et de capitales régionales, dit Bagnasco pour qui, à l'heure de la mondialisation, c'est la richesse de ce tissu qui provoque, par réaction, des tendances à la régionalisation. Max Weber n'avait-il pas remarqué que les villes reprennent un pouvoir et une visibilité dans certains interludes historiques, quand les pouvoirs supérieurs s'affaiblissent ou deviennent incertains ?

" Le précédent historique, dit Bagnasco, est ce moment qui sépare le Moyen-Age de la Renaissance lorsque, dans un couloir central de l'Europe, de la Méditerranée à la Baltique, fleurit un réseau de villes commerciales qui développent le premier capitalisme, tandis que, dans ces villes libres, se forme la société civile au sens moderne du terme et que, dans les grands Etats nationaux centralisés qui prennent forme de part et d'autre de ce couloir, les villes ont aussi un rôle économique décisif pour l'entrée dans la modernité... Aujourd'hui, la capacité de plusieurs de nos villes de sélectionner et de réinvestir leurs ressources dans un monde nouveau est un signe qui ne trompe pas de la vitalité de la société civile en Europe."

N'oublions pas, dit encore Bagnasco que " dans ces villes la société moderne est née comme un pacte de collaboration entre la politique et l'économie, entre la société et l'Etat. Non pas société civile contre Etat, mais création d'institutions capables de garantir la collaboration équilibrée entre l'une et l'autre, comme la condition d'un développement équilibré de la société. " Et il conclut : " A ces racines est liée une dimension proprement politique de l'identité européenne qui se retrouve au delà des différences nationales et qui constitue un héritage culturel spécifique. "

Les villes en Europe ont toujours été le produit de l'interaction du marché et de l'Etat et c'est ce qui fait la spécificité de la ville européenne par rapport à la ville américaine, ajoutera Yves Mény qui regrette que, dans le maillage européen actuel, la ville en soit l'orpheline. C'est d'autant plus regrettable, explique-t-il, que les villes concentrent de façon massive des populations souvent exclues de la société civile, notamment les étrangers, et que cela mériterait des investissements importants pour y développer les formes de participation.

Les quatre avatars

Après Bagnasco, et au nom de l'Europe médiane, le sociologue polonais Jerzy Szacki, professeur à l'Université de Varsovie, confesse qu'il ne sait pas très bien ce qu'est cette société civile qu'il considère cependant " comme quelque chose de très important et de très bon, inventé à l'Ouest et maintenant passé à l'Est. " Dans les pays qui sont restés pendant 40 ans sous la domination soviétique, l'idée a pris des formes différentes suivant les moments :

Ce fut par exemple un concept inventé, ou réinventé, par l'opposition démocratique à la fin des années soixante-dix, qui en faisait la négation de l'Etat communiste, fondée sur la vérité et le libre-choix. " Une utopie magnifique, un comité qui s'auto-gouvernait avec des individus émancipés qui voulaient avant tout créer un nouvel ordre moral et social, explique-t-il. Tout était dans la négation et le retrait de l'Etat communiste, ce qui s'est révélé très utile pour unir les peuples contre la règle communiste, mais qui n'était ni un brouillon d'Etat démocratique, ni un programme économique d'avenir. "

D'où son remplacement par deux autres concepts, l'un politique, l'autre économique. Le premier, fondé sur la conviction que le problème le plus urgent, après la révolution, était celui de la participation politique et qu'il fallait entrer dans des partis, voter, édifier une nouvelle structure démocratique et pour cela transformer les individus en citoyens actifs. Le second était fondé sur l'hypothèse qu'il n'y a pas de véritable indépendance sans propriété privée et sans libre entreprise. Plutôt que d'une évolution morale ou politique, ce dont on avait donc besoin, c'était d'une réforme de l'économie conformément aux principes libéraux, tous les problèmes sociaux étant ramenés à ceux du bon fonctionnement du marché.

Quant au dernier avatar de la société civile, c'est celui des ONG et du monde associatif. La Pologne compte 20.000 associations bénévoles qui sont apparues après 1989.

" Il y en a de petites et d'éphémères et certains n'y voient que des îlots sur une mer de facilité et d'indifférence. C'est exact, " dit Szacki, qui n'en considère pas moins le phénomène comme très prometteur, mais se déclare incapable de désigner parmi les quatre visages empruntés par la société civile à l'Est depuis dix ans - ceux de la moralité, de la politique, de l'économie, et du volontariat associatif - lequel lui paraît le plus significatif.

Le chagrin des Roumains

Seule voix roumaine dans ce séminaire, Christian Preda, qui enseigne à l'Université de Bucarest, signalera " le caractère accidenté du rapport entre progrès politique et progrès économique ". En Roumanie, après 1989, explique-t-il, on a entendu deux types de discours radicalement différents : Le premier, extrêmement optimiste, soutenait que progrès politique et progrès économique vont toujours de pair ; le deuxième, qu'ils cheminent toujours séparément ! Si vous avez le progrès politique, vous n'avez pas de progrès économique, et inversement. " Ce qui a été la source de beaucoup de désillusions dans la classe politique, comme dans la société roumaine en général, " dit Preda qui estime que le rapport entre les deux est beaucoup plus subtil, avec ses hauts et ses bas.

Notre analyse de la société civile tournerait-elle à une démonstration de polyphonie ? Après ces deux exposés liminaires, c'est le constat que vont dresser la plupart des intervenants et d'abord Nikos Mouzelis : Il y a donc plusieurs notions de société civile, résume-t-il, chacune liée à une problématique donnée. Ce peut être un moyen de réduire l'autoritarisme et l'arbitraire de l'Etat, contre des monarchies plus ou moins absolues, des régimes autoritaires, ou encore contre le communisme. Dans une tout autre perspective, elle peut servir à critiquer la société bourgeoise et à se défendre du marché.

Pour sa part, Mouzelis préférerait situer la société civile en dehors de l'Etat comme du marché, et s'intéresser aux possibilités qu'elle offre dans la lutte contre le chômage lorsqu'elle s'auto-organise. " Tous les citoyens ont le droit et l'obligation de rester actifs, de recevoir une formation et de rester sur le marché de l'emploi, dit-il. L'idée du travail volontaire bénévole ne doit pas être considérée comme marginale. " Lui-même y voit " un projet central " et c'est à la société civile à sortir de cette situation absurde où d'un côté le marché ne répond pas à l'offre de travail et, de l'autre, où la plus grande partie des chômeurs sont payés à ne rien faire.

Noblesse oblige

Ronald Dore paraît un peu sceptique sur la capacité de la société civile de contrer les effets du marché. Dans les économies comme celles des Etats-Unis, c'est le marché qui détermine la distribution primaire des revenus, rappelle-t-il. Aussi longtemps que les postes de travail non qualifié diminuent tandis qu'augmentent ceux qui requièrent une

formation élevée, le marché continuera à privilégier la qualification et les inégalités que nous voyons dans les sociétés dirigées par le marché arriveront aussi en Europe.

Tocqueville - toujours lui - constatait qu'en Europe, en vertu de la devise " noblesse oblige ", le ressort des activités collectives bénévoles était l'honneur, tandis qu'aux Etats-Unis, c'était l'intérêt et que les Américains s'associaient pour mieux servir leurs intérêts particuliers. Alors, dit Dore, s'il faut animer nos activités bénévoles, pourquoi ne pas ressusciter chez nous la notion de " noblesse oblige " ?

En Slovénie, après 1989, c'est la société civile qui a accouché d'un nouvel Etat. Pourtant, ce pays fait aujourd'hui l'expérience d'un conflit entre Etat et société civile. C'est ce qu'explique Dimitrij Rupel, dont les propos font écho au débat de la première table ronde sur la difficulté qu'éprouvent les pays du Centre et de l'Est à déléguer leur souveraineté nationale à peine recouvrée.

Avant 1989, la Slovénie était affligée d'une double tare, raconte Rupel. Non seulement elle subissait un régime communiste, mais l'Etat situé à Belgrade - autrefois à Vienne ! - lui était étranger. Bébé de la société civile, le nouvel Etat démocratique est né du mouvement qui s'est développé en l'espace d'une année et qui associait les écrivains, les universités, le Comité pour la sauvegarde des droits de l'homme, les poètes et des rassemblements divers. Mais cet Etat est établi depuis trop peu de temps pour fonctionner de manière appropriée, dit Rupel. La population ne lui est pas attachée et ses critiques les plus virulentes ont porté sur la décision d'adhérer à l'Union européenne interprétée comme un abandon de souveraineté et une trahison à l'égard des spécificités nationales et de la langue slovène.

Un résultat destructeur

Pour Szent Ivany, une société civile qui fonctionne implique des liens étroits avec les citoyens individuels, responsables et conscients de leurs devoirs autant que de leurs droits. C'est ce genre de personnes qui nous manque, dit-il en rappelant que la domination communiste, en Hongrie en particulier, était fondée sur un accord plus ou moins tacite entre le pouvoir et des sujets à qui était laissée une certaine liberté dans leur vie privée, à condition qu'ils renoncent à toute activité dans la vie publique. " La plupart des citoyens l'ont accepté. Le résultat a été des plus destructeurs, dit Szent Ivany, car la société neutralisée est devenue très égoïste et s'est atomisée. Voilà ce qu'il nous faut à présent surmonter. "

Comme Bagnasco, Pierre Kende voit dans la société civile " l'ensemble des réseaux de la société locale et professionnelle " dont il se demande s'ils sont actuellement infra-politiques ou même anti-politiques. " Ceux qui se disent société civile sont le plus souvent anti-politiques, " dit-il, avant de rappeler que traditionnellement en Europe, c'étaient les partis politiques qui étaient chargés d'accoucher la société civile de ses aspirations et de faire marcher la démocratie sur cette base.

Kende s'intéresse aux relations de la société civile, quelle qu'elle soit, avec la société politique car, dit-il, " le problème de l'Europe est politique et nous ne devons pas perdre de vue qu'un peu partout, la démocratie a été établie en fonction d'un rapport complexe entre la société et les institutions politiques. Si nous pensons à l'avenir de l'Europe, il est très intéressant de savoir si on peut établir un lien entre les sociétés civiles de tous les pays de l'Europe et la société politique européenne. "

" Nous n'avons pas à promouvoir la société civile. Elle existe ou elle n'existe pas et ce n'est pas notre problème. En revanche, nous devons promouvoir les liens possibles entre la société civile et la société politique européenne, " dit-il, en s'appuyant sur ces exemples de l'histoire encore récente où la société civile a contribué fortement à la naissance d'une conscience nationale, comme en Allemagne ou dans les pays slaves. Dans cette optique, il confierait volontiers à des associations civiques, ces "*civic societies*" dont venait de parler Norman Davies en distinguant société civile et société civique, le soin de faire la liaison entre société civile et société européenne.

Pathologie et politique

Au jeu des définitions, Jean-Louis Bourlanges n'est pas à court de ressources. Pour la société civile, en France en tout cas, il en propose trois :

- " Est membre de la société civile, dit-il, celui qui passe à la télévision pour y débiter des généralités sans être ni un élu politique, ni un journaliste. " Ou encore " celui qui estime disposer d'une légitimité politique sans être un élu ", catégorie qu'il subdivise aussitôt en trois sous-catégories : " ceux qui s'apprêtent à devenir des élus, ceux qui l'ont été et surtout ceux qui, pour une raison ou une autre, sont inéligibles. " Infatigable et s'inspirant cette fois de Clausewitz, il sort de sa manche la troisième : " la continuation de la politique par d'autres moyens. "

" Il y a donc autant de manifestations de la société civile que de pathologies de la politique, dit-il, puisque la société civile existe à partir du moment où la société politique souffre de maladie. Au début du 18ème siècle, la société civile, c'est la construction d'une société libérale et démocratique face à l'absolutisme royal. Plus récemment, dans les pays d'Europe centrale et orientale, c'est la protestation contre le totalitarisme. Mais dans la société occidentale repue et sceptique, c'est encore autre chose qui est lié à la pathologie particulière de tel ou tel pays. "

En France ceux qui parlent au nom de la société civile sont les intellectuels, les chefs d'entreprise et les leaders du monde associatif, et l'intervention de chacune de ces catégories renvoie à un déficit particulier : déficit d'analyse de la société politique, déficit de gestion de la société économique, déficit de moralité des hommes politiques et de la vie publique.

Que reproche-t-on aux hommes politiques en général et aux parlementaires en particulier ? Aux premiers, répond Bourlanges, d'être des politiciens professionnels à temps plein et donc de ne pas être représentatifs de la société, aux seconds de n'être que l'ombre de l'exécutif tandis que la vraie vie nationale ou communautaire est ailleurs. " Comme dans Platon, ce sont les ombres de la caverne. Les citoyens le savent et le disent, " observe Bourlanges qui note enfin que la fonction même d'agrégation et de synthèse de la demande sociale, est contestée et craint qu'il n'y ait un lien " entre la montée de la société civile et celle de l'incivilité sociale. "

Tuer les idées dans l'œuf

Les institutions n'aiment pas les initiatives, celles qui viennent de la société civile en particulier. Elles ont tendance à les absorber et veulent tout contrôler, remarque de son côté Elemer Hankiss en citant l'exemple des Verts, qui ont commencé comme des citoyens spontanés, puis ont été absorbés par les institutions. " Oui, reconnaît-il, les nouvelles idées doivent être incorporées par les institutions, mais pas trop vite, parce qu'on les tue dans l'œuf si le contrôle est trop rapide. "

Et pourtant, ajoute-t-il, " on ne peut arrêter le changement. La transformation des valeurs de base, celle des traditions judéo-chrétiennes européennes, est un fait. Alors, même si on ne le veut pas, les institutions changeront. Si les hommes au pouvoir à Bruxelles ou ceux qui dirigent les Etats nationaux surveillaient les changements qui s'opèrent dans la société civile, alors l'évolution pourrait être plus rapide. "

" La société civile est la manifestation de l'intérêt que le citoyen porte à la vie publique, " dit Josef Jarab. Le sénateur tchèque explique comment, à Prague, après 1990, d'anciens dissidents comme le président Vaclav Havel, soutenaient la société civile pour en promouvoir le développement, tandis que des gens comme le premier ministre Klaus y trouvaient une forme d'opposition qui ne leur plaisait pas. Dans le débat qui avait cours à ce moment-là - la société civile renforce-t-elle la pluralité de l'environnement démocratique ? - Klaus répondait par la négative. " Pour Klaus, dit Jarab, il y a d'un côté le citoyen, en tant qu'individu qui fait partie du marché et qui est électeur, et de l'autre, la démocratie représentative. Entre les deux, rien du tout. Ce n'est pas étonnant, ajoute-t-il, que ce gouvernement ait été hostile à la décentralisation et la régionalisation, qui sont l'une et l'autre étroitement liées à l'essor de la société civile. "

La cocotte qui explose

Dernière remarque de cette table ronde, celle d'Yves Mény : les sociétés démocratiques occidentales s'appuient sur deux piliers, l'un le vote populaire, qui justifie

l'idéal démocratique, l'autre, qui s'est surtout développé à partir de 1945, le constitutionnalisme. C'est dire, précise Mény, que la politique est de plus en plus encadrée par des normes et des cours constitutionnelles et par des droits fondamentaux.

" A cause des expériences malheureuses de l'entre-deux guerres, le constitutionnalisme n'a cessé de se développer partout, et c'est heureux, dit-il, mais en même temps, les formes d'expression proprement politiques se sont sclérosées. " D'où un déséquilibre qui, d'après lui a été à peu près neutralisé aux Etats-Unis où le système est extrêmement constitutionnalisé au niveau fédéral, mais reste dominé par le populaire au niveau des Etats.

" Alors, allons-nous évoluer en Europe vers un système identique ? demande Mény. Vers une super-structure juridique constitutionnelle très forte au niveau européen et, au niveau national, des aspirations populaires - souvent populistes - qui, contrairement aux Etats-Unis, n'ont pas de canaux d'expression ? " Et il conclut sur cette dernière interrogation : " Comment faire pour que les formes populaires puissent s'exprimer davantage, de manière à ne pas accumuler les frustrations et éviter que le couvercle de la cocotte n'explose ? "



5 - Pourquoi vivre ensemble ?

Lorsqu'il était encore président de la Commission européenne, Jacques Delors, en visite dans les pays d'Europe de l'Est après 89, avait l'habitude de sonder ses hôtes et de leur demander ce qu'ils attendaient de la Communauté européenne et pourquoi ils voulaient y entrer. Le football étant partout populaire, la réponse se limitait souvent à un " Nous voulons jouer en première division. "

Malgré tout le goût qu'il a pour ce sport, s'étonnera-t-on que Delors ne se soit pas satisfait de cette réponse, pas plus que de l'absence de réflexion approfondie sur les problèmes de sécurité en Europe au moment où s'engageait une course de vitesse pour savoir laquelle des deux institutions, l'OTAN ou l'Union européenne, accueillerait le plus vite les pays du Centre et de l'Est.

Pose de banderilles

En quête d'idées qui puissent servir d'enseigne à l'Europe du troisième millénaire, Delors était bien décidé, à Athènes, à faire parler les représentants de l'Europe médiane et à leur faire dire " Pourquoi nous voulons vivre ensemble. " Pour éviter qu'ils ne se dérobaient et animer la dernière heure du séminaire, il n'hésitera pas à les provoquer : " Quelle idée avez-vous de l'ensemble européen ? " leur demande-t-il en ajoutant, imperturbable : " Si c'est pour passer de la deuxième à la première division, n'insistez pas ! Hier, vous avez dit tellement de mal de l'Europe à Quinze, que ce n'est pas la peine d'y entrer. "

Et d'enfoncer ses banderilles : " Nous ne vous avons servi de modèle sur rien. Nous ne vous avons pas compris. Nous n'avons tiré aucun enseignement de ce que vous avez fait... Alors, si c'est seulement pour changer de division, n'entrez pas ! Trouvez une autre fédération de football ! "

Cette technique, à la satisfaction générale, a donné les meilleurs résultats. Profitant d'une " pause-café ", les interpellés tiendront une mini-conférence pour se concerter. Collectivement - et au risque de décevoir, dit en leur nom Stefan Tafrov - ils apportent une réponse qui peut paraître banale : " Les raisons pour lesquelles nous voulons adhérer à l'Union européenne sont les raisons politiques, économiques et culturelles pour lesquelles le Marché commun a été créé et maintenu en vie pendant de longues années. " Individuellement, en revanche, leurs explications seront du plus grand intérêt.

Un rêve européen

Du point de vue spécifiquement bulgare, Tafrov énumère les points suivants :

- " Le maintien de la paix et la réconciliation entre les Etats dans les Balkans. Un processus qui a besoin d'être encadré, dit-il, comme l'a été la réconciliation franco-allemande après la guerre. "
- " La disparition de la politique traditionnelle des grandes puissances et du système du clientélisme qui a été, dans notre région, l'une des sources de notre malheur et de notre mauvaise réputation. "
- " L'impulsion donnée à notre propre réforme économique interne, l'existence même de l'Union européenne nous aidant à mener à bien des réformes très difficiles et très douloureuses pour la population. "

" Nous regrettons l'absence d'une politique étrangère et de défense communes et, comme nous avons des problèmes de sécurité, l'Alliance atlantique reste pour nous l'option la plus réaliste, " dit encore Tafrov pour qui, finalement, le projet européen ne peut pas être uniquement politique, économique ou culturel. " L'identité européenne pourrait s'articuler autour d'un *european dream*, comme les Etats-Unis se sont faits autour d'un *american dream*, dit-il, et dans l'élaboration de ce rêve, je pense que nos pays, pour l'instant candidats, ne doivent pas être des objets, mais des acteurs. "

Comme Szent Ivany s'étonne que la question posée par Delors aux pays de l'Est ne l'ait pas été, en son temps, à l'Autriche, à la Suède et la Finlande, Delors le détrompe : " Je l'ai posée, affirme-t-il, et je la pose encore : Pourquoi êtes-vous entrés puisque vous ne voulez pas d'une politique étrangère commune ? A la Commission, nous avons résisté à cette fuite en avant, non pas parce que nous voulions rester à douze, mais parce que nous voulions une réponse à la question - Que voulons-nous faire ensemble ? Quant à l'Espagne et au Portugal, ils ont attendu sept ans, se sont soigneusement préparés et leur apport à la construction européenne a été absolument remarquable. "

Faisant brièvement l'inventaire des raisons qui poussent la Hongrie à entrer dans l'Union, Szent Ivany énumère :

- Une ambition politique : " Nous voulons, dit-il, dépasser l'héritage de la Guerre froide et, partageant les mêmes valeurs et les mêmes traditions, partager aussi les décisions. "
- La logique de l'économie : la Hongrie, dont 70% des échanges se font avec l'Union européenne, a besoin d'un libre accès au marché pour y trouver de nouvelles technologies et des investissements. Toute décision prise par le Conseil ou la Commission a un impact sur l'économie hongroise. Comment, dit Szent Ivany, avoir une relation aussi étroite et ne pas participer à la décision ?

Le respect de soi-même

A ces raisons d'ordre général, Elemer Hankiss ajoute quelques motivations d'une autre nature :

- " Nous voulons retrouver le respect de nous-mêmes, dit-il. Au cours des 50 dernières années, nos sociétés ont commis trop d'erreurs, subi trop d'échecs et connu trop souvent un sentiment de frustration. Nous avons perdu, avec le sens des valeurs, une partie de notre dignité humaine. Dans l'Union, nous pourrions retrouver le respect de nous-mêmes beaucoup plus rapidement. "

- Le désir de participer au plus grand projet politique et économique qui ait été conçu depuis la Seconde guerre mondiale.

- " La Hongrie est un petit pays et ce n'est pas en parlant hongrois qu'on se fait entendre, constate-t-il. Nous avons beaucoup de bonnes idées que nous aimerions partager avec vous. Nous pensons que le modèle européen est le meilleur pour résoudre les problèmes complexes de l'économie et de la justice sociale. Nous voudrions contribuer à ce que l'Europe recouvre le rôle central qu'elle a perdu au profit de l'Amérique, et qu'elle redevienne la source de styles nouveaux et d'idées nouvelles pour le monde entier. "

- Où est le bien, où est le mal ? Comment faire face à la mort ? Qu'est-ce que la tolérance ? " La civilisation européenne doit retrouver des réponses à ces problèmes complexes, dit encore Hankiss. Seul, un Etat-nation ne peut pas grand chose. Un continent comme l'Europe a déjà beaucoup plus de possibilités. "

Question d'ambition

" Un pays qui veut adhérer à l'Union, c'est comme un jeune qui veut entrer à l'université. C'est une question d'ambition, " dit Dimitrij Rupel pour qui son pays, la Slovénie, dont 80% des échanges se font avec l'Union, ne saurait survivre autrement. Non seulement les échanges économiques, insiste-t-il, mais tous les échanges intellectuels : la philosophie, la littérature, la musique, " tout nous vient d'Europe, dit-il, il nous faut donc rattacher la Slovénie à ce à quoi elle appartient et pour que dans 50 ans, on parle encore le slovène, il nous faut apprendre l'anglais, le français. Sans la connaissance d'autres langues, nous ne préserverons pas notre identité nationale. "

Pour nous, le retour à l'Europe est une réaction humaine et culturelle d'autodéfense, dit Josef Jarab qui insiste sur le besoin d'éducation que ressentent les pays de l'Est et du Centre. " Il est très important que l'Union européenne offre les programmes " Tempus " ou " Socrates ", dit-il. Il faut introduire la mobilité dans l'éducation et il ne s'agit pas seulement d'étudier le passé. Culture et marchés, voilà ce dont nous avons besoin. "

En janvier 1990, a été organisé en Tchécoslovaquie le premier sondage d'opinion sur la perception qu'avait le public de l'avenir du pays : 95% des citoyens se sont déclarés en faveur d'un passage délibéré à un système de société ouverte et de démocratie. " Il n'y a donc pas d'alternative à l'adhésion à l'Union européenne. Toute autre politique serait considérée comme illégitime ", dit Ivan Gabal en rappelant qu'en Slovaquie, les électeurs ont fait tomber le gouvernement qui voulait renverser ce processus et l'ont remplacé par un autre favorable à l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN.

Membre à part entière

A la question - Pourquoi voulons-nous tellement devenir membre de l'OTAN ? Gabal répond : " Parce que c'est la seule façon de devenir membre à part entière de l'Europe occidentale et que c'est le seul moyen de l'intéresser à la sécurité collective et à notre défense. "

" L'histoire a montré que les relations bilatérales et les accords avec la France et la Grande-Bretagne ne servent à rien, ajoute-t-il. D'autre part, nous sommes très sensibles à ce qui se passe dans l'ancienne Yougoslavie où il faut pouvoir intervenir militairement, ce que l'OTAN est seule en état de faire. "

" Que pouvons-nous apporter à l'Union européenne ? dit encore Gabal. Certainement beaucoup d'expériences négatives faites pendant la période où nous n'appartenions plus à la grande famille européenne, mais également des marchés, avec un fort potentiel de bénéfices. "

Il existe dans l'Union européenne une certaine forme d'équilibre qu'on ne trouve pas ailleurs, aux Etats-Unis par exemple, déclare pour sa part Mouzelis, en se déclarant partisan d'améliorer cet équilibre et d'aller plus loin. Comme son pays se trouve déjà dans l'Union, le sociologue grec dira pourquoi il apprécie que la Grèce en fasse partie, ce qu'il résume dans la formule : "Les formes du capitalisme européen sont plus humaines que le capitalisme américain et plus démocratiques que le capitalisme asiatique. "

" C'est en procédant à ce genre de comparaison, ajoute-t-il, que nous mettrons en évidence nos intérêts communs et, plutôt que sur des valeurs communes, c'est sur cette base d'intérêts communs que nous devons construire notre identité européenne. "

Puisque nous sommes à la recherche de l'identité européenne, remarquera Constantin Vgenopoulos, le Président du Centre hellénique d'études européennes (EKEM), " il serait utile de nous rappeler au moins deux éléments fondamentaux qui ont donné l'avantage aux Américains par rapport aux Européens : Le premier est la taille importante du marché intérieur, le deuxième, le caractère de réserve de leur monnaie... Pour nous, européens convaincus, le message n'est-il pas assez clair ? "

Bourlanges, lui aussi, répond en tant que citoyen d'un Etat déjà membre. Il remarque que la question de Delors se décompose en fait en deux parties : - Avez-vous intérêt à entrer

dans l'Union ? et - Que voulez-vous faire ensemble ? " On a vu dans le précédent élargissement, dit-il, ce qu'il en coûtait de ne poser que la première. Les Suédois, par exemple, avaient tout intérêt à entrer dans l'Union, en même temps qu'un ardent désir, une fois dedans, que l'Union ne fasse rien et ils ont atteint assez largement ces deux objectifs. "

C'est la seconde partie de la question qui retient son attention. " Depuis le début, observe-t-il, la construction européenne n'est pas seulement un instrument au service d'objectifs qui lui seraient en quelque sorte extérieurs. C'est un but en soi : C'est mettre en place des procédures, des institutions, substituer le dialogue à la confrontation et les Conseils européens à des jeux de force classiques qui n'ont apporté que misère et destruction. La construction européenne, qui confond la marche et la destination, est aussi baroque que les sculptures du Bernin pour qui l'homme n'est jamais davantage lui-même que lorsqu'il marche. "

Le risque du vide

" D'où le risque, dit Bourlanges : le risque du vide. - A quoi cela sert-il, dira-t-on, puisque l'idée de la paix est de plus en plus considérée - du moins à l'Ouest - comme un acquis définitif qui n'a pas besoin d'être consolidé ? Comme cela se combine avec une certaine déstabilisation des procédures au profit de logiques informelles, il y a à la fois un certain vacuum au niveau des objectifs et un certain relâchement au niveau des procédures. "

Cela dit, Bourlanges estime qu'il y a trois choses qui continuent à fonder le pacte :

- la fonction d'échange combinée avec un certain nombre de valeurs collectives : un système juridiquement organisé visant à garantir l'égalité des producteurs devant la concurrence, la sécurité des consommateurs et la solidarité des travailleurs.
- la fonction de partage qui tend aujourd'hui à se substituer à toutes les autres et qui demande de concilier le partage, comme un objectif de politique commune, et le partage à l'intérieur de chaque pays membre, la question étant : - Au niveau européen, que devons-nous faire ensemble que nous ne pouvons pas faire chacun de notre côté dans nos pays respectifs ?
- la logique de puissance, avec deux tentations : La première, très française, est celle de " l'Europe puissance ", avec l'idée de faire, grâce à l'Europe, ce que la grande nation ne peut plus faire toute seule, c'est à dire briller dans l'histoire. " Absurde " dit Bourlanges pour qui on ne construira pas l'Europe sur le modèle des Etats-nations, ni dans un système d'opposition aux Etats-Unis, mais sous une forme de partenariat, " difficile à mettre en place, mais essentiel. "

La seconde, c'est de séparer : l'Europe pour l'économie, la société, les bienfaits sociaux et l'Alliance atlantique pour les rapports de force. " Si nous partons sur ces bases, dit Bourlanges, nous méconnaissions notre objectif fondamental qui est d'accéder non pas à la puissance, mais à la présence en prenant notre part de responsabilité dans un partenariat nouveau. "

Et Bourlanges de conclure sur l'idée d'un pacte institutionnel entre pays membres reposant sur trois choses :

- la limitation du pouvoir des Etats par le droit,
- la modération des passions démocratiques par la raison,
- la prise en compte des intérêts de l'autre à travers la défense des intérêts personnels.

En première division

" L'Europe doit être l'égale des joueurs les plus forts, être en compétition et se défendre, elle doit être dans la première division," dit Norman Davies qui aime cette métaphore empruntée au football. Dans ce processus, l'élargissement est, pour lui, quelque chose d'essentiel. Encore faut-il résoudre la compétition entre approfondissement et élargissement.

Dans cette affaire, Davies craint qu'on ait choisi les mauvaises priorités. " A long terme, dit-il, l'élargissement apportera des avantages énormes mais, à court terme, il faut savoir qui en payera les coûts. Ce qui serait désastreux serait de les faire payer en grande partie par les pays pauvres d'Afrique. Davies juge " irréaliste de construire des murailles de plus en plus élevées autour de l'Union et d'attendre que les pays candidats montent de plus en plus haut. Il faut, affirme-t-il, un compromis entre les acquis existants et la capacité des candidats à répondre aux exigences européennes. "

Conclusion

De cette confrontation entre l'Europe occidentale et l'Europe médiane, avec les rebondissements qui l'ont enrichie, Jacques Delors tirera les leçons en faisant un premier inventaire de ce qui peut figurer dans le " pot commun ". Mais auparavant, il accusera réception des deux principaux messages envoyés par l'Est :

1/ l'Europe de l'Ouest n'a pas servi de modèle, ni sur le plan de la transition économique où le modèle anglo-saxon a été dominant, ni sur celui de la transition politique.

2/ Elle ne s'est pas intéressée à l'expérience qui avait été celle de l'Est, ni à ce que pouvaient lui apporter ces pays au sortir du communisme soviétique.

Il tempérera cependant les enseignements du premier message en rappelant que c'est l'Union européenne qui a coordonné à partir de 1989 les aides aux pays de l'Est et du Centre et qui a fourni la plus grosse partie de l'aide internationale. Il signalera aussi l'effort considérable fait par les pays candidats, au cours du processus de pré-adhésion qui a commencé, pour harmoniser leur législation économique avec celle de l'Europe et préparer leurs économies à affronter le marché unique.

A l'Est, comme à l'Ouest, Delors voit dans la ville européenne " un élément clé de notre civilisation et de notre identité. " Est-ce la ville marchande, la ville espace culturel, est-ce la ville élément structurant de l'aménagement du territoire européen, ou encore la ville qui fait le lien entre le marché et l'Etat ? Il y a là, note-t-il, matière à large réflexion sur la spécificité de l'Europe.

La société civile n'est ni la société de l'Etat, ni celle du marché. Cette remarque vaut pour l'Est comme pour l'Ouest, où la vie associative et la participation citoyenne ne sont pas exemptes d'ambiguïté. C'est ce qui ressort du débat et c'est l'occasion pour Delors de poser deux questions : la société civile peut-elle être co-créatrice d'un nouveau modèle de développement ? Peut-elle reconstruire un tissu citoyen ?

Sur la crise de l'Etat-nation, l'accord est à peu près général, constate Delors mais, face au défi de la globalisation, on se partage en se demandant si l'Europe unie est la médiation la plus appropriée, ou bien si la nation ne demeure pas l'élément essentiel de cohésion sociale pour agréger les citoyens.

"En raison de sa distance et de sa dimension, dit-il, l'Union européenne ne pourra jamais œuvrer pour la cohésion sociale." D'où son propre choix en faveur d'une " Europe, fédération des Etats-nations dans laquelle, dit-il, le sentiment d'appartenance à la nation fait que les citoyens échappent à l'ivresse de la mondialisation. "

Pour Delors, un ordre socio-économique européen devrait aller au delà du modèle social-démocrate qu'ont illustré, chaque pays à sa manière, la Suède, l'Allemagne fédérale et,

en son temps, la Grande-Bretagne, ainsi qu'aujourd'hui les Pays-Bas et le Danemark. Quel avenir envisager pour un modèle européen ? Les avis sont partagés, note Delors, certains pensent qu'il peut se maintenir moyennant une adaptation, mais d'autres ne le voient pas résister à la pression de la globalisation sans passer des compromis qui le dénatureront.

Mortelles nostalgies

Avant de conclure, Delors va rappeler quelques unes des " bornes " qui, pour lui, jalonnent impitoyablement le chemin de l'Europe :

- La première, c'est " l'Europe de l'idéal et l'Europe de la nécessité. " Plus que nos dirigeants, lui-même se dit " hanté par le fait que l'Europe n'a pas encore choisi entre la survie et le déclin. "

- La seconde signale les effets de la nostalgie du passé sur le comportement des grandes nations européennes. Ce qui empêche la réalisation d'une politique extérieure et de sécurité commune même chez celles qui la réclament, signale Delors en affirmant : " cette nostalgie est mortelle pour l'Europe, parce qu'elle ne tient pas compte des nouveaux rapports de force. Pour aborder le monde tel qu'il est, on ne trouve ni l'analyse scientifique objective, ni la modestie qui seraient nécessaires. "

- Sur la troisième borne, celle de la paix, où tout a été dit, Delors ne s'étend pas.

- Il insiste en revanche sur la quatrième, celle de " l'esprit de famille " qui fait que " lorsque le Luxembourg parle, c'est aussi important que si c'était l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France. " Delors y voit " une immense leçon, peut-être la plus positive donnée par l'Union européenne. " Il considère cet esprit de famille comme essentiel pour le fonctionnement des institutions et demande que le Parlement européen et la Commission le cultivent car " sans lui, il n'y a rien à faire. "

- Pour la cinquième borne, le modèle de société, il propose que l'Europe soit le continent de l'équilibre. " Certes, il faut des changements et savoir s'adapter sans se renier, " dit-il, mais il souligne qu'en Europe, " contrairement aux Etats-Unis, l'individu ne s'épanouit pas aux dépens de la société et que, contrairement au Japon, la société n'écrase pas l'individu. "

- Sur la dernière borne, Delors inscrira le mot " ambition " pour une Europe qu'il qualifie à la fois de puissante et de généreuse. " Et ce n'est pas, dit-il, pour prolonger le rêve de puissance de la grande nation française, mais parce que l'Europe a des atouts. "

Malheureusement, déplore-t-il, ces atouts, au lieu de les tenir dans une seule main, elle les partage, suivant les moments, entre tel ou tel chef de gouvernement, ou entre les responsables de l'économie et ceux de la Banque centrale. " Sans même parler d'armée ou de défense, s'exclamera-t-il, comment voulez-vous que cette Europe, qui n'a pas tous ses atouts dans la même main, puisse prétendre mener ne serait-ce qu'une simple action de politique extérieure ? "

Une remarque un rien désabusée qui ne l'empêchera pas cependant de conclure de façon plus optimiste, en évoquant Stefan Zweig et en appelant " à faire confiance aux forces de l'esprit et de la raison et à réintroduire le monde intellectuel dans le débat politique et civil. "

ANNEXE 1

L'EUROPE DES EUROPEENS

par Henri MENDRAS¹

¹ **Résumé** de l'ouvrage publié chez Gallimard, collection « Folio », 1997.

Introduction: l'Une et l'Autre Europe

L'Europe de l'Atlantique à l'Oural n'est qu'un trompe l'œil historique. On séparera donc l'Europe occidentale de l'Autre Europe. La coupure entre les deux se situe exactement à la frontière exacte du rideau de fer de 1948, à deux "erreurs" près, l'Allemagne de l'Est et la Bohême qui font partie de l'Europe occidentale.

Au sein de cet "Occident d'Europe", quatre traits font contraste point par point avec l'Autre Europe :

1. L'individualisme évangélique

L'individualisme occidental doit principalement son origine : **a)** au message de l'Évangile, par lequel chaque créature attend le salut du seul Créateur; **b)** au droit romain, le plus individualiste qui soit, tant pour le droit des personnes que pour le droit des biens. Cet individualisme radical a mis des millénaires à pénétrer la société occidentale. Il représente une innovation idéologique d'une force incroyable, heurtant le principe contraire, commun à toutes les civilisations connues, selon lequel le groupe prime l'individu. Il oppose l'Europe Occidentale à toutes les autres cultures, et notamment à celles de l'Autre Europe, pour lesquelles l'homme est avant tout le membre d'une société.

2. Les paysans et les nations

L'Europe Occidentale est peuplée de paysans stables sur leur tenure depuis au moins le XII^e siècle. Le serf était "lié à sa terre", qu'il ne pouvait quitter qu'avec l'accord de son maître. L'Autre Europe a connu une histoire agraire radicalement différente.

L'opposition est nette entre:

- les paysanneries stables et individualistes de l'Europe occidentale
- les paysanneries de l'Autre Europe, soumises à la fois aux boyards et à des traditions collectives où la loi du village et de la famille indivise s'impose à l'individu.

L'idée de nation est étroitement liée à celle de paysannerie stable. Le peuple, la langue et le sol coïncident pour former la Nation. La notion de "frontière naturelle", si essentielle à l'idéologie nationale française, est directement liée à cette paysannerie sédentaire. Quelle que soit la forme prise par l'Etat dans les différents pays d'Europe occidentale, partout l'Etat s'y est identifié à la nation. Par contraste, l'Autre Europe est celle des Empires: elle n'a jamais connu de nations, malgré le mouvement des nationalités au XIXe siècle. Si les peuples d'Europe de l'Est se sont et se passionnent toujours pour l'idée de Nation, ils n'ont jamais réussi à la faire leur à cause de la diversité des ethnies et de leur imbrication territoriale.

3. La ville, le capitalisme et l'industrie

Dans l'enseignement évangélique, deux préceptes fondent la séparation du temporel et du divin, du religieux et du politique: « *On ne peut avoir deux maîtres, Dieu et Mammon* » et « *Rendre à César ce qui est à César* ». Ces deux mots d'ordre conduisent à la distinction entre l'économique, le politique et le religieux. Une trichotomie inconnue dans la plupart des civilisations, et notamment dans « l'Autre Europe », qui n'a jamais séparé le politique du religieux et de l'économique.

D'autre part, « l'idée inouïe » selon laquelle le capital doit être mis au travail pour produire plus s'est conjuguée à la légitimité bourgeoise pour ouvrir la voie au capitalisme occidental. Par la suite, la liaison entre la science et la technique a déterminé l'essor de la société industrielle.

En revanche, l'Autre Europe (à l'exception de la Bohême, placée, en 1948, de l'autre côté du rideau de fer par une « erreur historique ») n'avait pas, en 1939, d'industrie.

4. La loi de la majorité.

Que la moitié plus un gouverne avec le consentement de la moitié moins un est une règle bien étrange qu'aucune société n'a jamais pensée légitime dans une autre civilisation que celle d'Europe occidentale (et, par contagion, les Etats-Unis depuis un siècle).

Par contraste, l'Autre Europe n'a jamais connu que l'unanimité: dans le *Mir*, tant qu'un chef de famille se refusait à une décision collective, celle-ci n'était pas prise. ce principe unanimiste s'adaptant mal à des ensembles plus vastes, l'Autre Europe n'a cessé d'être tiraillée entre unanimisme et anarchie. Concevoir que la majorité confère une légitimité pour gouverner ne relève pas d'une simple abstraction intellectuelle: cela suppose une vision du monde et d'autrui, une vision de la société où règne la confiance grâce à un Etat de droit et à la ferme conviction que, si la majorité vous échappe, l'Etat garantira votre existence. Cette construction idéologique subtile, que les juristes savants ont mis des siècles à édifier, ne se transfère pas d'une civilisation à l'autre comme une usine clé en main. Toutes les démocraties de l'Autre Europe (sauf la tchèque) ont, avant 1939, cédé devant des gouvernements autoritaires, témoignant de la légèreté des Alliés qui ont cru qu'il suffirait de quelques hommes politiques frottés de parisianisme pour faire fonctionner des élections, des partis et des gouvernements démocratiques. « *Une charmante naïveté, pas complètement dépourvue d'actualité, trois-quarts de siècle plus tard* ».

Individualisme, capitalisme, Etat-nation, règle de la majorité: il ne s'agit pas là d'une série de caractéristiques isolées, mais bien de traits essentiels qui s'agencent en un « modèle ». La nation et la démocratie supposent des citoyens libres; le capitalisme a besoin d'entrepreneurs et d'un Etat de droit.

Aucun de ces éléments ne pourrait exister sans les autres et leur conjonction ne se rencontre nulle part ailleurs qu'en Europe occidentale. La chute du mur de Berlin ne doit pas laisser penser qu'un contraste aussi profond entre deux modèles de civilisation puisse rapidement s'estomper.

II. Un modèle d'Europe occidentale.

Un « modèle » d'Europe occidentale s'articule ainsi autour de quelques notions clés: conception individualiste de l'homme; distinction entre trois légitimités (religieuse, économique, politique); importance du capital; conjugaison de la science et de la technique; force du contrat; Etat de droit; droit de propriété.

Ce modèle va-t-il aujourd'hui vers plus d'homogénéité ou, au contraire les ressources nouvelles de nos sociétés permettront-elles à la variété de s'épanouir? C'est le deuxième point de vue qui est ici privilégié: la société occidentale s'est assouplie, les différents éléments de la société ont acquis un degré de liberté plus grand les uns par rapport aux autres, source d'une nouvelle complexité.

1. L'héritage religieux.

On peut parfois se demander si l'on ne s'approche pas d'une période de déchristianisation totale, la sécularisation de la société étant le corollaire inéluctable de la modernité. La réalité est plus complexe. Les religions établies agençaient quatre dimensions du religieux: expression de l'identité individuelle; continuité d'une culture dans une doctrine et un savoir; principes éthiques et expérience émotionnelle. Aujourd'hui, cet agencement s'est désemboîté: on peut croire sans se référer à une tradition doctrinale, on peut être fidèle à une éthique sans croire. L'expérience émotionnelle devient primordiale et les ressources identitaires se fragmentent.

Chacun peut se construire sa mémoire religieuse personnelle et croire sans forcément appartenir à une Église (« *believing without belonging* »). Ce mouvement est l'aboutissement de l'individualisation de la religion, initiée par la Réforme protestante. Mais ce serait une grave erreur que de croire que ce mouvement conduit à isoler chaque croyant sur ses rites personnels. La nouveauté, désormais, est que l'appartenance est un choix: elle n'est plus assignée par la naissance. En témoigne la multiplication de groupes spirituels divers (« *Free churches* », pentecôtistes, charismatiques...) qui traduisent une formidable « *protestation contre le non-sens* » (Lévi Strauss), dans la mesure où tous sont à la recherche d'une unité perdue entre le corps et l'esprit, l'homme et la nature.

2. Progrès de l'individualisme et convergence morale

De leur héritage chrétien, les populations d'Europe occidentale ont conservé les fondements d'une même morale individuelle et individualiste. Ce substrat demeure vivant dans toutes les populations, régions et catégories sociales.

a) La famille et le travail restent les valeurs premières. Être heureux en famille est l'aspiration première des Européens, et cela quelque soit la forme matrimoniale du couple. Les opinions relatives à la sexualité et au couple sont très diversifiées et souvent inattendues. Ainsi, les Espagnols, qui conservent une structure familiale traditionnelle, sont les plus favorables à une liberté sexuelle complète; les Scandinaves et les Irlandais sont les plus favorables à l'avortement si le nombre d'enfants est jugé suffisant...Les Espagnols sont 60% à accepter le principe des mères célibataires, contre seulement 25% des Suédois...Après la famille, le travail est immédiatement second dans l'échelle des valeurs, mais, là aussi, avec de fortes nuances. Les Français sont ceux qui attachent le plus d'importance à leur travail, alors qu'un Allemand et un Britannique sur cinq estiment que le travail n'est pas très important. Si l'on croit ces résultats, les Allemands seraient les mieux préparés à entrer dans un monde où le travail n'occuperait plus toute la vie d'un individu et où les temps de travail se moduleraient différemment en fonction de l'âge et de la

conjoncture économique. En revanche, les Français et les Espagnols seraient les plus mal préparés à ces mutations.

b) L'intérêt pour la politique varie fortement, depuis les Belges (qui ne sont que 45% à déclarer discuter parfois politique) jusqu'au Allemands (85%). Partout, les militants sont peu nombreux (5% en moyenne, sauf en Hollande:10%) mais la participation non-institutionnelle (pétitions, grèves, boycotts, manifestations...) est en progrès: l'indice de participation directe serait passé, depuis 1973, de 16 à 24%. A noter que les plus "activistes" sont les Français (indice de participation directe: 32%).

c) Les régions et les nations. A l'échelle régionale, les diversités sont beaucoup plus fortes. Les enquêtes montrent, paradoxalement, que la culture anglaise et la culture allemande sont relativement homogènes alors que ces deux pays comprennent catholiques et protestants et que l'un est un Etat fédéral. En revanche, la France, jacobine et centralisée, est presque aussi diverse que l'Italie. En termes de valeurs, les régions les plus traditionnelles sont: l'extrême sud de l'Italie; l'Irlande, l'Extramadure et le Sud du Portugal. L'Angleterre (sauf Londres) et l'Ecosse sont plutôt traditionnelles; l'Allemagne et les Pays-Bas sont modernes, sauf la Bavière. La Norvège est plus traditionnelle que le Danemark et la Suède; la France et la Belgique présentaient des profils très contrastés. Les traditions religieuses ne suffisent pas à rendre compte de ces contrastes, comme le montre l'exemple des Pouilles, plus "modernes" que la Wallonie socialiste.

d) Individualisme et permissivité. On peut distinguer deux formes d'individualisme. Une version pessimiste (variante "particulariste) fait de l'individualisme le principal vecteur d'affaiblissement du lien social, de la diffusion du chacun pour soi. Une version optimiste (variante "universaliste") insiste sur la reconnaissance du principe d'égale dignité de tous les individus. L'individualisme peut, soit s'opposer à tout lien social, soit ne se concevoir comme intégré dans le social. Une différence particulièrement nette à l'échelle européenne où le degré de

civisme varie de 20% à 45%. Les plus « civiques » sont les Irlandais, les Italiens, les Scandinaves; les plus « inciviques », les Français, Belges et Allemands.

Ainsi, la culture scandinave est manifestement de type universaliste: la valorisation de la responsabilité individuelle s'accompagne d'une valorisation de la responsabilité morale respectueuse des règles de vie en commun. A l'opposé, les Français, les Belges, les Portugais, les Espagnols sont des individualistes « inciviques ». La progression des deux individualismes ne semble pas indiquer qu'une convergence se dessine. Mais l'individualisme moderne n'est pas forcément plus égoïste: si la participation au syndicalisme a baissé de 13% à 10%, celle aux associations culturelles a grimpé de 6% à 10%, ce qui semblerait indiquer que les Européens se détournent des associations institutionnalisées pour se tourner vers des groupes qui correspondent à leurs besoins individuels.

3. Famille et parenté

Emmanuel Todd a introduit une distinction entre la **“famille indivise”** - où tous les frères restent ensemble sous le même toit sous l'autorité du patriarche et qui est très répandue dans l'Autre Europe, sauf en Pologne -; la **“famille-souche”** (un seul enfant reçoit la totalité de l'héritage) et la **“famille nucléaire”** (où les parents répartissent leurs biens entre enfants), ces deux derniers modèles caractérisant l'Occident. Todd a également montré qu'à chaque structure familiale correspond une vision du monde (opposition de l'idéologie différentialiste en Allemagne, pays où domine la famille souche inégalitaire et idéologie universaliste en France, pays où s'est imposé la famille nucléaire composée de frères égaux).

Si l'on admet que les structures familiales sont les matrices de différentes visions du monde, la question est alors de savoir si les mutations familiales en cours vont bouleverser les attitudes les plus ancrées ou si les idéologies sont suffisamment autonomes pour survivre aux structures familiales ? Une chose est sûre: les différences entre modèles familiaux se sont considérablement accrues depuis trente ans. A l'époque, presque tous les pays observaient une moyenne de 2,5 enfants par

famille. La famille de deux enfants est aujourd'hui répandue en Europe du Nord et en France. En revanche, au nord de l'Italie et de l'Espagne; en Allemagne du Sud, l'enfant unique est devenu la règle. Autrement dit, le contraste s'accroît entre les pays qui assure le renouvellement de leur population et les autres.

Aucun élément décisif ne peut être avancé pour rendre compte de la limitation du nombre de naissances : ni le facteur religieux (en témoignent les faibles taux de natalité de l'Espagne et de l'Italie), ni l'activité féminine (la Ligurie est la région d'Europe qui présentait simultanément les plus bas taux d'activité féminine et les plus bas taux de fécondité).

Jusqu'aux années 1970, les structures familiales paraissaient inébranlables malgré le bouleversement des valeurs et l'enrichissement: contrairement à une longue tradition de mariage tardif, les jeunes d'Europe Occidentale se marient de plus en plus tôt, le nombre de célibataires, de naissances hors mariages et d'unions libres diminuaient et ne concernaient que des groupes marginaux. Ce mouvement pouvait alors être analysé comme une convergence des mœurs qui voyait, pour la première fois, l'Europe occidentale toute entière soumettre toutes ses populations à l'institution familiale chrétienne. Mais, brusquement, au début des années 1970, la révolte des soixante-huitards a fait tache d'huile: ce qui semblait n'être qu'une rébellion limitée s'est révélée un bouleversement total d'une institution fondamentale de la Chrétienté. Désormais, l'âge moyen au mariage est, à nouveau, supérieur à 26 ans dans tous les pays, alors qu'il n'est nulle part supérieur à 24 ans dans l'Autre Europe. Le nombre de naissance hors mariage varie fortement, de 50% en Suède à 15% en Allemagne en passant par 35% pour la France. Le nombre de ménages composé d'une seule personne représente désormais 40% du total en Allemagne de l'Ouest et en Suède, 27% en France. La diversité matrimoniale réapparaît: célibat, mères célibataires, concubinage, familles recomposées...Si la famille recomposée devenait majoritaire, l'Europe continentale connaîtrait une transformation majeure de son système de parenté qui tendrait à se rapprocher du modèle anglais qui donne la primauté à l'individu.

Cependant, la fragilisation de la cellule familiale va de pair avec un renforcement de la parentèle. L'allongement de la durée de vie a ajouté une génération à tous les lignages et ce réseau joue un rôle fondamental dans la redistribution des services, des revenus et des patrimoines. Les 3/4 des Européens mariés vivent à moins de 20km de leurs parents et la tendance se répand de "faire vivre" la parentèle comme mémoire, source d'identité, réseau de sociabilité et soutien économique et moral.

Seules font exception l'Allemagne (où le nazisme a entraîné une rupture entre les générations) et la Grande-Bretagne (qui, à l'exception des milieux aristocratiques, fait peu de cas de la parenté). La famille joue de plus en plus un rôle de soutien économique. Mais le rapport entre les générations s'est inversé: ce ne sont plus les enfants qui prennent leurs aînés à charge mais les parents qui se font un devoir d'aider les enfants. Devant les difficultés de l'Etat-Providence, la parentèle reprend une partie de ses responsabilités. Reste que les rapports familiaux, s'ils ne se sont pas forcément distendus, se sont transformés : l'individu n'est plus soumis à l'institution; c'est celle-ci qui doit le servir. Chacun attend de la cellule familiale son bonheur individuel et s'il n'est pas comblé, il en change. Autrefois, les rapports étaient définis par des normes claires. Aujourd'hui, les rapports sont devenus électifs: chacun choisit dans la parentèle avec qui et comment il souhaite entretenir des relations.

4. Naguère, des classes et des strates...

Le triomphe de la classe moyenne a remis en question le schéma marxiste et l'a remplacé par le schéma de la pyramide sociale faite de strates superposées. Dans tous les pays d'Europe occidentale, l'extraordinaire expansion démographique et économique des années 1950/60 s'est soldé par un bouleversement des structures de l'emploi, des professions et par une forte mobilité sociale. Désormais, l'origine sociale est moins déterminante que le niveau d'instruction dans le choix du conjoint. Autrement dit, l'héritage économique et social perd de son importance et l'acquis scolaire de chaque individu devient plus décisif. Dès lors que les grands regroupements sociaux ne sont plus la structure fondamentale de nos sociétés, les individus ne sont plus enfermés dans des univers restreints et cohérents. La culture

ouvrière, bourgeoise ou populaire ne sont plus là pour offrir des modèles de comportement et des normes morales fermes. Mais, si la société s'est assouplie, le mouvement d'ascension sociale des Trente Glorieuses est, dans tous les pays, en passe de se ralentir.

5. Demain, des clivages et des réseaux ?

a) L'apparition de "**classes d'âges**" et leur institutionnalisation est la transformation la plus radicale subie par les sociétés occidentales depuis 50 ans. Ce phénomène correspond à une restructuration complète de la société, analogue à l'apparition des classes sociales avec le développement des sociétés industrielles au XIXe siècle. Autrefois, les jeunes étaient de "jeunes adultes" et non des "jeunes" différents des adultes. A cette époque, l'entrée dans la vie active, le mariage et la fondation d'un foyer coïncidaient: on quittait ses parents pour se marier quand on était en état de gagner sa vie et on devenait ainsi "adulte" d'un seul coup. Aujourd'hui, ce passage de l'adolescence à l'âge adulte s'étale sur une dizaine d'années, et de façon très variée selon les pays européens, depuis les pays méditerranéen - où l'on reste au foyer parental jusqu'au mariage - jusqu'au modèle français/nordique où les jeunes quittent le domicile des parents le plus tôt possible, même s'ils n'ont pas fini leurs études, pour vivre entre "copains" et "copines". A l'autre extrême, l'allongement de la durée de la vie a créé une nouvelle catégorie sociale, le troisième âge, qui est l'antithèse parfaite de la société productiviste et laborieuse des Trente Glorieuses: loisir complet, bonne santé, revenu assuré.

b) Dans presque tous les pays, **l'égalité des sexes** dans l'enseignement est désormais réalisée. Dans tous les pays, une majorité d'hommes et de femmes s'accordent à considérer qu'une femme qui le désire est fondée à prendre un emploi (il y a vingt ans, une majorité pensait que l'emploi féminin ne devait répondre qu'à une contrainte). Mais, si les femmes représentent 40% de la main d'œuvre européenne, leurs salaires restent de 23 à 35% inférieurs aux salaires masculins. Là aussi, plusieurs modèles se dessinent : en Grande-Bretagne et au Pays-Bas, le taux

d'emploi féminin est faible, les différences salariales accusées, une forte proportion de femmes travaillent à temps partiel et quittent leur emploi à l'arrivée des enfants. Le contraste est net avec le Danemark où les taux d'emploi et les niveaux de salaires sont quasiment équivalents à ceux des hommes. A noter que, partout, le mariage accroît les chances de réussite professionnelle de l'homme et diminue celles de la femme.

c) Ainsi, la fragmentation des anciennes classes et l'enrichissement moyen ont donné l'impression que l'égalité était en train de progresser. Mais, de nouvelles inégalités, plus nuancées, se font jour. L'information, par exemple, devient un atout essentiel pour trouver la meilleure école, ou le meilleur hôpital. Dans les villes, la ségrégation sociale s'est accrue dans tous les pays. Surtout, aux deux extrêmes de la société, on note une tendance dangereuse à la cristallisation : la pauvreté est de plus en plus stigmatisante et l'élite a une fâcheuse propension à se renfermer sur elle-même. La pauvreté d'autrefois était répartie partout, dans les villes comme dans les campagnes, et était largement héréditaire. Aujourd'hui, elle résulte avant tout d'un processus de disqualification sociale: on "tombe" dans la pauvreté suite à un accident de la vie (chômage, accident, divorce). Avec le risque que cette "nouvelle pauvreté" redevienne, à nouveau, héréditaire, et que se crée un nouveau "sous-prolétariat". Dans tous les pays, la précarité professionnelle se conjugue à la précarité conjugale, sans qu'on puisse dire, cependant, si c'est le chômage qui rompt les liens familiaux ou si c'est l'instabilité conjugale qui favorise le chômage. Mais les façons de vivre l'inégalité sont très contrastées. En France, l'importance du travail fait que le chômeur se sent dégradé: une distance se crée entre lui, ses voisins, parents et collègues et voisins. En Grande-Bretagne, la force du monde ouvrier, l'importance du voisinage, l'importance d'institutions comme le "pub" et une moindre valorisation du travail font que le chômeur conserve sa sociabilité, voire l'amplifie, par les liens qui se créent entre chômeurs. Le regard porté sur la pauvreté varie également d'un pays à l'autre. Il y a dix ans, les Français pensaient que si les gens étaient pauvres, c'était de leur faute. Mais l'opinion publique s'est désormais retournée: la pauvreté est considéré comme un malheur social dont l'individu n'est pas responsable. D'où le thème de la "solidarité nationale". A

l'inverse, les Anglais considèrent qu'il faut stimuler le pauvre et éviter le piège de l'assistance.

Trois modèles de pauvreté coexistent:

- **la pauvreté intégrée** des régions sous développées et sous-industrialisées où les pauvres sont nombreux et restent fortement intégrés aux réseaux de sociabilité familiaux et de voisinage. La lutte contre la pauvreté relève ici d'une politique globale de développement économique.

- **la pauvreté marginale** des inadaptés, laissés pour compte de la croissance économique des Trente Glorieuses.

- **la pauvreté disqualifiante**, née des divers mécanismes qui excluent un nombre de plus en plus grand de gens "tombés" dans la pauvreté par accident. Il s'agit là d'un phénomène principalement urbain.

A l'autre bout de la société, on note une sclérose des **classes dirigeantes**. Pourtant, partout, les efforts de démocratisation de l'éducation ont été couronnés de succès sur la plan quantitatif. Aujourd'hui, près de 90% des jeunes de 16 à 18 ans poursuivent des études en France, Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. Pourtant, l'égalité des chances n'a fait de progrès décisif dans aucun pays. Dans tous les pays, les élites gouvernementales, politiques, administratives se professionnalisent de plus en plus. D'où un risque d'éloignement de la masse des citoyens. Au niveau des universités, le contraste est grand entre le système anglais, sélectif et malthusien (taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur de 8.5%) et l'ouverture des universités françaises ou allemandes (taux de 25/23%). Trois modèles de formation des élites se dessinent: le modèle anglais d'Oxbridge où un recrutement de type aristocratique passe par deux universités conférant une formation générale; le modèle français des grandes écoles, qui se veut méritocratique, et qui produit une élite très différenciée par sa formation (droit public/économie par Sciences-Po et l'ENA ou mathématiques par Polytechnique) et le modèle allemand, autrichien, scandinave, italien, fondé sur plusieurs universités dont aucune n'occupe de position réellement dominante. On rappellera, qu'en France, le choix des élites se fait beaucoup plus tôt qu'en Allemagne: dès l'âge de 20 ans, on connaît, dans l'Hexagone, les noms de ceux qui ont des chances sérieuses d'atteindre les cimes du pouvoir alors, qu'outre-

Rhin, il faut attendre 35/40 pour qu'un début de carrière réussi ouvre les chemins des postes dirigeants.

Ainsi, par un étrange paradoxe, les progrès de l'égalité ont entraîné une multitude d'inégalités. Les sociétés européennes sont traversées par une série de nouveaux clivages. Des inégalités nouvelles, de type catégoriel et non plus personnel, se dessinent.

6. L'Etat, entre l'Europe et les régions

a) L'Etat est devenu "trop petit pour les grandes choses et trop grand pour les petites" (Daniel Bell). Ce constat est particulièrement vrai pour les quatre grands pays d'Europe occidentale où l'Etat a perdu de ses compétences régaliennes et où l'on voit se reconstituer une "Europe des villes". Au moment où l'Etat Providence tend à se décharger de ses responsabilités sur les collectivités, différents éléments jouent en faveur d'une reprise de l'autonomie de décision des grandes villes, et même des villes moyennes dans tous les pays. Mais il serait trompeur de s'en tenir à un diagnostic simpliste d'effacement de l'Etat, qui conserve un rôle central et décisif entre Bruxelles et les capitales régionales. A certains égards, l'Etat est plus présent que jamais dans la vie quotidienne, civique, familiale et professionnelle des citoyens en tant que protecteur des faibles et prestataires de services. Cependant, si rien ne peut se faire sans l'Etat, il est vrai que ce dernier ne peut plus négocier, commander et se faire obéir sans négocier avec Bruxelles, les autorités régionales et les représentants des corporations. Dans les pays où l'Etat est faible et où les pouvoirs locaux et corporatistes sont bien organisés, cette évolution se fera sans heurts majeurs. En France, où les autorités intermédiaires n'ont d'autre légitimité que celle conférée par les autorités étatiques, le choc est brutal.

b) L'immigration reste une bonne pierre de touche pour comparer les diverses conceptions de la nation et de la citoyenneté. L'opposition ancienne entre la conception allemande et française se vérifie toujours : la capacité d'assimilation de

l'Hexagone s'exprime par le fort pourcentage de couples mixtes (20% des enfants nés de père algérien ont une mère française et 25% des enfants nés de mère algérienne ont un père français). En Allemagne, 2% seulement des enfants nés de mères turques ont un père allemand.

7. La diversité des capitalismes

Depuis la disparition de l'opposition communisme/capitalisme, c'est désormais la diversité des « capitalismes » qui focalise l'attention. Au sein même des quatre "grands" d'Europe occidentale, les différences sont si fortes entre régions ou secteurs qu'il est presque abusif de parler de formes nationales du capitalisme.

On peut discerner quatre types de capitalisme:

- **le capitalisme négocié** (Suède, Allemagne, Autriche, Espagne) partout mis en difficulté par la mondialisation économique.

- **le capitalisme réticulaire** (Italie, Danemark, Allemagne du Sud, Nord de l'Italie), fondé sur des districts industriels qui rassemblent une constellation de PME fonctionnant en réseau et qui bénéficient de services étatiques et bancaires à leur niveau. Le modèle le plus achevé se trouve dans le triangle Turin-Milan-Trieste où les fondements du décollage sont sociaux et non économiques: structure familiale forte, réseaux d'entraide, ouverture sur l'international, institutions municipales et bancaires actives...On voit là renaître l'Italie des villes et principautés de la fin du Moyen-Age qui avaient l'habitude de se gouverner elles-mêmes et d'entretenir des liens avec le monde entier.

- **le capitalisme colbertien**. En France, les chefs d'entreprise ont toujours hésité à s'aventurer hors des frontières sans l'aide de l'Etat; la vie économique demeure centralisée de façon excessive. La force du modèle français tient avant tout à la

capacité de décision de l'Etat et à la compétence de ses grands corps d'ingénieurs. Mais, rien ne sert de chercher un remplaçant au modèle français du côté du modèle rhénan ou libéral car on ne peut importer un mode gestion du capitalisme. L'absence d'interdépendances entre les différentes institutions économiques; l'incapacité à synchroniser les changements en dehors des périodes de crise et le fait que l'Etat soit seul à pouvoir faire émerger de nouveaux compromis sont autant d'obstacles à l'importation du modèle rhénan en France.

- **le capitalisme individualiste** à la Thatcher, pour qui il n'existe pas de société mais que des individus.

Ainsi, au moment où le modèle suédois est obsolète, où le modèle allemand et le modèle français se révèlent trop rigides face à la mondialisation, il ne semble plus rester en piste que le libéralisme à l'anglaise et les réseaux à l'italienne. Mais les modèles allemands et français, plus proches qu'il n'y paraît, recèlent des ressources pour se transformer: seule leur alliance permettrait de sauver un capitalisme organisé.

Conclusion: Changer en restant soi-même.

Un trompe l'œil historique pourrait laisser penser que la diversité s'estompe et que la modernité est un rouleau compresseur qui écrase toutes les aspérités. En réalité, unique par ses caractères majeurs communs, l'Europe occidentale reste extraordinairement diverse. Le changement perpétuel qui l'anime ne va pas, contrairement à une idée répandue, vers plus d'homogénéisation. Ainsi, l'américanisation de l'Europe n'est qu'un faux semblant: la multiplication des MacDo n'est que l'effet d'une diversification de nos pratiques alimentaires, qui a débuté avec l'introduction des cuisines italiennes, marocaines, asiatiques...La

diversité croissante de nos goûts et de nos mœurs entrave la domination d'une seule culture.

Pendant les Trente Glorieuses, l'économique fut le moteur qui fit faire à l'Occident son prodigieux bond en avant. Désormais, la technique n'est plus le *primum movens*, le social commande l'économique plus que le contraire. Du coup, la tension de tout un peuple vers le progrès se relâche: il n'y a plus de projet de société capable de mobiliser les énergies dans l'espoir d'un avenir meilleur. La révolution majeure est sans doute le retournement du rapport entre l'individu et le groupe. Le bonheur du citoyen, et non la gloire de la nation, doit désormais être la préoccupation majeure de tout gouvernement. Chacun se veut libre de construire lui-même normes, modes de vie, réseaux d'amitié.

Mais les esprits chagrins qui s'alarment à l'idée d'un lien social distendu et d'un individu isolé dans la « foule solitaire » se trompent: l'individualisme suppose des liens sociaux renforcés, des valeurs communes, des sentiments partagés...Chacun se cherche des communautés où il puisse se sentir lui-même, avec d'autres.

ANNEXE 2

L'Europe
Une Histoire

par Norman Davies²

² *Europe. A History*. Pimlico, 1997. **Résumé** de l'Introduction de l'ouvrage

L'idée d'Europe

La notion d'Europe est une idée relativement moderne qui s'est progressivement substituée au concept de Chrétienté entre le XIV^e et le XVIII^e siècle. La période clé se situe au tournant des XVII^e et XVIII^e siècle, après des décennies de conflits religieux. Au début des Lumières, il devint difficile pour des nations divisées d'invoquer leur commune origine chrétienne et la notion d'Europe répondait à ce besoin d'une désignation à connotation plus « neutre ». A l'Ouest, les guerres contre Louis XIV déterminèrent plusieurs personnalités publiques à demander une action commune pour lever les divisions du jour. Quaker William Penn (1644-1718) plaida pour la concorde universelle et la mise en place d'un Parlement Européen. L'Abbé Charles Castel de Saint-Pierre (1658-1743), auteur du « Projet de paix perpétuelle », appela à la création d'une confédération de puissances européennes. A l'Est, l'émergence de l'empire russe de Pierre le Grand imposa une révision des principaux concepts de la politique internationale. Le traité d'Utrecht, en 1713, se signale comme le dernier grand moment où il fut publiquement fait référence à la « *Respublica Christiana* ». A partir de là, la conscience européenne l'emporta sur le sentiment d'appartenance à une communauté chrétienne. En 1751, Voltaire décrivait l'Europe comme une sorte de « *grande République, divisée en plusieurs Etats...* ». Vingt ans plus tard, Rousseau déclarait: « *Il n'y a plus de Français, d'Allemands, d'Espagnols, ni même d'Anglais, mais seulement des Européens* ». L'idée européenne trouva sa forme achevée en 1796 quand Edmund Burke écrivit que « *Nul Européen ne peut se sentir complètement isolé dans n'importe quelle région d'Europe* ».

Cependant, les paramètres géographiques, culturels et politiques de l'Europe n'ont pas cessé d'être sujets de débats. Si la majeure partie de l'ensemble européen est clairement délimitée par l'abondance de ses côtes maritimes, sa frontière terrestre n'a émergé que très lentement. Les hommes de l'Antiquité, puis ceux du Moyen-Age, situaient la frontière entre l'Europe et l'Asie de l'Hellespont au fleuve Don. Un encyclopédiste du XIV^e siècle fournit une définition relativement précise: « *...l'Europe commence sur le fleuve Tanay (Don) et s'étend de l'Océan du Nord aux confins de l'Espagne. Sa partie Est et Sud commencent à la mer appelée Pontus (Mer Noire) et se poursuit jusqu'à la Grande Mer (Méditerranée) pour s'achever aux îles Cadiz (Gibraltar)* ».

Le Pape Pie II commençait son « *Traité des Etats d'Europe* » (1458) par une description de la Hongrie, de la Transylvanie et de la Thrace qui étaient, à cette époque, sous menace turque. Ni les hommes de l'Antiquité, ni ceux du Moyen-Age n'avaient une bonne connaissance des territoires situés à l'Est des grandes plaines d'Europe. Il a donc fallu attendre 1730 pour qu'un officier suédois suggère de déplacer la frontière européenne du Don aux montagnes et au fleuve de l'Oural. Au XVIII^e siècle, le gouvernement russe place un poste frontière sur le trajet entre Yekaterinburg et Tyumen. Les bannis du régime tsariste, conduits dans les fers vers la Sibérie, prirent alors l'habitude de s'agenouiller au poste frontière pour y ramasser une dernière poignée de terre européenne. « *Il n'est pas de poste frontière au monde*, écrivit un observateur, *qui ait vu passer autant de cœurs brisés* ». En 1833, date de la publication du *Handbuch der Geographie* de Volger, l'idée d'une Europe allant de l'Atlantique à l'Oural jouissait d'un assez large consensus. Cependant, cette conception d'une Europe étendue, conséquence directe de l'émergence de l'empire russe, a été vivement critiquée, notamment par les géographes. La frontière de l'Oural était peu crédible pour Halford Mackinder ou Arnold Toynbee qui donnaient la priorité aux critères environnementaux, ou pour le géographe suisse, J. Reynold, qui écrivait « *La Russie est l'antithèse géographique de l'Europe* ».

Cette conception « géographique » de l'Europe a toujours fait concurrence à une conception « culturelle ». En l'absence d'une structure politique commune, l'ensemble européen ne pouvait guère, en effet, être défini que par des critères culturels, aux premiers rangs desquels figure l'héritage chrétien. Lors de son adresse à l'Allemagne vaincue, en 1945, le poète T.S Eliot, mettait l'accent sur l'interdépendance des différentes cultures qui composent la famille européenne et, surtout, sur l'importance de la tradition chrétienne, laquelle inclut l'héritage de la Grèce, de Rome et d'Israël : « *...Un Européen peut ne pas être croyant, et pourtant tout ce qu'il dit, fait...dépend (de l'héritage chrétien). Seule la culture chrétienne pouvait produire un Voltaire ou un Nietzsche. Je crois que la culture européenne ne survivrait pas à la disparition totale de la foi chrétienne* ». Il s'agissait là de la conception traditionnelle, celle que Madame de Staël appelait « *penser à l'européenne* ». Aux historiens de la culture européenne, il revient d'analyser les différentes branches de la tradition chrétienne en évaluant leur influence, comparée à de nombreux éléments non ou anti-chrétiens.

Le pluralisme s'impose. En dépit de la suprématie apparente des croyances chrétiennes jusqu'au milieu du XXe siècle, il ne fait pas de doute que nombre des sources d'inspiration les plus fructueuses de l'histoire européenne - depuis la passion de la Renaissance pour l'Antiquité, jusqu'à l'obsession des Romantiques pour la Nature - présentaient des caractères païens. De même, il est difficile de déceler une influence chrétienne dans les engouements contemporains pour le modernisme, l'érotisme, l'économie, le sport ou la culture pop. Il reste donc à déterminer si les forces centrifuges du XXe siècle ont, ou non, réduit l'héritage chrétien à une influence négligeable. Quoi qu'il en soit, il est difficile de prétendre, aujourd'hui, qu'il ait jamais existé une culture européenne monolithique. Le legs européen apparaît davantage comme composé de cinq ou six cercles superposés et entrelacés (voir annexe).

Il serait trompeur, cependant, de croire que l'idée d'Europe est dénuée de toute signification politique. Tout au contraire, elle n'a cessé d'être associée à des promesses d'harmonie et d'unité. Les premières conceptions messianiques de l'Europe remontent au traité de Westphalie. L'idée d'Europe fut invoquée par Guillaume d'Orange et ses alliés contre Louis XIV, puis par les opposants à Napoléon. Le terme faisait partie de la rhétorique de la « balance des pouvoirs » au XVIIIe et de celle du « concert des nations » au XIXe. Au XXe siècle, l'idée européenne fut revivifiée par des hommes politiques déterminés à en finir avec les horreurs des deux guerres mondiales. L'utopie européenne trouva son expression, dans les années 1920, dans la Société des Nations, et connut alors une grande popularité parmi les nouveaux Etats d'Europe de l'Est, soucieux de trouver une protection commune contre les appétits des grandes puissances. A la fin des années 1940, après la mise en place du rideau de fer, l'idée européenne fut appropriée par les partisans d'une « petite Europe », formée par cercles concentriques à partir de la France et de l'Allemagne. L'idéal européen n'en resta pas moins une source permanente d'espoir pour ceux soumis à l'oppression communiste. Cependant, ce n'est qu'à la chute de l'empire soviétique, en 1989/91, qu'on vit émerger l'idée d'une communauté pan-européenne à l'échelle du Continent.

Pendant plus de 500 ans, un des problèmes essentiels dans la définition de l'Europe s'est focalisé sur l'inclusion ou l'exclusion de la Russie. Tout au long de la modernité, ses voisins de l'Ouest n'ont cessé de chercher des raisons de l'exclure tandis que les Russes ne savaient trop eux mêmes s'ils se voulaient dedans ou dehors.

En 1517, un traité géographique publié à l'Université de Cracovie, maintenait la distinction entre « *Samartia europaea* » et « *Samartia asiatica* », avec la frontière sur le Don, ce qui incluait la Pologne-Lithuanie mais excluait la Russie moscovite. Trois siècles plus tard, les choses n'étaient plus si claires. A la veille de la Révolution française, alors que la frontière russe s'était considérablement avancée vers l'Ouest, il ne faisait plus de doute, pour un observateur tel que Louis-Philippe de Ségur que la Pologne elle-même, qui semblait « *dix siècles en retard* », n'était plus en Europe. Pourtant, à la même époque, le gouvernement russe affirmait fermement son appartenance européenne. En 1767, Catherine II déclarait: « *la Russie est un Etat européen* ». Les nécessités du commerce firent le reste et un consensus, accru par le rôle joué par la Russie au XIXe dans la défaite de Napoléon et par l'effervescence culturelle russe, se dessina en faveur de l'appartenance européenne de la Russie. Après 1917, la victoire des Bolcheviques réveilla les vieux doutes et ambiguïtés. Considérés, à l'Ouest, comme des barbares, une bande de sauvages asiatiques dans la lignée d'Attila ou de Ghengis Khan, les révolutionnaires étaient fréquemment considérés, en Russie même, comme le produit d'une greffe occidentale dû aux Juifs, supporté par l'argent de l'Ouest et dirigé par « l'intelligence allemande ». Lénine et son équipe s'identifiaient clairement à l'Europe. Ils se présentaient comme les héritiers du mouvement lancé par la Révolution française, plaçaient leurs racines immédiates dans le socialisme allemand et pensaient que la Russie serait le fer de lance d'autres mouvements révolutionnaires à l'Ouest de l'Europe. Ce n'est donc que sous Staline que l'Union Soviétique a pris ses distances spirituelles avec le reste de l'Europe. Soixante-dix années de règne communiste ont, certes, consolidé les frontières physiques et mentales entre la Russie et le reste de l'Europe. Cependant, nombreux furent les Russes à partager, en leur for intérieur, l'attachement des non-Russes du bloc soviétique à l'identité européenne. Cette référence à l'Europe, un moyen de survie contre le rouleau compresseur communiste, leur permit d'applaudir, après la chute de l'URSS, le « retour en Europe » (Vaclav Havel). Depuis, cependant, le doute quant à l'appartenance européenne de la Russie s'est réinstallé, tant du côté des nationalistes et néo-communistes russes, hostiles et envieux du monde occidental,

qu'à l'Ouest de l'Europe qui ne croit guère la Russie capable d'instaurer une démocratie libérale.

Pourtant, certains commentateurs ont pu faire valoir que les références européennes de la Grande-Bretagne ne sont pas moins ambiguës que celles de la Russie. De la conquête normande à la guerre de Cent ans, la Grande-Bretagne fut mêlée intimement aux affaires du Continent. Mais, pour l'essentiel de la modernité, c'est ailleurs que le Royaume-Uni a cherché fortune. Comme les Russes, les Britanniques étaient clairement Européens, mais avec des intérêts prioritairement non-européens. L'habitude de considérer le « Continent » de loin n'a commencé d'évoluer qu'à la fin de l'empire. Surtout, l'expérience impériale a conduit la Grande-Bretagne à concevoir l'Europe sur le mode d'une division entre les « grandes puissances » de l'Ouest, seules dignes d'intérêt, et les « petites nations » de l'Est, qui ne comptent guère. Les initiateurs du mouvement pro-européen, dans les années 1920, pensaient que ni la Russie ni la Grande-Bretagne n'avaient vocation à rejoindre leur ensemble.

Entre-temps, une série de tentatives avaient été faites pour distinguer les différents ensembles culturels de l'Europe. A la fin du XIXe siècle, le concept de « *Mittleuropa* », à domination allemande, fut lancé pour répondre à l'influence politique des puissances centrales. Dans l'entre-deux guerres, un ensemble appelé « Europe du Centre-Est » fut inventé pour coïncider avec les nouveaux Etats indépendants, de la Finlande et la Pologne à la Yougoslavie. Le terme fut revivifié, après 1945, pour désigner les Etats tombés sous domination communiste. A partir de là, la distinction entre l'Europe occidentale, dominée par l'OTAN et la CEE, et l'Europe de l'Est, sous domination soviétique, sembla gravée dans le marbre. Au début des années 1980, cependant, un groupe d'écrivains conduit par Milan Kundera, lança le terme « d'Europe centrale », pour tenter de briser les barrières établies. Une nouvelle version du « cœur de l'Europe », une idée à connotations géographiques et émotionnelles fortes, mais qui reste particulièrement indéfinie. Un auteur a placé le cœur de l'Europe en Belgique, un autre en Pologne, un troisième en Bohême, un quatrième en Hongrie, un cinquième dans la zone d'extension de la littérature allemande...

Durant ces 75 années pendant lesquelles l'Europe fut divisée par la plus longue de ses guerres civiles, le concept d'unité européenne ne put être maintenu vivant que par des personnalités dotées d'un exceptionnel courage intellectuel pour résister non seulement à un nationalisme persistant, mais aussi à la vision étriquée d'une Europe réduite à sa seule partie occidentale prospère. Hugh Seton-Watson (1916-84), professeur à l'Ecole d'Etudes Slaves et Est Européennes de Londres, fut de ceux là.

Il s'attacha à souligner trois points fondamentaux: la nécessité d'un idéal européen, le rôle complémentaire de l'Ouest et de l'Est, et la reconnaissance du pluralisme culturel européen. Seton-Watson fut un des rares universitaires de l'Ouest à refuser de tenir pour acquises les barrières entre l'Est et l'Ouest et à saisir la vraie nature du communisme.

Europe et Occident

Au cours des deux derniers siècles, l'histoire européenne a fréquemment été assimilée à celle de la « civilisation occidentale ». L'impression s'est imposée que tout ce qui est à l'Ouest est civilisé et que tout ce qui est civilisé est à l'Ouest. Corrélativement, tout ce qui est vaguement de "l'Est" ou "d'Orient" apparaît en retard ou inférieur. Par bien des aspects, l'attitude dépréciative des Européens de l'Ouest à l'égard de leurs voisins de l'Est n'est pas sans rappeler le dédain également exprimé à l'égard de l'Islam et du monde arabe. Le terme de "civilisation occidentale" n'inclut pas, le plus souvent, l'ensemble de l'Europe (bien qu'il puisse s'appliquer à des parties du globe très éloignées du Continent européen). Les historiens de l'Ouest voient rarement la nécessité de prendre en compte l'ensemble du continent européen: on ne compte plus le nombre d'ouvrages présentés abusivement comme des « histoires » de l'Europe ou de la Chrétienté mais qui bornent leur analyse à quelques fragments du continent seulement. Cet « oubli » de l'Est est un curieux phénomène, comme si les historiens se conduisaient comme des vendeurs de gruyère, dont les produits comprennent au moins autant de trous que de fromage. Si les ouvrages d'anatomie étaient rédigés de la même façon, l'être humain semblerait n'être doté que d'un seul cerveau, d'un seul oeil, d'un seul bras, d'un seul poumon et d'une seule jambe.

La chronologie est également révélatrice. Le concept de « civilisation occidentale » remonte aux Grecs qui voyaient le monde hellénistique libre comme l'antithèse des despotismes perses. Tout au long de la modernité, le terme a été adapté par différentes forces politiques, soucieuses d'asseoir leur identité et de se différencier de leurs voisins.

Plus d'une douzaine de conceptions de la « civilisation occidentale » se sont superposées au fil des siècles: l'empire romain; la civilisation chrétienne; le monde catholique; le protestantisme; l'ensemble francophile du XVIIIe; la version impériale du XIXe; la variante marxiste; la variante allemande avec la notion de l'*Abenglich*; la version WASP³ de l'entre-deux guerres puis de l'immédiat après-guerre; la version américaine de la communauté Atlantique-Pacifique; la version ouest-européenne avec la CEE...

Il ressort de ces exemples que la notion de « civilisation occidentale » est un amalgame de constructions intellectuelles, destiné avant tout à servir les intérêts de ses promoteurs. Elle résulte d'un mélange d'idéologies, de propagandes culturelles et de quêtes identitaires. L'Occident est une notion élastique calquée, selon les cas, sur la répartition des religions, sur les exigences du libéralisme ou de l'impérialisme, sur le degré inégal d'industrialisation, sur les divisions engendrées par la Révolution russe ou des deux guerres mondiales et due aux visions autocentrées des philosophes français, des historiens prussiens, des hommes d'Etat anglo-saxons.. .bref, tous ceux qui avaient de bonnes raisons de dédaigner ou de se méfier de l'Est. Une batterie d'assertions ne cessent d'être mises en avant, telles que: l'Est et l'Ouest ont peu en commun; la division du Continent répond à des différences naturelles et profondes; l'Ouest est supérieur et seul à mériter le nom d'Europe. Plus récemment, ce concept de "civilisation occidentale" a été considérablement renforcé par la coupure physique de l'Europe entre 1947-48 et 1991. A la veille du XXIe siècle, on peut se demander quels intérêts cette conception servira à l'avenir.

³ White Anglo Saxon Protestant

Surtout, un pernicious anachronisme s'acharne à faire de la transition du rideau de fer une frontière permanente entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. C'est ainsi que la Pologne disparaît de l'histoire de la Renaissance, la Hongrie de celle de la Réforme, la Bohême de celle de l'industrialisation, la Grèce de celle de l'Empire Ottoman... Plus sérieusement, une bonne part de l'Europe se trouve privée de sa réelle personnalité historique. A l'Est, les réactions contre ces visions tronquées n'ont pas manqué: le thème d'un Est « pur » de toute corruption morale ou idéologique, souvent avancé par le pouvoir soviétique, a été adapté par la dissidence intellectuelle, qui a pris ses distances avec le matérialisme sans âme de l'Ouest, en soulignant que c'est à l'Est, sous l'oppression communiste, que l'attachement aux valeurs traditionnelles de l'Europe a été le mieux préservé.

Cependant, on ne peut nier qu'il existe d'importantes et réelles lignes de fracture qui ont permis d'accréditer la division entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. La plus durable est celle qui sépare la Chrétienté catholique (latine) et la Chrétienté orthodoxe (grecque). Présente depuis les premiers siècles de notre ère, elle joue toujours un rôle important, comme l'ont montré les événements de l'ex-Yougoslavie. Mais il existe d'autres frontières: celle du *limes* romain, celle qui séparait l'empire romain d'Ouest et d'Est, la frontière ottomane... et le rideau de fer. Moins assurées, en revanche, sont les divisions mises en place par les spécialistes en sciences sociales. Les économistes opposent les sociétés industrielles de l'Ouest et celles, agraires, de l'Est; les anthropologues tracent une ligne Leningrad-Trieste qui séparerait les familles nucléaires des familles indivises; les juristes distinguent les pays de droit romain, certains politologues opposent les nationalismes de l'Ouest à ceux de l'Est. Il convient de rester prudent face à ces distinctions: ainsi s'agissant du nationalisme, le meilleur exemple du soi-disant « nationalisme de l'Est » se trouve... à l'extrême Ouest de l'Europe, en Irlande.

Ces distinctions, réelles ou imaginaires, ont, cependant, largement déterminé le cadre intellectuel au sein duquel l'histoire européenne fut conçue et rédigée. Leur influence est si forte que certains auteurs n'ont pas hésité à parler d'une « Europe blanche », à l'Ouest, et d'une « Europe noire », à l'Est. La division de l'Europe en deux moitiés opposées ne relève pas de l'affabulation pure et simple, mais il convient de garder à l'esprit que cette fracture Est-Ouest n'a rien de permanent dans notre histoire. Surtout, la division du Continent en deux blocs oblitère d'autres lignes de fracture au moins aussi importantes: elle fait l'impasse sur de sérieuses différences au sein même de l'Ouest et de l'Est et néglige la profonde coupure

historique entre le Nord et le Sud de l'Europe. Tout historien ou géographe soucieux de prendre l'ensemble des critères en considération ne peut manquer de conclure qu'il existe non pas deux mais cinq ou six Europe(s). De même, nul historien compétent ne peut nier que l'Europe a toujours été composée d'un « centre » et d'une « périphérie », cette dernière étant en constante expansion, puisque la sphère d'influence européenne s'étend désormais de San Francisco à Buenos Aires, Cape Town, Sydney et Vladivostok. Mais, à nouveau, la question est de savoir où placer le « centre ». Les réponses varient selon que la perspective choisie est géographique, ethnique, culturelle, politique ou économique. Mais il est clair que, quelque soit ce « centre », il est lié à l'Ebre, au Danube ou à la Volga au moins autant qu'au Rhône ou au Rhin; aux Baltes et aux Slaves autant qu'aux Germains et aux Slaves; à la paysannerie autant qu'au prolétariat.

Quelles que soient leurs différences, les régions d'Europe ont beaucoup en commun. Elles sont habitées majoritairement par des peuples d'origine indo-européenne ou apparentés, elles sont imprégnées de l'héritage de la Chrétienté et sont liées par toutes sortes d'interactions politiques, culturelles, économiques. En dépit de leurs antagonismes, les Européens partagent les mêmes angoisses face aux influences étrangères, qu'elles soient américaines, africaines ou asiatiques. L'unité du Continent n'est pas moins évidente que sa diversité.

La « suprématie occidentale » fait partie de ces dogmes intellectuels qui se vérifient à certains moments de l'histoire européenne, et non à d'autres. Il ne se vérifie pas aux premiers siècles de l'histoire européenne quand Byzance surpassait nettement l'empire de Charlemagne. Elle s'est, à maints égards, vérifiée récemment, l'Ouest étant manifestement plus prospère et puissant que l'Est. Mais la conduite criminelle des pays occidentaux au XXe siècle a ôté tout crédit aux prétentions de suprématie morale de l'Ouest. En d'autres termes, le label « Europe », comme autrefois, le label « Chrétienté », n'appartient à aucune région du Continent en particulier. Nul ne peut se l'arroger. L'Europe de l'Est aura beau être pauvre, moins développée, ou soumise à des régimes tyranniques, elle n'en restera pas moins européenne. Peut-être même est-elle plus européenne car plus attachée, en raison des privations et des oppressions subies, à des valeurs européennes que les occidentaux tiennent, eux, pour acquises. L'Europe de l'Est ne peut être exclue en vertu de sa « différence ». Tous les pays européens sont différents. Tous les pays d'Europe *occidentale* sont différents. Et il existe de nombreuses similitudes qui transcendent les frontières établies. La Pologne est peut-

être très différente de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne, mais elle est plus proche de l'Irlande ou de l'Espagne que bien des nations ouest-européennes entre elles. Un pays comme la Grèce, qu'on classe souvent à l'Ouest grâce à l'héritage d'Homère et d'Aristote, est plus éloignée, en réalité, de l'Europe occidentale que certains Etats placés contre leur gré du mauvais côté du rideau de fer. En réalité, presque tous les récits de la « civilisation occidentale » se bornent à des tableaux fortement idéalisés, et donc tronqués, du passé. Il ne leur suffit pas d'encenser l'Ouest et de dénigrer l'Est, ils ne parviennent même pas à donner une honnête version de l'histoire ouest-européenne. A la lecture de certains ouvrages, on pourrait presque croire que l'Ouest n'est peuplé que de génies, de philosophes, de pionniers, de démocrates ou de saints. Un monde qui n'aurait abrité que des Platon et des Marie Curie.... Une telle mystification n'est plus tenable: les canons de la culture européenne doivent impérativement être revus.

L'Histoire au prisme des Alliés

Les conceptions contemporaines de l'histoire européenne ont surtout été profondément influencées par les deux guerres mondiales et par la victoire des forces alliées. Grâce à leurs victoires de 1918 et de 1945 et à la fin de la guerre froide, les Alliés ont réussi à imposer à toute la planète leur version des événements, notamment en Allemagne, un pays devenu particulièrement réceptif à ces thèses par culpabilité congénitale et grâce à des politiques de rééducation efficaces.

Ce schème d'interprétation des Alliés, souvent projeté dans l'histoire ancienne de l'Europe, s'articule autour de quelques points:

- La croyance en l'existence d'une branche distincte et séculaire de « civilisation occidentale », au sein de laquelle les pays réunis au sein de l'Alliance Atlantique représentent le sommet du progrès humain.

- Une idéologie "antifasciste" qui assimile la deuxième guerre mondiale au combat du Bien contre le Mal.

- Une fascination démoniaque pour l'Allemagne présentée, comme la principale source de l'impérialisme maléfique qui conduisit à la Première Guerre et du fascisme qui conduisit à la Seconde.

- Une vision indulgente et romantique de l'empire tsariste et de l'Union Soviétique, l'allié stratégique à l'Est. Les crimes commis par la Russie ne doivent pas être assimilés à ceux de l'ennemi car son rôle joué dans la lutte antifasciste contrebalance largement les fautes qu'elle a pu commettre.

- L'acceptation implicite d'une division du Continent en deux sphères: celle de l'Ouest, où règnent les « valeurs atlantiques » et celle de l'Est, considérée comme la sphère d'influence légitime de la Russie.

- L'oubli étudié de tous les éléments susceptibles de contredire les assertions exposées ci-dessus.

Ce schème d'interprétation des Alliés n'a jamais été explicitement formulé ni été ouvertement contesté. Pourtant, un demi-siècle après la deuxième guerre mondiale, il imprègne tant les débats académiques que le cadre conceptuel des décisions politiques. C'est lui qui permet de rendre compte de l'importance des recherches d'histoire et de sciences politiques consacrées au régime Nazi et de la prédominance des études consacrées à l'Allemagne, notamment aux Etats-Unis. Il permet d'expliquer pourquoi les questions est-européennes relèvent toujours d'Instituts d'Etudes "soviétiques" ou "slaves", de la place démesurée conférée à la Russie dans l'étude du monde slave et de l'absence fréquente d'études sur les peuples non-russes.

Surtout, le schème des Alliés conditionne la lecture de la dernière guerre: un demi-siècle après les faits, tout élément qui risque de ternir le mythe allié est systématiquement minimisé ou contesté. Nombreux sont les stéréotypes, directement issus de la Seconde Guerre Mondiale qui déterminent notre perception des pays d'Europe de l'Est. Ainsi, les Tchèques et les Serbes, traditionnellement attachés à la coopération avec la Russie et hostiles à l'Allemagne ont longtemps été qualifiés de « braves », de « sympathiques » et de « démocrates » - du moins jusqu'à la guerre de Bosnie. Il n'en va pas de même des Slovaques, des Croates ou des Baltes, suspects de collaboration avec l'ennemi. Les Polonais, comme d'habitude, se prêtent mal à

tout schéma: en résistant à l'invasion allemande, ils ont, à l'évidence, combattu pour la démocratie, mais, en résistant à l'agression soviétique, ils sont devenus des « traîtres », des « fascistes », des « irresponsables » et des « anti-démocrates ». Même difficulté pour les Ukrainiens: bien qu'ils aient probablement enduré les plus fortes souffrances civiles de tous les pays européens, ils n'ont eu de cesse d'échapper à la domination russe. La meilleure chose à faire était donc de prétendre que cette embarrassante nation n'existait pas et d'adhérer à la vieille fiction tsariste de la « Petite Russie ». En réalité, les Ukrainiens n'ont jamais été ni petits ni Russes. La prégnance de cette conception alliée fut évidente lors des réactions qui ont suivi l'effondrement du communisme, à partir de 1989. L'éclosion de la Gorbymania, la priorité donnée au maintien de l'intégrité territoriale des alliés de guerre (URSS, puis Yougoslavie) et la confusion délibérée entre le « patriotisme » et le « nationalisme » de l'Est... autant d'éléments qui ne peuvent s'expliquer que par l'existence d'une grille de lecture antérieure.

Ce n'est donc que très progressivement que l'opinion occidentale a pris conscience que la Russie et l'Union soviétique ne coïncidaient pas; que Gorbatchev dirigeait un régime honni de ses concitoyens; que la Fédération Yougoslave était un régime communiste, que c'est le pouvoir communiste serbe qui incarnait le plus extrémiste des nationalismes et que la Lituanie, la Slovaquie, l'Ukraine ou la Croatie étaient des nations distinctes légitimement en quête d'un Etat. D'où la nécessité, aujourd'hui, d'une réécriture de l'histoire européenne.

ANNEXE 3

Discours de Jacques DELORS¹

Monsieur le Premier Ministre,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

La multiplication des demandes d'adhésion à l'Union européenne et l'ouverture des négociations avec les pays d'Europe centrale et orientale nous placent aujourd'hui au pied du mur.

L'élargissement de l'Union ne peut, en effet, être réduit à sa seule dimension institutionnelle et financière. Non. L'arrivée de nouveaux pays nous contraint à une difficile réflexion sur la signification que nous entendons donner à « l'eupéanité ».

Qui est européen? Qui peut prétendre à l'adhésion? Allons plus loin: Qu'est ce qu'une communauté politique? Un club? Une grande famille? Une association? Telles sont quelques unes des questions qui se posent aujourd'hui.

C'est pourquoi le Centre Hellénique d'Études Européennes et le Groupement d'Études et de Recherches « Notre Europe » ont demandé à des intellectuels issus de toute l'Europe d'initier un vaste débat sur la perception de l'Europe et de ses identités. Et je dois dire que ce fut un vrai bonheur que d'entendre, durant deux jours, ces sociologues, ces historiens, ces philosophes, ces hommes de lettres...confronter leurs vues, souvent fort divergentes, sur la perception de l'Europe et de ses identités.

Je tiens à remercier chaleureusement le Premier Ministre, Monsieur Constantin Simitis et le Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Théodoros Pangalos, pour leur soutien personnel à l'organisation de cet événement.

¹ Prononcé lors de la séance publique qui a clôturé le séminaire

Mais, si vous le permettez, je vais, ce soir, quitter un temps le terrain sociologique ou historique au profit d'une réflexion plus politique sur la nature de la construction européenne. Sur quel principe d'identité construire l'Union européenne ? Quel modèle politique mettre en place pour répondre aux défis du jour ? Voilà les deux questions que j'aimerais aborder avec vous.

I. L'Identité européenne, une identité politique.

Identités européennes et identités nationales

Trop souvent on conçoit l'identité européenne comme une sorte d'identité nationale au niveau européen. Du coup, on attend d'elle qu'elle engendre les mêmes liens affectifs, les mêmes types de loyautés qu'une nation.

On mesure sa présence dans les symboles, dans les discours publics, dans le sport. Nul doute que, mesurée à cette échelle, l'identité européenne apparaisse bien pâle, voire chimérique.

Il y a là, me semble t-il, un malentendu. L'identité européenne ne peut être conçue comme une reconduction du nationalisme dans un espace élargi. Le Professeur Hartmut Kaeble l'a bien montré dans un article récent consacré à cette question.

D'une part, la perception que l'Europe a d'elle même reposé, davantage que le nationalisme, sur des objectifs clairement définis tels que la démocratie la paix, la prospérité.

Contrairement à l'identité nationale, la construction européenne ne s'appuie pas principalement sur des symboles, sur des monuments, sur des mythes, ni même sur une langue commune. Les émotions nous rattachent aux nations, mais pas à l'Europe.

D'autre part l'identité européenne n'est pas née d'une action militaire ou d'un acte de résistance contre une autre nation comme l'identité américaine s'est forgée

contre l'Angleterre, l'identité allemande contre Napoléon ou l'identité italienne contre les Hasbourg...L'identité européenne est née, au contraire, des enseignements tirés des deux guerres mondiales: ce n'est une victoire militaire mais bien au contraire l'expérience des ravages de la guerre qui ont marqué l'acte de naissance de la construction européenne.

A la fin du XIXe siècle, le Français Ernst Renan avait distingué deux éléments pour caractériser la naissance de l'idée de nation. Une histoire commune, tout d'abord: « *la possession en commun d'un riche legs de souvenir* », écrivait-il. Et il poursuivait: « *Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire...voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale* ». La volonté, ensuite, le désir de vivre ensemble et de « *continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu..* ».

On voit tout de suite l'originalité de l'identité européenne, du moins à sa naissance. Car, quelle était, en 1945, la perception que l'on avait de l'histoire commune des Européens ? L'histoire de leurs guerres, de leurs rivalités, de leurs affrontements. Quant à la volonté, elle n'était, à l'époque le fait que d'une infime minorité d'intellectuels et d'hommes politiques.

Autre originalité : l'identité européenne ne s'est pas construite, comme ce fut souvent le cas pour les Etats-nation, sur l'affaiblissement, la marginalisation des entités qui la composent. Trop souvent, on oppose le caractère « naturel » de la nation au caractère soi-disant « artificiel » de la construction européenne. C'est oublier que nombre de nos Etats se sont construits par un processus politique complexe, incluant souvent la violence. Autrement dit, une unité aujourd'hui présentée comme « naturelle » s'est en réalité constituée par les moyens combinés de l'action politique et de la force. L'intégration européenne, elle, s'est fondée sur des idéaux pacifiques. L'identité européenne n'est pas née à la place, mais à côté des liens constituant les États nationaux. Elle est issue de regroupements volontaires et de l'adhésion de différents pays. Ce que symbolise la clef de voûte de l'Union, le Conseil européen - qui réunit les Chefs d'Etat et de gouvernement nationaux.

L'identité européenne moderne est également fondamentalement différente des identités européennes plurinationales telles la monarchie des Hasbourg, l'Union soviétique ou la Yougoslavie qui, toutes, étaient fondées, en partie, sur des effets de domination.

Cette nouvelle identité européenne est-elle appelée à se substituer progressivement aux identités nationales ? Je ne le crois absolument pas. Ces deux identités sont, me semble t-il, non seulement différentes mais également complémentaires. Les citoyens l'ont d'ailleurs bien compris, puisqu'ils sont désormais majoritaires à se considérer comme Européens et avant tout comme citoyens de leurs pays respectifs

Pour un patriotisme constitutionnel

Ces distinctions étant posées, sur quel principe bâtir notre Union politique? Posons la question autrement, de façon plus crûe et plus concrète: quel doit être le principal critère d'adhésion à l'Union Européenne?

Il me semble qu'on peut, ici, distinguer trois grandes options, toutes présentes, explicitement ou implicitement, dans les discours de nos hommes politiques : le rapprochement des cultures, les défis du monde extérieur, l'idéal démocratique.

La synergie par la culture

La première option met principalement l'accent sur la proximité culturelle, le mot culture étant entendu dans son sens le plus large. Le modèle politique choisi est celui de la « grande famille ». Selon ce critère, pourraient faire partie de l'Union les « proches », les « parents » entendus dans un sens plus ou moins large. Et, pour les distinguer, on insiste sur les caractéristiques supposées de l'identité européenne: droit romain, cité grecque, liberté germanique, et, surtout, christianisme...

Je ne nie pas le très grand intérêt intellectuel qu'il peut y avoir à tracer les lignes de convergence et les zones de fracture culturelles en Europe. Mais peut-on faire de l'appartenance culturelle un principe politique? Je ne le crois pas.

De surcroît, la tâche s'avère extrêmement difficile car les paramètres culturels de l'Europe n'ont jamais cessé d'être objets de débats. Le Vieux Continent, on l'a dit et répété, est la source de la foi et de l'éthique judéo-chrétienne. Certes. Mais le Professeur Norman Davies l'a bien montré dans l'ouvrage qu'il vient de consacrer à l'histoire européenne: nombre des sources d'inspiration les plus fructueuses de notre histoire- pensons à la passion de la Renaissance pour l'Antiquité ou à l'obsession Romantique de la Nature - présentaient des caractères païens.

Bien sûr, l'Europe, c'est en partie le christianisme. Mais, c'est aussi le libre-examen, l'agnosticisme ou l'athéisme. Et j'ajouterais, n'en déplaise à certains : désormais, l'Europe c'est aussi un peu l'Islam. En réalité, le pluralisme s'impose.

La première des caractéristiques de l'Europe, c'est précisément son extraordinaire diversité. C'est une identité multiple, qui ne naît qu'en liaison avec d'autres identités. Diversité qui est loin de s'affaiblir aujourd'hui, comme le craignent certains. Permettez moi, sur ce point, de citer le sociologue Henri Mendras, écrivant au sujet de l'Europe occidentale: « *Un trompe l'œil historique pourrait laisser penser que la modernité est un rouleau compresseur qui écrase toutes les aspérités. En réalité, unique par ses caractères majeurs communs, l'Europe occidentale reste extraordinairement diverse. Le changement perpétuel qui l'anime ne va pas, contrairement à une idée répandue, vers plus d'homogénéisation(...) la diversité croissante de nos goûts et de nos mœurs entrave la domination d'une seule culture* ».

Les défis du monde extérieur

Deuxième critère d'adhésion, trop souvent présent à mots couverts: le critère utilitariste. La société est conçue, ici, comme une sorte d'équilibre comptable entre prestations réciproques des co-sociétaires.

C'est le modèle des *mutual benefits societies*, qui conçoit l'Union comme une sorte de grand club. En Europe occidentale, cette option prend déjà la forme d'un chauvinisme du *Welfare*, protectionnisme du bien être.

Loin de moi l'idée de sous-estimer les très lourdes contraintes, voire les sacrifices financiers, imposés par l'élargissement. Mais disons le tout net: l'Union européenne n'est pas à constituer comme un club de riches.

Plus que jamais, elle doit reposer sur le triptyque: compétition, bien sûr, mais aussi la coopération qui renforce et solidarité qui unit. Le principe censitaire n'a pas sa place dans une démocratie digne de ce nom. Plus que jamais, peut-être plus poussés par les impératifs de la raison que par les élans du coeur, les Européens sont sommés par l'histoire de choisir entre le déclin peut-être doré ou la survie comme ensemble politique fier de ses traditions et de ses cultures, mais aussi fort d'une puissance à bâtir.

Le progrès par l'idéal démocratique

Troisième critère, enfin: le critère démocratique qui pourrait servir de socle à ce que le philosophe Jürgen Habermas a appelé le « patriotisme constitutionnel ». Selon cette perspective, l'identité politique de l'Union se stabiliserait sur les principes d'autonomie et de responsabilité qui sous-tendent la conception de la démocratie et de l'Etat de droit.

Sans nier les solidarités locales, régionales, les motifs suprêmes d'identité ne sont plus, ici, des motifs de parenté ou de proximité mais l'adhésion aux principes universels des droits de l'Homme et de la démocratie.

D'où une difficulté immédiate : la communauté politique ainsi formée serait elle virtuellement illimitée, sans frontières ? Non. D'une part, le principe démocratique comprend un lui même un critère d'inclusion ou d'exclusion. il signifie qu'être Européen ou qu'être riche ne confère aucun droit moral à l'adhésion.

Si un peuple, si un Etat d'Europe viole les principes de pluralisme, de tolérance, d'égalité, de liberté qui sont ceux de la communauté, alors il perd *ipso facto* son droit à y appartenir.

D'autre part, ne soyons pas naïf: les décisions d'adhésion seront toujours soumises à d'autres contraintes. Des contraintes spatiales, géographiques car nos concitoyens ont besoin d'un espace visible et relativement délimité. Des contraintes culturelles ou financières ont également leur place.

Pour un aggiornamento de la démocratie

Mais au total, seule l'idée d'une démocratie à approfondir sans cesse et à illustrer concrètement peut servir de ressort à une véritable Union politique. En définissant la citoyenneté européenne par la jouissance de droits civils et politiques - et non par référence à une quelconque unité culturelle - les inspirateurs du traité de Maastricht l'ont d'ailleurs bien compris, même s'ils n'en ont pas tiré toutes les conséquences.

On ne peut cependant en rester là. Si l'on veut éviter que l'adhésion ne soit par trop formelle, il nous faut, pour reprendre l'expression du philosophe Jean-Marc Ferry, une culture politique partagée. « Culture commune partagée » et non « culture politique unifiée » car la force de la construction européenne passera précisément par l'ouverture des cultures nationales les unes sur les autres, par la mise en place d'un espace public pluraliste.

L'édification d'un espace économique intégré a demandé, vous le savez, la création d'un cadre juridiquement harmonisé pour la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux. La formation d'une culture politique commune dépendra avant tout d'une confrontation civilisée entre des traditions juridiques et des sensibilités nationales différentes. Une culture politique commune ne se construira pas comme un marché unique; elle se formera par l'échange et la confrontation d'idées.

II. Pour un nouveau modèle politique

Ces principes étant rappelés, il est clair que l'Europe ne peut plus, aujourd'hui, faire l'économie d'une vaste réflexion sur l'adaptation de son modèle politique aux enjeux du XXI^e siècle.

Les défis lancés à l'Union sont aujourd'hui les plus nombreux auxquels la construction européenne ait jamais eu à faire face. Le calendrier, tout d'abord, fait se télescoper plusieurs échéances. Deux importants traités viendront à terme dans les prochaines années : celui de l'UEO, en 1998, et celui de la CECA, en 2001. S'y ajoute dans l'immédiat la mise en oeuvre de l'Union économique et monétaire, au 1^{er} janvier 1999. Sans oublier, toujours en 1999, l'expiration du " paquet financier ", reflet des choix de l'Union en matière de politiques et d'actions communes, et notamment en regard du principe, inscrit dans l'Acte unique de cohésion économique et sociale.

A ce calendrier officiel, viennent se greffer les défis politiques nés de la Chute du Mur de Berlin et des effets en chaîne qui en ont résulté depuis 1990. Il existe, aujourd'hui, une formidable demande d'Europe, comme en témoignent les treize pays qui frappent à notre porte. Et la liste n'est sûrement pas close. Une demande à laquelle nous nous devons de répondre.

Il me semble utile de le préciser d'emblée, pour sortir d'un mauvais procès selon lequel les partisans d'un modèle communautaire efficace préféreraient éviter l'élargissement de l'Union pour mieux donner la priorité à son approfondissement. Croyez-moi, cette opposition rituelle entre " élargissement " et " approfondissement " existe bien : c'est un redoutable problème. Mais en réalité, nous n'avons pas le choix. Nos frères de l'Est, séparés de nous par un décret de l'histoire, sont aussi Européens que nous culturellement, géographiquement, spirituellement. Les accueillir, tel est bien notre devoir impératif à l'aube du XXI^e siècle.

Cela dit, la tâche n'est pas facile : comment étendre nos valeurs de paix et de compréhension mutuelle à l'ensemble de l'Europe tout en préservant l'efficacité et la solidité du modèle communautaire ? Car, ne l'oublions pas, c'est bel et bien ce modèle là qui est devenu un pôle d'attraction pour tous les peuples du Continent.

Ce serait rendre le pire service à nos frères de l'Est que de renoncer à une partie de notre acquis identitaire et d'oublier ce qui a fait notre force.

Autrement dit, l'Europe manquerait à sa vocation en refusant de s'élargir, mais elle perdrait sa dynamique en n'adaptant pas sa maison, son cadre politique et institutionnel, à la nouvelle donne de l'élargissement.

La question se pose aujourd'hui en termes aigus, pour au moins deux raisons. D'une part, les élargissements précédents ne concernaient que deux ou trois pays. Désormais, je l'ai dit, pas moins de treize pays sont officiellement candidats. D'autre part, le système institutionnel, conçu initialement pour une Communauté de six pays, donne déjà, à quinze, de sérieux signes d'essoufflement.

Qu'en sera-t-il quand nous serons vingt-cinq ou trente ? Comment faire en sorte que l'élargissement ne soit pas l'addition de nos faiblesses, mais la conjugaison de nos forces ?

Il n'entre pas dans mon intention de vous délivrer un schéma institutionnel " clé en main " susceptible de résoudre l'ensemble de ces contradictions.

Plus modestement, j'aimerais formuler deux exigences qui, me semble-t-il, s'imposent aujourd'hui à l'Europe : une exigence de démocratie, c'est aussi plus de transparence et plus de compréhension par les citoyens ; une exigence d'efficacité pour accorder nos moyens aux objectifs proclamés.

Rendre l'Union plus démocratique

La dénonciation du déficit démocratique est aujourd'hui devenu un des passages obligés du débat européen. Et il est vrai que l'Union est loin, trop loin, de ses

citoyens. Il est évident que nous pouvons et devons faire mieux en terme de transparence et de lisibilité.

Mais il me semble utile, sur ce point, de clarifier un débat qui, fréquemment, prête aux contresens, voire à la mauvaise foi.

Trop souvent, en effet, on a tendance à faire de l'Europe le bouc émissaire par trop commode de notre mélancolie démocratique.

Or, il est évident que le projet européen a été, dès ses origines, et reste toujours aujourd'hui, intimement lié à l'idéal démocratique. Puisant ses racines spirituelles dans la résistance à tous les totalitarismes, il n'a cessé de renforcer sa vocation à promouvoir la démocratie et le respect de la règle de droit.

La Communauté est également la seule organisation internationale à disposer d'une Assemblée directement élue par ses citoyens. Assemblée dont les pouvoirs viennent d'être notablement renforcés par le récent traité d'Amsterdam.

Mais surtout, il doit être clair que l'approfondissement de la démocratie dans l'espace européen ne peut réussir sans un effort de même type pour redonner de la vigueur et du sens à nos démocraties nationales.

C'est pourquoi on peut dire, me semble-t-il, que le vice démocratique dont souffre aujourd'hui l'Europe réside avant tout dans le défaut d'implication des peuples et de leurs représentants, dans les processus diplomatiques et normatifs tant au niveau national qu'au niveau européen.

Alors que l'Europe ne cesse de pénétrer plus avant dans la vie quotidienne des peuples, elle inquiète plus qu'elle ne rassure, elle ennuie plus qu'elle ne passionne. L'Europe n'est d'ailleurs pas la seule à souffrir de cet éloignement : c'est un problème qu'on retrouve au niveau de beaucoup de nos démocraties nationales où la distance se creuse entre gouvernants et gouvernés. Il est vrai que, sur ce point, la situation n'est pas identique d'un pays à l'autre et est souvent fonction de la vigueur des moeurs démocratiques. Mais tous les pays sont confrontés aujourd'hui à cette

tension entre le global et le national, entre le global et le local. En d'autres termes, il nous revient de surmonter ce paradoxe : au moment où les totalitarismes reculent et que la démocratie formelle s'étend, la vivacité de nos vieilles démocraties semble s'étioler.

C'est pourquoi, il faut réinventer des schémas démocratiques de médiation entre les différents niveaux de pouvoir. De ce point, l'Union européenne peut jouer un rôle essentiel en faisant émerger les aspirations du local et du national dans le champ du global, tout en diffusant les responsabilités vers le bas par le développement et la participation citoyenne.

Pour cela, l'Union européenne doit être acceptée dans ses finalités et compréhensible dans son fonctionnement. Or, à cet égard, l'évolution de ces dernières années est inquiétante, faite d'une juxtaposition de structures, d'une complexité croissante des procédures et d'une extension confuse des compétences.

D'où le sentiment répandu chez nos concitoyens, que la Communauté se mêle bien souvent de ce qui ne la regarde pas.

Cette confusion a des raisons historiques, liée à la méthode dite de " l'engrenage " adoptée par les Pères Fondateurs de la Communauté. A l'époque du traité de Rome, en effet, il eût été peu réaliste et politiquement inacceptable de définir quelle serait, en fin de processus, l'exacte répartition des pouvoirs entre l'Union et ses Etats. D'où le choix de la méthode dite des " petits pas ". Méthode qui conduisait à conférer progressivement à l'Union des compétences de plus en plus étendues, mais sans trop préciser ce qui, ultimement, serait exercé au niveau supranational et ce qui demeurerait de la compétence des Etats.

L'expérience a, il est vrai, montré que de nombreux antidotes peuvent être mis en place pour lutter contre les risques de surréglementation. C'est ce que la Commission a fait, à partir de 1985, par l'application systématique de principes simples, tel celui de la reconnaissance mutuelle qui a permis de faire l'économie de dizaines de règlements détaillés. Un autre remède consiste à recourir systématiquement à la majorité qualifiée qui prive les Etats membres de vouloir

imposer, dans le texte communautaire, tous les détails de leur réglementation interne pour ne pas avoir à la modifier ou à la simplifier.

Mais, il me semble, qu'au stade d'intégration aujourd'hui atteint par la construction européenne, nous ne pouvons plus faire l'économie d'une répartition claire des compétences entre l'Union et ses Etats membres.

Cela dit, la tâche n'est pas facile car le champ des compétences exclusives a, de plus en plus, fait place à celui des compétences concurrentes ou partagées entre l'Union, les Etats nationaux et les Régions.

C'est pourquoi, il me semble que le plus simple consisterait à définir un certain nombre de domaines qui relèveraient de la compétence exclusive des Etats et dans les pays à structures fédérales, des Régions. Nous irions ainsi plus loin que la seule exigence de subsidiarité introduite par le traité de Maastricht.

Car la subsidiarité, vous le savez, procède avant tout d'une exigence éthique qui fait du respect de la dignité des personnes, et donc de l'exercice de leur responsabilité individuelle, la finalité de toute société. Autrement dit, elle n'est pas seulement une limite à l'intervention d'une autorité supérieure, mais aussi une obligation d'agir vis à vis de l'échelon inférieur pour lui donner les moyens de s'accomplir. C'est dire l'ambiguïté du principe qui, s'il peut parfaitement justifier dans certains cas une intervention accrue de l'Union, a souvent été abusivement invoqué par les Etats pour s'opposer à tout progrès au niveau européen.

C'est pourquoi il me semble que, pour renforcer la vitalité du projet démocratique, il faudrait asseoir l'Europe sur une double légitimité : une légitimité des Etats-nation, représentés au Conseil européen, et une légitimité directe des citoyens à travers un Parlement européen mieux intégré dans le dispositif communautaire, ainsi qu'un exécutif mieux défini, la Commission institutionnellement responsable devant le Conseil Européen comme devant le Parlement.

Rendre l'Union plus efficace

Autre exigence à laquelle nous nous devons de répondre : une exigence d'efficacité. Aux yeux de nos concitoyens, il pèse sur l'Union une obligation de résultat, comme en témoignent les reproches d'impuissance souvent formulés à l'égard de l'Europe, qu'il s'agisse de sa politique extérieure ou de son action contre le chômage, par exemple.

“ Que voulons nous faire ensemble ? ”. Telle est la première question que devraient se poser, en conscience, l'ensemble des Etats européens. Car, dans une Union de 27 à 30 membres, il paraît peu réaliste d'imaginer que tous puissent simultanément partager la même volonté d'aller de l'avant.

Mais il me semble qu'il faut soigneusement distinguer, ici, entre ceux qui “ ne veulent pas ” et ceux qui “ ne peuvent pas ”. S'agissant de ceux qui “ veulent ” mais ne “ peuvent pas ”, les traités ont toujours prévu des périodes transitoires leur permettant de rejoindre progressivement le peloton de tête.

S'agissant de ceux qui ne “ veulent pas ”, le problème est différent. La règle d'or, à ce sujet, a été formulée par l'ancien Ministre des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher : aucun Etat ne peut être forcé d'aller plus loin qu'il ne le veut; mais, en revanche, aucun Etat ne peut empêcher les autres d'aller plus loin s'ils le souhaitent.

C'est pourquoi, j'avais, avant la conclusion du nouveau traité, espéré que soient mises en œuvre des formules permettant à une avant-garde de pays d'aller plus loin en certains domaines. Cette avant-garde serait bien entendu ouverte à tous les pays membres de l'Union, à condition qu'ils le veuillent et qu'ils en acceptent les contraintes et les devoirs.

Donner à l'Europe tout son sens

Pour réussir ce modèle politique original que sera l'Union européenne, nous vous avons proposé les conditions d'un meilleur fonctionnement ; plus de démocratie, plus de compréhension, plus de transparence, plus d'efficacité.

Cela dit, et alors que nous avons insisté depuis deux jours sur la question centrale de l'identité, conçue comme une convergence d'idées et de comportements dans le respect de la diversité, l'édifice, aussi bien conçu soit-il, n'aurait pas la force nécessaire sans que nous retrouvions le sens de l'action collective, le sens d'une action politique à laquelle chaque citoyen est appelé à participer.

Et c'est précisément là que le présent colloque prend tout son intérêt. Il n'y a pas d'avenir sans considérer et faire fructifier le passé, recourir aux leçons qu'il nous prodigue. Car des peuples privés de référence au passé ne sont pas capables de s'inventer un avenir.

Éternelle et changeante, l'Europe doit être éternelle par ce qu'elle a apporté de meilleur à l'histoire humaine et qu'elle doit aujourd'hui encore cultiver. Changeante pour s'adapter, en tant que puissance, aux défis des temps présents et à venir, défis éthiques comme défis politiques et économiques.

Nous nous sommes efforcés aujourd'hui de trouver des raisons de vivre ensemble, des affinités à développer, des emprunts à faire aux autres pays de l'Europe. C'est déjà donner un sens à notre aventure commune.

C'est, avec l'approfondissement de la diversité dans les conditions du XXI^e siècle, le chemin qui doit nous conduire à clarifier le projet et y rallier le plus grand nombre possible de citoyens. Et je ne le répéterai jamais assez : d'accorder de manière à la fois ambitieuse et réaliste, nos moyens à nos fins. Cette cohérence là est le meilleur atout pour faire réussir notre aventure collective.

Sur le chantier vaste et inédit de la constitution d'un grand ensemble d'Etats-nation, rien n'est jamais facile. Mais à ceux que cette difficulté découragerait, je renverrai à Jean Monnet, qui disait : *“ je n'ai connu, pour ma part, qu'un seul chemin (pour unir les pays européens). Mais la durée du cheminement est incertain. La construction européenne, comme toutes les révolutions pacifiques, a besoin de temps. Le temps de convaincre, le temps d'adapter les esprits et d'ajuster les choses à de grandes transformations ”*.

ANNEXE 4

Discours de Costas Simitis, premier ministre¹

Mesdames et Messieurs,

La continuation de la marche vers l'Union Européenne, vers l'unification politique de l'Europe se heurte à un scepticisme croissant. Les réserves qui sont émises à l'égard de ce projet pourraient se résumer de la façon suivante:

Une vision qui se veut inspiratrice et mobilisatrice ne peut se contenter de reproduire l'état actuel des choses, elle se doit au contraire de le dépasser, de constituer une rupture par rapport à lui, afin de pouvoir émouvoir et motiver l'imagination. Or, la rupture n'est pas visible aujourd'hui. L'Europe de demain apparaît comme la suite socio-économique de l'Europe d'aujourd'hui, une variante améliorée sans doute, mais pas davantage. La création d'un marché et d'une monnaie supranationaux, d'institutions supranationales ne garantit pas qu'un espace dans lequel coexistent des langues, des religions, des modes de vie différents puisse devenir un ensemble cohérent, qui dépasse les divergences socio-économiques et la conception de l'état-nation, laquelle est profondément enracinée dans les mentalités.

La question qui se pose, par conséquent, c'est de savoir s'il y a un projet dont les implications socio-politiques soient capables de déclencher une dynamique conséquente.

La réponse est affirmative: nous voyons un tel projet. Et nous le voyons si nous nous penchons sur la dynamique créée par l'unification dans le système actuel: sur les tendances du développement du système socio-économique européen, telles qu'elles se dessinent présentement, et leurs prolongations une fois le processus d'unification mis en œuvre à de multiples niveaux.

Je ne mentionnerai, à cet égard, qu'un seul point mais qui est essentiel, à mon avis.

L'immigré des débuts du siècle quittant l'Arcadie ou la Calabre était en quête de nouvelles opportunités, d'une chance pour améliorer sa vie. Il en fut de même pour l'immigré des années 60, venu s'installer en Allemagne. Mais la quête de l'ouvrier russe ou allemand de 1918 en révolte, c'était aussi se voir ouvrir, à travers une

¹ Prononcé lors de la séance publique qui a clôturé le séminaire

nouvelle organisation de la société, des perspectives et des opportunités auxquelles il aurait librement accès à l'intérieur d'un espace de justice sociale. Le modèle social européen créé par la social-démocratie reposait sur cette même recherche. Supprimer les obstacles et les restrictions, multiplier les opportunités ouvertes à chacun. Créer un espace de justice sociale, une société plus ouverte, plus libre, où chacun peut s'éduquer, où certaines décisions sont le fruit de négociations en commun, où l'État prend des initiatives en ce qui concerne le développement, la santé, l'assurance et la couverture sociale.

Cette société ouverte, cette société qui s'ouvre constamment en supprimant les entraves au développement de l'individu et les obstacles à l'amélioration de la qualité de vie, cette société, en deux mots, qui promeut la justice sociale est un élément qui constitue le levier fondamental du projet européen. Le citoyen de chaque pays aura plus d'opportunités dans une Europe unifiée qu'il n'en a aujourd'hui. Il vivra dans des conditions qui lui permettront de choisir entre plusieurs alternatives. Dans un cadre plus juste, celui qui lui ouvrira un plus grand nombre de voies. Pour employer une métaphore: le citoyen isolé d'aujourd'hui, utilisateur de P.C. aura demain accès, à travers Internet, à la société de l'information, un accès qui, en lui-même, est un changement qualitatif car porteur d'une nouvelle qualité de vie.

S'agit-il là d'un modèle minimaliste, dans le sens où il ne constitue pas une rupture par rapport au passé? La réponse à cela est simple. Le modèle social-démocrate, lui aussi, fut taxé de minimaliste, comparé au modèle communiste. Et il a malgré tout introduit une rupture, lente mais efficace, par rapport au passé en ce qui concerne les conditions de vie de la grande majorité de la population. Or l'unification européenne relève également d'une "utopie" qu'on pourrait qualifier de "concrète", et non de radicale, "transcendantale". Et ceci parce la seule idée d'une rupture sociale vouerait notre entreprise commune à l'échec. Cette dernière aboutirait à une série de conflits et non et à l'unification. Étant donné qu'elle est fondée, justement, sur l'engagement et la mobilisation du plus grand nombre possible de forces sociales, elle présuppose la transformation et non la renaissance ex nihilo.

Ceci dit, je tiens à souligner que les interventions sur le plan social s'imposent, qu'il faut faire face de façon efficace aux problèmes du chômage et de l'exclusion sociale. L'Europe de demain ne peut consolider ni les différences sociales, ni la société des deux tiers, ni le néo-libéralisme, ni la société du marché et du pouvoir par l'argent. Elle se doit d'être, au contraire, un espace de liberté et de justice

sociale en perpétuelle expansion, un espace où se réduisent et se restreignent tous les phénomènes qui ignorent l'être humain et agissent à l'encontre de son autonomie, sa sécurité et son bien-être.

Mesdames, Messieurs,

L'unification européenne est le moyen le plus efficace pour faire face aux trois évolutions majeures qui marquent notre époque.

La première, c'est la mondialisation de l'économie. Un changement qui affecte de façon radicale les structures de la production, affaiblit les frontières, exerce une pression sur le modèle social traditionnel. Il devient de plus en plus évident qu'il s'agit là d'un processus irréversible, dans ses lignes fondamentales. D'un processus qu'on ne peut modérer. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille nous soumettre à notre destin. Comme nous l'avons fait dans le cadre de l'état-nation, nous sommes appelés à trouver de nouveaux mécanismes régulateurs. De nouvelles règles qui pourront prévenir les phénomènes incontrôlés comme ceux que nous avons subis et continuons de subir, et qui menacent ou sapent la stabilité, le développement, la cohésion sociale. Les états isolés n'étant pas en mesure de donner des solutions, seule l'Europe dans son ensemble peut déterminer ces règles.

La deuxième évolution, qui se rattache directement à la précédente, c'est le recul du modèle de l'état-nation.

Nous avons en effet à faire face à un affaiblissement progressif du pouvoir national centralisé. Les moyens traditionnels d'exercice de la politique s'avèrent inactifs. L'état-nation, acteur traditionnel des jeux entre états de nature géo-politique, devient un état-nation qui prend part à l'échiquier mondial inter-étatique dans un objectif de développement. Parallèlement, l'intérêt du citoyen diminue pour la scène politique centrale. Des institutions supranationales acquièrent de plus en plus d'importance et, en même temps, les régions voient leur pouvoir s'accroître, un pouvoir qui affecte directement la vie du citoyen. Le pouvoir, donc, se décentralise, avec multiplication des niveaux et des centres de prise de décisions. Le citoyen, lui, se trouve à la fois plus près et plus loin du pouvoir: il participe et, en même temps, il se sent mis en marge.

Or, la réponse aux problèmes qui naissent de cette situation ne peut plus être du ressort d'un pays isolé. Elle ne se dégagera qu'à travers les formes que prendra la

coopération européenne, son contenu, les processus d'unification, la conception qui prévaudra quant aux rapports du citoyen avec le pouvoir à l'échelle européenne.

La troisième évolution, c'est l'insécurité généralisée des citoyens. L'autonomie croissante de l'individu, qui s'affranchit de plus en plus des liens politiques, sociaux et physiques, augmente les dangers auxquels il s'expose. Les changements abrupts de la technologie, de l'économie, de la démographie, les nouveaux flux de l'émigration, l'impossibilité de s'adapter à des rythmes trop rapides créent de nouveaux problèmes sociaux. L'État Providence traditionnel ne peut répondre aux nouvelles formes d'inégalité sociale, au chômage, à l'exclusion sociale. Les moyens nationaux pour lutter contre la criminalité ne sont plus suffisants. L'insécurité du présent, l'incertitude de l'avenir empoisonnent la cohésion sociale et affectent la coexistence politique elle-même.

Il s'agit là de problèmes qui affectent tous les pays d'Europe, et qui ne peuvent être affrontés qu'en commun. Ce qu'il importe donc de trouver ensemble, ce sont avant tout les conditions qui assureront davantage de cohésion sociale et de solidarité.

Mesdames, Messieurs,

L'identité européenne n'est seulement une affaire de marché unique ou d'unification économique et monétaire. L'identité européenne concerne des principes, des valeurs, l'éducation, la culture.

Notre culture est fondée, *en premier lieu*, sur des principes fondamentaux, ceux du siècle des Lumières. Je parle des principes de démocratie, d'égalité, de justice sociale. Mais aussi de celui de responsabilité civile, de la société civile, de la société des citoyens.

En second lieu, notre culture, la culture européenne commune, repose sur des valeurs d'un autre registre, à plus vaste échelle, des principes qui concernent la coexistence internationale. Les valeurs de paix, de collaboration entre les peuples, de solution pacifique des différends. Celle du respect du droit international. Des valeurs que nous autres, Grecs, qui vivons aux frontières sud-est de l'Europe, respectons tout particulièrement. Ce qui, pour l'Europe occidentale est une évidence doit aussi le devenir pour l'Europe orientale.

L'Europe, enfin, qui nous permettra d'avancer est l'Europe de notre altérité.

Car l'Europe embrasse une, mais aussi plusieurs réalités distinctes. Elle se bâtit sur l'idée d'unicité à travers la différence. La civilisation européenne s'est forgée sur la base de l'ouverture vers Autrui, de l'intérêt pour ce qui se produit au-dehors, du sentiment d'universalité à travers la différence.

L'Europe à laquelle nous aspirons est l'Europe qui croit à la polyphonie, à la tolérance, pour qui la rencontre avec autrui est source d'enrichissement et profit. Qui cultive, par des mécanismes divers, le pluriculturalisme. Qui crée un cadre à l'intérieur duquel tous les citoyens peuvent s'exprimer. Une Europe qui constitue moins une culture unique qu'un espace dans lequel peuvent s'épanouir des cultures diverses, une pluralité de modes de vie et d'idéaux.

Un dernier point, pour finir: les débats sur l'Europe, il est vrai, tournent essentiellement autour des questions de politique économique; quand nous discutons de l'Europe, nous parlons politique agricole commune ou convergence des économies. L'Europe, notre effort commun, dépend pourtant aussi de l'éducation, de la culture, de la recherche. Du degré, également, de mobilisation des jeunes. Et il est temps de soulever les questions qui les touchent.

J'ai confiance en ce cheminement graduel, la marche régulière et mesurée vers une Europe créative, productive, empreinte de justice sociale, tolérante et pluriculturelle. Cette marche est le moyen le plus efficace de relever les défis de notre temps. Et c'est à travers elle que se dégagera aussi notre identité.

Et, pour cela, nous devons tous nous mobiliser. Car l'identité de l'Europe ne sera pas le fait des automatismes d'un quelconque système, elle naîtra des efforts et des luttes de ceux qui voudront s'accorder pour la définir.

De notre lutte à tous.